

Résultats du troisième trimestre

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

La Banque Scotia annonce les résultats de son troisième trimestre

TORONTO, le 29 août 2017 – La Banque Scotia a annoncé un bénéfice net de 2 103 millions de dollars pour son troisième trimestre, comparativement à 1 959 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,66 \$, comparativement à 1,54 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 14,8 %, ce qui est comparable à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La Banque a annoncé une bonification de 0,03 \$ de son dividende trimestriel, qui est passé à 0,79 \$.

« La Banque a généré d'excellents résultats trimestriels, les activités du Réseau canadien et des Opérations internationales liées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises ayant affiché une croissance à deux chiffres », a déclaré Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia. « Grâce à la robuste lancée de notre bénéfice, nous avons bonifié notre dividende trimestriel de 0,03 \$ par action ordinaire, ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport à l'exercice précédent. En outre, nous continuons de déployer des efforts soutenus afin de prendre le virage numérique et d'améliorer l'expérience client.

« Le Réseau canadien a connu un excellent trimestre, comme en témoigne le bénéfice de plus de 1 milliard de dollars traduisant la croissance des prêts et des dépôts, l'élargissement de la marge et la productivité accrue. Nos investissements dans les services bancaires numériques, y compris dans Tangerine, nous aideront à approfondir nos relations avec les clients.

« Le bénéfice des Opérations internationales a été supérieur à 600 millions de dollars. La solide lancée de ce secteur d'activité découle de la robuste croissance des prêts et des dépôts, du levier d'exploitation positif et de l'amélioration de la qualité du crédit.

« Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque est demeuré solide à 11,3 %. Notre situation de trésorerie nous permet de croître, d'investir dans nos activités et d'offrir des remboursements de capital à nos actionnaires.

« Nous sommes ravis de nos résultats. Conjuguée aux niveaux élevés de fonds propres, la robuste performance de nos activités sous-jacentes permettra à la Banque de poursuivre ses investissements stratégiques, d'améliorer l'expérience client et d'offrir des résultats durables à nos actionnaires. »



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes.
Se reporter aux renseignements à la page 61.

Faits saillants financiers

	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
<i>(non audité)</i>					
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets	3 833	3 728	3 602	11 204	10 639
Revenus autres que d'intérêts	3 061	2 853	3 038	9 139	8 960
Total des revenus	6 894	6 581	6 640	20 343	19 599
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	573	587	571	1 713	1 862
Charges autres que d'intérêts	3 672	3 601	3 505	10 962	10 890
Charge d'impôt sur le résultat	546	332	605	1 495	1 490
Bénéfice net	2 103	2 061	1 959	6 173	5 357
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 016	1 965	1 860	5 890	5 079
Performance d'exploitation					
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,68	1,63	1,55	4,89	4,22
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,66	1,62	1,54	4,85	4,20
Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars) ¹⁾	1,68	1,63	1,55	4,89	4,47
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	14,8	14,9	14,8	14,7	13,6
Ratio de productivité (en pourcentage)	53,3	54,7	52,8	53,9	55,6
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) ¹⁾	2,46	2,54	2,38	2,46	2,38
Données tirées de l'état de la situation financière (en millions de dollars)					
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	57 750	50 877	69 774		
Actifs détenus à des fins de transaction	105 148	111 831	103 861		
Prêts	498 559	496 255	472 800		
Total des actifs	906 332	921 646	906 844		
Dépôts	618 143	628 209	631 344		
Actions ordinaires	53 365	55 115	50 761		
Actions privilégiées	3 019	3 019	3 094		
Actifs sous administration	481 080	494 220	464 930		
Actifs sous gestion	201 268	204 964	187 864		
Mesures du capital et de la liquidité					
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 (CET1) (en pourcentage)	11,3	11,3	10,5		
Ratio de T1 (en pourcentage)	12,6	12,5	11,8		
Ratio total des fonds propres (en pourcentage)	14,8	14,7	14,1		
Ratio de levier (en pourcentage)	4,4	4,4	4,2		
Actifs pondérés en fonction du risque – CET1 (en millions de dollars) ²⁾	365 411	374 876	357 657		
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	125	126	125		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux (en millions de dollars) ³⁾	2 273	2 510	2 491		
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances (en millions de dollars)	4 290	4 591	4 542		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations ³⁾	0,44	0,49	0,51		
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant des prêts et des acceptations (annualisé)	0,45	0,49	0,47	0,46	0,52
Données sur les actions ordinaires					
Cours des actions à la clôture (en dollars) (TSX)	77,67	75,88	66,33		
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	1 200	1 206	1 203	1 205	1 203
Nombre moyen – dilué	1 219	1 223	1 222	1 225	1 225
Clôture de la période	1 198	1 202	1 205		
Dividendes versés par action (en dollars)	0,76	0,76	0,72	2,26	2,14
Rendement de l'action (en pourcentage) ⁴⁾	4,0	3,9	4,5	4,0	4,8
Capitalisation boursière (en millions de dollars) (TSX)	93 065	91 198	79 906		
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	44,54	45,86	42,14		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	1,7	1,7	1,6		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	12,0	12,0	11,7		
Autres données					
Effectif	89 191	88 679	88 783		
Succursales et bureaux	3 016	3 062	3 126		

1) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio des fonds propres de T1 et le ratio total des fonds propre aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit se sont établis à 0,72, à 0,77 et à 0,81, respectivement en 2017.

3) Compte non tenu des prêts acquis aux termes de la garantie de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) liés à l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico.

4) D'après la moyenne des cours les plus hauts et les plus bas de l'action ordinaire pour la période.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est fourni dans le but d'aider le lecteur à évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque au 31 juillet 2017 et pour la période close à cette date. Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Banque figurant dans le présent rapport aux actionnaires et le rapport annuel 2016 de la Banque. Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 29 août 2017.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris son rapport annuel 2016, sur son site Web, au www.banquescotia.com. Il est également possible de trouver le rapport annuel et la notice annuelle de 2016 de la Banque sur le site de SEDAR, au www.sedar.com, et sur la section EDGAR du site de la SEC, au www.sec.gov.

Table des matières

Rapport de gestion	17	Gestion du risque	32	Faits nouveaux en matière de réglementation
4 Mesures non conformes aux PCGR	30	Gestion du capital	33	Méthodes comptables et contrôles
5 Résultats financiers du Groupe	31	Instruments financiers	33	Perspectives économiques
8 Données par secteurs d'exploitation	31	Titrisations	34	Données sur les actions
16 Faits saillants par secteurs géographiques	31	Arrangements ne figurant pas à l'état de la situation financière		
16 Faits saillants financiers trimestriels				
17 Situation financière				

Énoncés prospectifs Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs verbaux et écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à toute autre communication. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995 et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Les énoncés prospectifs peuvent comprendre, notamment, les énoncés formulés dans le présent document, dans le rapport de gestion de la Banque figurant dans son rapport annuel 2016 à la rubrique « Survol – perspectives », à la rubrique « Perspectives » se rapportant à la performance financière du groupe et à la rubrique « Perspectives » de chaque secteur d'exploitation, ainsi que dans tout autre énoncé concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel comme « devrait » et « pourrait ».

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté et dont l'incidence peut être difficile à prévoir. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités et le financement; une volatilité importante et les interruptions des marchés; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; les changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales et lignes directrices relatives au capital au titre des risques et aux nouvelles directives de présentation de l'information et directives réglementaires en matière de liquidité, ou les interprétations qui en sont faites; les modifications apportées aux notes de crédit de la Banque, le risque d'exploitation (y compris les technologies) et le risque lié aux infrastructures; le risque de réputation; le risque que les modèles de gestion du risque de la Banque ne tiennent pas compte de tous les facteurs pertinents; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; la capacité de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants, à en mettre sur pied de nouveaux et à en tirer des revenus; la capacité de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des conventions et des méthodes comptables utilisées par la Banque telles qu'elles sont décrites dans les états financiers annuels de la Banque (se reporter à la rubrique « Contrôles et méthodes comptables – Principales estimations comptable » figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque), et compte tenu des ajouts figurant dans le présent document; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus aux habitudes de dépenses et d'épargne des consommateurs; les changements technologiques; la fraude perpétrée par des tiers en interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le risque accru de cybercriminalité, y compris le vol d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information confidentielle ou des perturbations des activités; le regroupement du secteur des services financiers au Canada et dans le monde; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les catastrophes naturelles, y compris, sans toutefois s'y limiter, les tremblements de terre et les ouragans et les perturbations des infrastructures publiques, notamment les réseaux de transports, de communications, d'électricité et d'eau; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les activités terroristes et les guerres; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes sous-jacentes aux énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont présentées dans le rapport annuel 2016 à la rubrique « Survol – perspectives », compte tenu des ajouts figurant dans le présent document, ainsi qu'aux rubriques « Perspectives » de chaque secteur d'exploitation. Les rubriques « Perspectives » sont fondées sur les opinions de la Banque et leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de ces rubriques. La liste des facteurs énoncés ci-dessus n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risques et autres facteurs potentiels pouvant avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentés dans le but d'aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates ainsi que les objectifs de performance financière, la vision et les cibles stratégiques de la Banque, et ils peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Sauf si la loi l'exige, la Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, au www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), lesquels sont fondés sur les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), ni définies par les PCGR. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom ou à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La Banque est d'avis que certaines mesures non conformes aux PCGR sont utiles pour évaluer la performances sous-jacente des activités courantes et qu'elles permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans le présent rapport de gestion et elles sont définies ci-après.

Ajustements au titre de la charge de restructuration du deuxième trimestre de 2016

Le tableau suivant illustre l'incidence de la charge de restructuration de 378 millions de dollars avant impôt (278 millions de dollars après impôt¹⁾) engagée au cours du deuxième trimestre de 2016.

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016		
	Montant présenté	Charge de restructuration	Montant ajusté
Bénéfice net (<i>en millions de dollars</i>)	5 357 \$	278 \$	5 635 \$
Bénéfice dilué par action	4,20 \$	0,23 \$	4,43 \$
Rendement des capitaux propres	13,6 %	0,7 %	14,3 %
Ratio de productivité	55,6 %	(2,0) %	53,6 %

1) Montant calculé selon les taux d'impôt prévus par la loi des divers territoires.

Bénéfice dilué ajusté par action

Le bénéfice dilué ajusté par action est calculé comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué) (se reporter à la note 17)	2 028 \$	1 980 \$	1 879 \$	5 941 \$	5 145 \$
Ajustements pour :					
Amortissement des immobilisations incorporelles, à l'exclusion des logiciels (après impôt)	14	14	18	46	58
Charge de restructuration (après impôt)	–	–	–	–	278
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	2 042 \$	1 994 \$	1 897 \$	5 987 \$	5 481 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>)	1 219	1 223	1 222	1 225	1 225
Bénéfice dilué ajusté par action ¹⁾ (<i>en dollars</i>)	1,68 \$	1,63 \$	1,55 \$	4,89 \$	4,47 \$

1) Le bénéfice dilué ajusté par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Actifs liés aux activités bancaires principales

Les actifs liés aux activités bancaires principales représentent les actifs productifs moyens, exclusion faite des acceptations bancaires et des actifs détenus à des fins de transaction moyens au sein des Services bancaires et marchés mondiaux.

Marge sur activités bancaires principales

Ce ratio représente les revenus d'intérêts nets divisés par les actifs liés aux activités bancaires principales moyens.

Résultats financiers du Groupe

Le bénéfice net de la Banque s'est élevé à 2 103 millions de dollars, contre 1 959 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 2 061 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,66 \$, par rapport à 1,54 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 1,62 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres a atteint 14,8 %, ce qui est conforme à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Incidence de la conversion des devises

Le tableau ci-après présente l'incidence estimée de la conversion des devises sur certains postes clés de l'état du résultat net.

Pour les trimestres clos les	Taux de change moyen			Variation en % Appréciation (dépréciation) du dollar canadien	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017 c. 30 avril 2017	31 juillet 2017 c. 31 juillet 2016
Dollar américain / Dollar canadien	0,758	0,751	0,772	0,9 %	(1,7)%
Peso mexicain / Dollar canadien	13,827	14,585	14,242	(5,2)%	(2,9)%
Sol péruvien / Dollar canadien	2,474	2,447	2,559	1,1 %	(3,3)%
Peso colombien / Dollar canadien	2 256	2 179	2 298	3,6 %	(1,8)%
Peso chilien / Dollar canadien	504,068	491,183	519,718	2,6 %	(3,0)%

Pour les périodes de neuf mois closes les	Taux de change moyen		Variation en % Appréciation (dépréciation) du dollar canadien
	31 juillet 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017 c. 31 juillet 2016
Dollar américain / Dollar canadien	0,753	0,752	0,2 %
Peso mexicain / Dollar canadien	14,639	13,422	9,1 %
Sol péruvien / Dollar canadien	2,485	2,530	(1,8)%
Peso colombien / Dollar canadien	2 234	2 330	(4,1)%
Peso chilien / Dollar canadien	497,894	517,483	(3,8)%

Incidence sur le résultat net ¹⁾ (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les
	31 juillet 2017 c. 31 juillet 2016	31 juillet 2017 c. 30 avril 2017	31 juillet 2017 c. 31 juillet 2016
Revenus d'intérêts nets	45 \$	(5)\$	(49)\$
Revenus autres que d'intérêts ²⁾	30	45	(64)
Charges autres que d'intérêts	(33)	3	49
Autres éléments (après impôt)	(17)	(9)	8
Bénéfice net	25 \$	34 \$	(56)\$
Bénéfice par action (dilué)	0,02 \$	0,03 \$	(0,05)\$
Incidence par secteurs d'activité (en millions de dollars)			
Réseau canadien	2 \$	(1)\$	– \$
Opérations internationales ²⁾	21	5	(24)
Services bancaires et marchés mondiaux	2	(6)	2
Autres ²⁾	–	36	(34)
Bénéfice net	25 \$	34 \$	(56)\$

1) Comprend l'incidence de toutes les devises.

2) Comprend l'incidence des couvertures de devises.

Analyse de la performance financière

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 2 103 millions de dollars, en hausse de 7 % par rapport à 1 959 millions de dollars. L'augmentation des revenus d'intérêts nets, le recul de l'impôt sur le résultat et l'incidence favorable de la conversion des devises ont été atténués par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a augmenté de 42 millions de dollars ou de 2 % par rapport à 2 061 millions de dollars. L'augmentation des revenus, surtout ceux tirés des activités de transaction, la diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et l'incidence favorable de la conversion des devises ont été neutralisées en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt sur le résultat.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le bénéfice net a totalisé 6 173 millions de dollars, en hausse de 15 % par rapport à 5 357 millions de dollars. Compte non tenu de l'incidence de la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent, le bénéfice net a affiché une augmentation de 538 millions de dollars ou de 10 %. L'augmentation des revenus et la diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ont été annulées en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts et par l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 3 833 millions de dollars, soit une hausse de 231 millions de dollars ou de 6 % qui s'explique en grande partie par la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien et des Opérations internationales, de même que par l'élargissement de la marge sur activités bancaires principales et par l'incidence favorable de la conversion des devises.

La marge sur activités bancaires principales s'est fixée à 2,46 %, en hausse de huit points de base par rapport à 2,38 % du fait de la croissance des actifs dont la marge est plus élevée des Opérations internationales, de la baisse des dépôts dont le rendement est moins élevé auprès d'autres banques, de l'apport accru des activités de gestion de l'actif et du passif et de l'élargissement des marges du Réseau canadien.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 3 833 millions de dollars, soit une hausse de 105 millions de dollars ou de 3 % qui est principalement attribuable à la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien, à la hausse des prêts aux entreprises des Opérations internationales et à l'incidence d'un trimestre plus long. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul de la marge.

La marge sur activités bancaires principales s'est fixée à 2,46 %, en baisse de huit points de base par rapport à 2,54 %, essentiellement du fait du recul des marges des Opérations internationales attribuable à des changements touchant la composition des actifs, lesquels traduisent la croissance accrue des prêts aux entreprises, et de l'apport moindre des activités de gestion de l'actif et du passif, facteurs atténués par l'élargissement des marges du Réseau canadien.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 11 204 millions de dollars, en hausse de 565 millions de dollars ou de 5 %, ce qui s'explique en grande partie par la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien de même que des prêts aux particuliers des Opérations internationales. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence défavorable de la conversion des devises.

La marge sur activités bancaires principales s'est améliorée de huit points de base pour s'établir à 2,46 % du fait de l'élargissement des marges dans l'ensemble des secteurs d'exploitation.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus autres que d'intérêts ont totalisé 3 061 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars ou de 1 %. La croissance des revenus tirés des services bancaires et des activités de gestion de patrimoine, la hausse du revenu net découlant des participations dans des sociétés associées, l'incidence favorable de la conversion des devises (y compris les couvertures) et la hausse des profits sur la vente de biens immobiliers ont été contrebalancées en grande partie par la diminution des profits nets sur les titres de placement, des commissions de placement et autres honoraires de services-conseils ainsi que des revenus tirés des activités de transaction.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus autres que d'intérêts se sont établis à 3 061 millions de dollars, par rapport à 2 853 millions de dollars, soit une augmentation de 7 %. La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des revenus tirés des activités de transaction, surtout celles liées aux titres de capitaux propres, à la hausse des revenus sur cartes bancaires, à l'apport des sociétés associées et à l'incidence favorable de la conversion des devises, y compris les couvertures. Ces facteurs ont été annulés en partie par le repli des profits sur la vente de biens immobiliers.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 2 % pour atteindre 9 139 millions de dollars, ce qui est attribuable à la hausse des revenus tirés des services bancaires et des activités de gestion de patrimoine, de même que des profits sur la vente de biens immobiliers. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des profits nets sur les titres de placement, par l'incidence défavorable de la conversion des devises et par le profit sur la vente d'une entreprise de crédit-bail non essentielle au Canada à l'exercice précédent.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 573 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars. L'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers a été en grande partie annulée par la baisse des dotations au titre des prêts autres qu'aux particuliers dans l'ensemble des secteurs d'activité. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est amélioré pour s'établir à 45 points de base, en baisse de deux points de base.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé de 14 millions de dollars ou de 2 %. La baisse des dotations des Opérations internationales et du Réseau canadien a été annulée en partie par la hausse des dotations des Services bancaires et marchés mondiaux, essentiellement au titre d'un seul compte. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est amélioré pour s'établir à 45 points de base, en baisse de quatre points de base.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 1 713 millions de dollars, soit une diminution de 149 millions de dollars ou de 8 % qui s'explique en grande partie par la baisse des dotations au titre des prêts aux entreprises du secteur de l'énergie et par l'incidence de l'accroissement de 50 millions de dollars du compte de correction de valeur collectif à l'égard des prêts productifs à l'exercice précédent. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est amélioré pour s'établir à 46 points de base, en baisse de six points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 3 672 millions de dollars, soit une hausse de 167 millions de dollars ou de 5 % qui s'explique d'abord et avant tout par l'investissement dans les technologies, services bancaires numériques et autres initiatives, par l'augmentation de la charge de retraite et par l'incidence de la conversion des devises. La croissance a été atténuée par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Le ratio de productivité s'est fixé à 53,3 %, comparativement à 52,8 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 71 millions de dollars ou de 2 %, ce qui découle essentiellement de la hausse de la rémunération fondée sur des actions, des honoraires liés aux initiatives et de l'incidence d'un trimestre plus long. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul de la rémunération liée à la performance.

Le ratio de productivité s'est amélioré de 140 points de base par rapport à 54,7 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 10 962 millions de dollars, en hausse de 72 millions de dollars ou de 1 %. Compte non tenu de l'incidence de la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 450 millions de dollars ou de 4 %, reflétant l'augmentation des coûts au titre des régimes de retraite et des avantages du personnel, de la rémunération liée à la performance de même que de l'investissement dans les technologies, services bancaires numériques et autres initiatives. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts et par l'incidence de la conversion des devises.

Le ratio de productivité a été ramené à 53,9 % en comparaison de 55,6 %, ce qui correspond à 53,6 % si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent. Compte non tenu de la charge de restructuration, le levier d'exploitation s'est établi à un pourcentage négatif de 0,5 %.

Impôt

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif a été ramené à 20,6 % par rapport à 23,6 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement des revenus exonérés d'impôt et par la baisse de l'impôt à l'étranger pour le trimestre à l'étude.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le taux d'impôt effectif a augmenté par rapport à 13,9 % essentiellement du fait de la hausse des dividendes exonérés d'impôt attribuable à l'intensification des activités de transaction sur actions pour le compte de clients au trimestre précédent, annulée en partie par la diminution de l'impôt à l'étranger pour le trimestre à l'étude.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 19,5 %, soit une baisse par rapport à 21,8 %, en grande partie du fait de la hausse des revenus exonérés d'impôt attribuable aux activités de transaction sur actions pour le compte de clients, comme il est expliqué plus haut, pour l'exercice en cours.

Données par secteurs d'exploitation

Les résultats par secteurs d'exploitation sont présentés sur une base de mise en équivalence fiscale et sont ajustés pour tenir compte des éléments suivants.

- La Banque analyse les revenus de ses secteurs d'activités sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode consiste à majorer les revenus exonérés d'impôts gagnés sur certains titres et comptabilisés dans les revenus d'intérêts nets ou dans les revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôt sur le résultat, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts découlant de sources imposables et de ceux provenant de sources non imposables et qu'elle favorise l'utilisation d'une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques puissent également utiliser la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Les revenus et la charge d'impôt sur le résultat des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur Autres.
- En ce qui a trait à l'évaluation et à la présentation de la performance des secteurs d'exploitation, le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées, lequel est un montant après impôt, fait l'objet d'un ajustement de normalisation aux fins de l'impôt. Cet ajustement de normalisation fiscale majore le montant du revenu net découlant des participations dans des sociétés associées et normalise le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

Réseau canadien (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Résultat sectoriel					
Revenus d'intérêts nets	1 876 \$	1 763 \$	1 770 \$	5 448 \$	5 226 \$
Revenus autres que d'intérêts ¹⁾	1 390	1 371	1 273	4 138	3 850
Total des revenus	3 266	3 134	3 043	9 586	9 076
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	224	236	217	695	615
Charges autres que d'intérêts	1 633	1 596	1 567	4 858	4 712
Charge d'impôt sur le résultat	364	331	329	1 036	967
Bénéfice net	1 045 \$	971 \$	930 \$	2 997 \$	2 782 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 045 \$	971 \$	930 \$	2 997 \$	2 782 \$
Autres mesures					
Rendement des capitaux propres	23,0 %	22,5 %	21,9 %	22,7 %	21,9 %
Marge nette sur intérêts ²⁾	2,41 %	2,38 %	2,38 %	2,39 %	2,37 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des prêts et acceptations	0,28 %	0,31 %	0,29 %	0,30 %	0,27 %
Actifs sous administration (en milliards de dollars)	331 \$	336 \$	318 \$	331 \$	318 \$
Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	153 \$	155 \$	144 \$	153 \$	144 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	325 \$	318 \$	310 \$	320 \$	308 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	245 \$	242 \$	233 \$	243 \$	231 \$

1) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 21 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 (30 avril 2017 – 16 \$; 31 juillet 2016 – 20 \$) et de 50 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 (31 juillet 2016 – 53 \$).

2) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 1 045 millions de dollars, en hausse de 115 millions de dollars ou de 12 %, dont une tranche de 4 % découle des profits plus élevés sur la vente de biens immobiliers. De plus, la forte croissance des prêts et l'élargissement de la marge ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 74 millions de dollars ou de 8 %, en raison surtout de la hausse des revenus d'intérêts nets puisque le trimestre comptait plus de jours, de l'élargissement de la marge et d'une solide croissance des actifs. La diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a également contribué à la progression du bénéfice net d'un trimestre à l'autre. Ces hausses ont été atténuées par une baisse des profits sur la vente de biens immobiliers et une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est élevé à 2 997 millions de dollars, ce qui représente une amélioration de 215 millions de dollars, ou de 8 %. Après ajustement pour exclure un profit sur la sortie d'une entreprise de crédit-bail non essentielle (le « profit sur la sortie ») au cours de l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 315 millions de dollars ou de 12 %, dont une tranche de 5 % découle de la hausse des profits sur la vente de biens immobiliers. En outre, l'excellente croissance des prêts et des dépôts a été atténuée par une hausse des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

Actifs moyens

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les actifs moyens ont progressé de 15 milliards de dollars, ou de 5 %, pour s'établir à 325 milliards de dollars. Abstraction faite de la liquidation graduelle des portefeuilles de prêts hypothécaires montés par des courtiers de Tangerine et de prêts hypothécaires génériques, les actifs ont augmenté de 18 milliards de dollars ou de 6 %. Cette augmentation comprend une augmentation de 11 milliards de dollars ou de 6 % des prêts hypothécaires à l'habitation, une progression de 5 milliards de dollars ou de 11 % des prêts et acceptations aux entreprises et une hausse de 3 milliards de dollars ou de 4 % des prêts personnels.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les actifs moyens se sont accrûs de 7 milliards de dollars ou de 2 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par les hausses de 3 milliards de dollars ou de 2 % des prêts hypothécaires à l'habitation, de 2 milliards de dollars ou de 4 % des prêts et acceptations aux entreprises et de 2 milliards de dollars ou de 3 % des prêts personnels.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les actifs moyens ont progressé de 12 milliards de dollars ou de 4 %. Abstraction faite de la liquidation graduelle des portefeuilles de prêts hypothécaires montés par des courtiers de Tangerine et de prêts hypothécaires génériques, les actifs ont augmenté de 15 milliards de dollars ou de 5 %. Cette croissance comprend une augmentation de 8 milliards de dollars ou de 5 % des prêts hypothécaires à l'habitation, une progression de 4 milliards de dollars ou de 9 % des prêts et acceptations aux entreprises et une hausse de 3 milliards de dollars ou de 4 % des prêts personnels.

Passifs moyens

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les passifs moyens ont grimpé de 12 milliards de dollars ou de 5 %, ce qui rend compte de la forte croissance de 7 milliards de dollars ou de 10 % des dépôts d'épargne bancaires de particuliers et de 2 milliards de dollars ou de 11 % des comptes de chèques. Une augmentation de 5 milliards de dollars ou de 10 % des comptes d'opérations bancaires de petites entreprises et d'entreprises a également été enregistrée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de 3 milliards de dollars ou de 4 % des CPG.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les passifs moyens ont augmenté de 3 milliards de dollars ou de 2 %, ce qui s'explique essentiellement par la croissance de 2 milliards de dollars ou de 4 % des comptes d'opérations de petites entreprises et d'entreprises et la hausse de 1 milliard de dollars ou de 4 % des comptes de chèques.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les passifs moyens ont grimpé de 12 milliards de dollars ou de 5 %, ce qui rend compte de la forte croissance de 8 milliards de dollars ou de 11 % des dépôts d'épargne bancaires de particuliers et de 2 milliards de dollars ou de 10 % des comptes de chèques. Une augmentation de 4 milliards de dollars ou de 9 % des comptes d'opérations bancaires de petites entreprises et d'entreprises a également été enregistrée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de 3 milliards de dollars ou de 4 % des CPG.

Actifs sous gestion (« ASG ») et actifs sous administration (« ASA »)

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les ASG ont atteint 153 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 9 milliards de dollars ou de 6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent du fait de l'appréciation du marché et des ventes nettes.

Les ASA ont atteint 331 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 13 milliards de dollars ou de 4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce essentiellement à l'appréciation du marché.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les ASG ont reculé de 2 milliards de dollars ou de 1 % alors que les ASA ont diminué de 5 milliards de dollars ou de 1 % par rapport au trimestre précédent, du fait du recul du marché.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 1 876 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 106 millions de dollars ou de 6 %, ce qui traduit la croissance robuste des actifs et des dépôts. La marge s'est appréciée de trois points de base pour s'établir à 2,41 % grâce à des rendements plus élevés sur les prêts non garantis, à l'incidence de la liquidation graduelle des prêts hypothécaires de Tangerine dont les écarts sont moins élevés et à la hausse des volumes de dépôts.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 113 millions de dollars ou de 6 %, puisque le trimestre comptait plus de jours, que les actifs ont crû fortement et que la marge a été plus élevée.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 5 448 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 222 millions de dollars ou de 4 %, du fait essentiellement de l'augmentation des actifs et des dépôts ainsi que de la marge plus élevée. La marge s'est appréciée de deux points de base à la suite de la liquidation graduelle des prêts hypothécaires de Tangerine ayant des écarts moins élevés, de la hausse des volumes de dépôts et des rendements plus élevés sur les prêts non garantis.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 1 390 millions de dollars, en hausse de 117 millions de dollars ou de 9 %, dont une tranche de 4 % est attribuable à l'augmentation des profits sur la vente de biens immobiliers. Le reste de la hausse est attribuable essentiellement à la croissance des revenus tirés des fonds communs de placement, des commissions de courtage, des revenus sur cartes et des frais de services de dépôt et de paiement.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars ou de 1 %. La croissance des revenus sur cartes et des frais de services de dépôt et de paiement a été contrée en partie par la baisse des profits sur la vente de biens immobiliers.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 4 138 millions de dollars, en hausse de 288 millions de dollars ou de 7 %. Après ajustement pour exclure le profit sur la sortie, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 404 millions de dollars ou de 11 %, dont une tranche de 4 % s'explique par la hausse des profits sur la vente de biens immobiliers, alors que le reste de l'augmentation est attribuable surtout à la croissance des honoraires liés aux fonds communs de placement, des revenus sur cartes et des frais liés aux prêts aux entreprises.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 224 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 7 millions de dollars ou de 3 %, qui s'explique par l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers, contrebalancée en grande partie par la baisse des dotations au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est amélioré pour s'établir à 28 points de base, soit une diminution de un point de base.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé de 12 millions de dollars ou de 5 %, ce qui s'explique par la diminution des dotations au titre des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est amélioré pour s'établir à 28 points de base, soit une diminution de trois points de base.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 695 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 80 millions de dollars ou de 13 % due à l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 30 points de base, en hausse de trois points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 633 millions de dollars, en hausse de 66 millions de dollars ou de 4 %, essentiellement du fait de l'augmentation des investissements dans la transformation numérique et les technologies pour appuyer la croissance, facteurs neutralisés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 37 millions de dollars ou de 2 %, ce qui s'explique en grande partie par l'augmentation des investissements dans la transformation numérique et les technologies pour appuyer la croissance et le trimestre plus long. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 4 858 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 146 millions de dollars ou de 3 %, sous l'effet surtout de l'augmentation des investissements dans la transformation numérique et les technologies pour appuyer la croissance, facteurs atténués par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Impôt

Le taux d'impôt effectif a atteint 25,8 % au cours du trimestre, ce qui est similaire à celui de l'exercice et du trimestre précédents. Le taux d'impôt effectif pour les neuf premiers mois de l'exercice, établi à 25,7 %, est similaire à celui de l'exercice précédent.

Opérations internationales

<i>(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Résultat sectoriel					
Revenus d'intérêts nets	1 735 \$	1 713 \$	1 596 \$	5 059 \$	4 744 \$
Revenus autres que d'intérêts ¹⁾	910	905	828	2 790	2 599
Total des revenus	2 645	2 618	2 424	7 849	7 343
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	325	349	316	984	987
Charges autres que d'intérêts	1 442	1 397	1 345	4 269	4 110
Charge d'impôt sur le résultat	206	213	174	628	535
Bénéfice net	672 \$	659 \$	589 \$	1 968 \$	1 711 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	58	64	62	183	179
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	614 \$	595 \$	527 \$	1 785 \$	1 532 \$
Autres mesures					
Rendement des capitaux propres	14,7 %	14,8 %	12,8 %	14,6 %	12,6 %
Marge nette sur intérêts ²⁾	4,77 %	5,00 %	4,79 %	4,83 %	4,69 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des prêts et acceptations	1,16 %	1,33 %	1,26 %	1,23 %	1,30 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	152 \$	149 \$	140 \$	148 \$	143 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	117 \$	115 \$	108 \$	114 \$	109 \$

1) *Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 131 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 (30 avril 2017 – 117 \$; 31 juillet 2016 – 110 \$) et de 367 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 (31 juillet 2016 – 343 \$).*

2) *Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.*

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 614 millions de dollars, soit une hausse de 87 millions de dollars ou de 16 %. Cette hausse reflète la bonne croissance des prêts et des dépôts, de même que l'apport accru des participations dans des sociétés associées, les avantages découlant des mesures de réduction des coûts et l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de l'impôt sur le résultat.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres, établi auparavant à 595 millions de dollars, a progressé de 3 %. La progression traduit l'apport accru des participations dans des sociétés associées, jumelé à la réduction de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et de l'impôt sur le résultat, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a atteint 1 785 millions de dollars, soit une croissance de 17 % par rapport à 1 532 millions de dollars. Cette hausse traduit l'augmentation des revenus d'intérêts nets et des frais, du fait de la forte progression des prêts, et les avantages découlant des mesures de réduction des coûts. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse de l'impôt sur le résultat et par l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Actifs moyens

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les actifs moyens se sont établis à 152 milliards de dollars, en hausse de 9 % à la suite de l'excellente croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises, surtout en Amérique latine, et de l'incidence favorable de la conversion des devises. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, la croissance des prêts aux particuliers a été de 9 % et celle des prêts aux entreprises, de 7 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les actifs moyens ont progressé de 2 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, la croissance des prêts aux particuliers a été de 2 % et celles des prêts aux entreprises, de 6 %, grâce essentiellement à l'Amérique latine.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les actifs moyens se sont établis à 148 milliards de dollars, en hausse de 4 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, la croissance des prêts aux particuliers a été de 8 %, du fait surtout de l'Amérique latine, et celle des prêts aux entreprises a été de 2 %.

Passifs moyens

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les passifs moyens se sont fixés à 117 milliards de dollars, soit un accroissement de 9 milliards de dollars ou de 8 % en raison de la forte croissance des dépôts à vue, des dépôts d'épargne et des dépôts à terme, particulièrement en Amérique latine, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les passifs moyens ont augmenté de 2 % du fait surtout de la croissance des dépôts à terme d'entreprises en Amérique latine, contrebalancée en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les passifs moyens ont augmenté de 5 milliards de dollars ou de 4 %, pour s'établir à 114 milliards de dollars en raison de la forte croissance des dépôts à vue, des dépôts d'épargne et des dépôts à terme, atténuée par l'incidence de la conversion des devises.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets ont progressé de 9 % pour s'établir à 1 735 millions de dollars. Cette croissance s'explique avant tout par la hausse notable des prêts aux particuliers et aux entreprises et par l'incidence favorable de la conversion des devises. La marge nette sur intérêts a diminué de deux points de base pour se fixer à 4,77 %, du fait de l'incidence de la diminution nette de l'inflation au Chili et en Colombie et de l'incidence des programmes d'aide pour les clients touchés par les inondations au Pérou. Ces facteurs ont été atténués par les changements dans la composition des activités et par la hausse des écarts liés aux modifications aux taux des banques centrales.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 1 % en raison de la forte croissance des prêts, contrée en partie par la contraction de la marge nette sur intérêts. La marge nette sur intérêts a reculé de 23 points de base au cours du trimestre sous l'effet des changements dans la composition des activités, lesquels s'expliquent par la croissance des prêts aux entreprises plus élevée que celle des prêts aux particuliers, de l'incidence de l'inflation au Chili et de l'incidence des programmes d'aide pour les clients touchés par les inondations au Pérou.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus d'intérêts nets ont progressé de 7 % pour s'établir à 5 059 millions de dollars. Cette croissance s'explique avant tout par la hausse notable des prêts aux particuliers. La marge nette sur intérêts a crû de 14 points de base pour se fixer à 4,83 % du fait des changements dans la composition des activités et des modifications aux taux des banques centrales, surtout en Colombie et au Mexique.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 10 % pour s'établir à 910 millions de dollars, par suite essentiellement de la croissance des frais bancaires et des revenus sur cartes en Amérique latine, de l'apport accru des participations dans des sociétés associées et de l'incidence favorable de la conversion des devises.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus autres que d'intérêts ont progressé de 1 %, par suite surtout de l'apport accru des participations dans des sociétés associées, contré en grande partie par la diminution des frais.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 7 % pour s'établir à 2 790 millions de dollars, sous l'effet surtout de la croissance des frais tirés des transactions et des revenus sur cartes en Amérique latine et dans les Antilles.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 325 millions de dollars, en hausse de 9 millions de dollars ou de 3 %, du fait essentiellement de l'incidence de la conversion des devises. Les dotations au titre des prêts aux particuliers ont augmenté en Colombie, contrebalancées en partie par la diminution des dotations dans les Antilles et en Amérique centrale sous l'effet de la croissance des avantages découlant des acquisitions. Les dotations au titre des prêts aux entreprises ont reculé, surtout dans les Antilles, et cette baisse a été atténuée par des dotations plus élevées au Chili. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a progressé de 10 points de base, pour atteindre 116 points de base.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé de 24 millions de dollars ou de 7 %. Les dotations au titre des prêts aux particuliers sont demeurées inchangées par rapport à celles du trimestre précédent puisque la hausse des dotations en Colombie a été annulée par la baisse des dotations dans les Antilles et en Amérique centrale, en raison de la croissance des avantages découlant des acquisitions. Les dotations au titre des prêts aux entreprises ont diminué, surtout en Amérique latine et à Puerto Rico, en raison des dotations à quelques comptes particuliers au trimestre précédent. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 133 points de base, ce qui représente une hausse de 17 points de base comparativement au trimestre précédent.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 984 millions de dollars, en baisse de 3 millions de dollars du fait de la diminution des dotations au titre des prêts aux entreprises, en grande partie contrebalancée par une augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. Les dotations au titre des prêts aux entreprises ont été moins élevées, principalement en Colombie, en raison surtout d'un compte au cours de l'exercice précédent, de même qu'à Puerto Rico. Les dotations au titre des prêts aux particuliers ont augmenté, surtout en Colombie, ce qui a été atténué par la diminution des dotations au Mexique et dans les Antilles ainsi qu'en Amérique centrale. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 123 points de base, par rapport à 130 points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 442 millions de dollars, en hausse de 7 %. Après ajustement pour exclure l'incidence défavorable de la conversion des devises, les charges ont augmenté de 5 % en raison de la hausse des volumes d'activité, de l'inflation, des investissements dans la technologie et des taxes d'affaires, ces facteurs ayant été compensés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les charges autres que d'intérêts ont crû de 3 %, du fait essentiellement de la hausse des taxes d'affaires et des investissements dans la technologie.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 4 269 millions de dollars, en hausse de 4 %, ce qui s'explique par les acquisitions, l'augmentation des activités, l'inflation et la hausse des investissements dans la technologie, ces facteurs ayant été compensés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts et l'incidence favorable de la conversion des devises.

Impôt

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 23,5 %, en hausse par rapport à 22,7 %, ce qui s'explique surtout par les avantages fiscaux plus élevés en Amérique latine au cours de l'exercice précédent.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le taux d'impôt effectif a reculé par rapport à 24,5 % en raison surtout de la hausse des avantages fiscaux en Amérique latine au cours du trimestre à l'étude.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le taux d'impôt effectif a été de 24,2 %, ce qui représente une augmentation par rapport à celui de 23,8 %, ce qui s'explique par la hausse des avantages fiscaux en Amérique latine au cours de l'exercice précédent.

Services bancaires et marchés mondiaux

(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Résultat sectoriel					
Revenus d'intérêts nets	340 \$	322 \$	337 \$	985 \$	948 \$
Revenus autres que d'intérêts	777	881	814	2 550	2 309
Total des revenus	1 117	1 203	1 151	3 535	3 257
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	24	2	38	34	210
Charges autres que d'intérêts	530	501	507	1 591	1 507
Charge d'impôt sur le résultat	122	183	185	483	430
Bénéfice net	441 \$	517 \$	421 \$	1 427 \$	1 110 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	441 \$	517 \$	421 \$	1 427 \$	1 110 \$
Autres mesures					
Rendement des capitaux propres	14,9 %	18,5 %	13,7 %	16,4 %	11,7 %
Marge nette sur intérêts ¹⁾	1,76 %	1,75 %	1,72 %	1,71 %	1,63 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des prêts et acceptations	0,11 %	0,01 %	0,19 %	0,06 %	0,34 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	338 \$	340 \$	341 \$	340 \$	351 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	274 \$	263 \$	264 \$	267 \$	269 \$

1) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 441 millions de dollars, en hausse de 20 millions de dollars ou de 5 %, en raison essentiellement de l'apport accru des activités liées aux titres de capitaux propres et des activités de prêts au Canada, aux États-Unis et en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des résultats des titres à revenu fixe, des activités de prêts en Asie et des services bancaires d'investissement, de même que par l'augmentation des frais liés à la réglementation.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a reculé de 76 millions de dollars ou de 15 %. Ce recul traduit la diminution de l'apport des activités liées aux titres de capitaux propres et aux marchandises et des activités de prêts en Asie, de même que l'augmentation des frais liés à la réglementation.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 1 427 millions de dollars, en hausse de 317 millions de dollars ou de 29 %, en raison essentiellement d'une augmentation de l'apport des activités liées aux titres de capitaux propres et aux titres à revenu fixe ainsi que des activités de prêts au Canada, aux États-Unis et en Europe. Ces facteurs ont été atténués par la baisse de l'apport des activités de prêts en Asie et des services bancaires d'investissement, de même que par l'augmentation des frais liés à la réglementation.

Actifs moyens

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les actifs moyens se sont établis à 338 milliards de dollars, soit une baisse de 3 milliards de dollars ou de 1 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, les actifs ont reculé de 7 milliards de dollars, la baisse des titres pris en pension, des dépôts auprès d'autres banques et des actifs liés aux dérivés ayant été contrebalancée en partie par la hausse des titres détenus à des fins de transaction.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les actifs moyens ont diminué de 2 milliards de dollars, ce qui s'explique par la hausse des prêts et acceptations aux sociétés, laquelle a été plus que contrebalancée par la diminution des titres pris en pension.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les actifs moyens se sont chiffrés à 340 milliards de dollars, soit une baisse de 11 milliards de dollars ou de 3 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, les actifs ont reculé de 7 milliards de dollars, en raison surtout d'une baisse des actifs liés aux dérivés, des prêts et acceptations aux sociétés et des titres pris en pension.

Passifs moyens

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les passifs moyens se sont établis à 274 milliards de dollars, soit une augmentation de 10 milliards de dollars ou de 4 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, les passifs se sont accrus de 8 milliards de dollars en raison surtout de la hausse des dépôts de lingots, des titres mis en pension et des ventes à découvert, légèrement contrebalancée par une baisse des passifs liés aux dérivés.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les passifs moyens ont augmenté de 11 milliards de dollars ou de 4 %, en raison surtout de la croissance des dépôts et des titres mis en pension.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les passifs moyens ont reculé de 2 milliards de dollars ou de 1 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, les passifs ont été comparables à ceux de l'exercice précédent. La croissance des dépôts et des titres mis en pension a été contrebalancée en partie par la baisse des passifs liés aux dérivés.

Revenus d'intérêts nets

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 3 millions de dollars, ou de 1 %, pour s'établir à 340 millions de dollars, grâce à la hausse des volumes des dépôts, neutralisée en partie par la baisse des marges de prêts dans toutes les régions.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus d'intérêts nets ont progressé de 18 millions de dollars ou de 6 % par rapport à ceux du trimestre précédent du fait de la croissance des commissions de montage de prêts et d'une légère hausse des volumes de prêts.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 37 millions de dollars ou de 4 %. L'augmentation s'explique avant tout par la hausse des volumes de dépôts et de prêts en Europe, aux États-Unis et au Canada ainsi que par la croissance des commissions de montage de prêts.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les revenus autres que d'intérêts ont atteint 777 millions de dollars, soit un recul de 37 millions de dollars ou de 5 %. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des commissions de placement et des honoraires de services-conseils ainsi que par la réduction des commissions de crédit. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement des revenus tirés des transactions sur titres de capitaux propres.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les revenus autres que d'intérêts ont reculé de 104 millions de dollars ou de 12 %. La baisse des revenus tirés des transactions sur titres de capitaux propres a été contrebalancée en partie par la hausse des revenus tirés des transactions sur métaux et des opérations de change ainsi que par l'augmentation des frais bancaires et des commissions de placement.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les revenus autres que d'intérêts se sont accrus de 241 millions de dollars, ou de 10 %, ce qui s'explique par l'accroissement des revenus tirés des transactions sur titres de capitaux propres et sur titres à revenu fixe ainsi que des opérations de change, ainsi que par la hausse des commissions de placement sur titres à revenu fixe.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 24 millions de dollars, contre 38 millions de dollars, ce qui est avant tout attribuable à la baisse des dotations dans le secteur de l'énergie. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 11 points de base, comparativement à 19 points de base.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 22 millions de dollars, essentiellement au titre d'un seul compte. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 11 points de base, comparativement à un point de base.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé pour se fixer à 34 millions de dollars, comparativement à 210 millions de dollars, ce qui est attribuable essentiellement à la baisse des dotations dans le secteur de l'énergie. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à six points de base, comparativement à 34 points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 530 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars ou de 5 %, en raison surtout de l'augmentation des charges liées aux initiatives à l'égard de la réglementation.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions de dollars ou de 6 %, en raison des charges liées aux initiatives à l'égard de la réglementation et de la hausse de la rémunération fondée sur des actions et des salaires, quelque peu contrées par une diminution de la rémunération liée à la performance.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 84 millions de dollars ou de 6 %, sous l'effet surtout des charges liées aux initiatives à l'égard de la technologie et de la réglementation et de la hausse de la rémunération liée à la performance.

Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est chiffré à 21,5 %, ce qui est de 9,0 % et de 4,6 % inférieur aux taux de l'exercice précédent et du trimestre précédent, respectivement. Ces reculs découlent surtout de la baisse de l'impôt dans certains territoires étrangers. Le taux d'impôt effectif pour la période de neuf mois a été de 25,3 %, par rapport à 28,0 % au cours de l'exercice précédent.

Autres ¹⁾ <i>(non audité) (en millions de dollars)</i> <i>(sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Résultat sectoriel					
Revenus d'intérêts nets ²⁾	(118)\$	(70)\$	(101)\$	(288)\$	(279)\$
Revenus autres que d'intérêts ^{2),3)}	(16)	(304)	123	(339)	202
Total des revenus	(134)	(374)	22	(627)	(77)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	50
Charges autres que d'intérêts ⁴⁾	67	107	86	244	561
Charge d'impôt sur le résultat ²⁾	(146)	(395)	(83)	(652)	(442)
Bénéfice net (perte nette)	(55)\$	(86)\$	19 \$	(219)\$	(246)\$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	(55)\$	(86)\$	19 \$	(219)\$	(246)\$
Autres mesures					
Actifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	107 \$	100 \$	117 \$	106 \$	110 \$
Passifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	227 \$	228 \$	249 \$	231 \$	248 \$

- 1) Ce secteur comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Ce poste comprend l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt présentée dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat à hauteur de 95 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 (30 avril 2017 – 339 \$; 31 juillet 2016 – 50 \$) et de 481 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 (31 juillet 2016 – 252 \$) pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net.
- 3) Le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées à hauteur de (39 \$) pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 [30 avril 2017 – (35 \$); 31 juillet 2016 – (33 \$)] et de (107 \$) pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 [31 juillet 2016 – (99 \$)].
- 4) La période de neuf mois close le 31 juillet 2016 comprend une charge de restructuration de 378 \$.

Le secteur Autres regroupe la Trésorerie du Groupe, les secteurs d'exploitation de moindre envergure et d'autres éléments du siège social qui ne sont pas attribués à un secteur en particulier.

La majoration des revenus exonérés d'impôt est éliminée dans les revenus d'intérêts nets, les autres revenus d'exploitation et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période. Ce montant est pris en compte dans les résultats des secteurs d'exploitation, qui sont comptabilisés sur une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 95 millions de dollars pour le troisième trimestre, contre 50 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 339 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établie à 55 millions de dollars, contre un bénéfice net de 19 millions de dollars. La diminution des profits nets sur les titres de placement a été atténuée par une baisse des charges autres que d'intérêts. La réduction des revenus autres que d'intérêts et la hausse des économies d'impôt sur le résultat traduisent en partie l'élimination plus importante de la majoration des revenus exonérés d'impôt au cours du trimestre à l'étude.

Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établie à 55 millions de dollars, contre 86 millions de dollars. L'incidence favorable de la conversion des devises (y compris les couvertures) et la baisse des charges autres que d'intérêts ont été atténuées par le recul de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et par la diminution des profits nets sur les titres de placement. L'augmentation des revenus autres que d'intérêts et la réduction des économies d'impôt sur le résultat traduisent essentiellement l'élimination plus importante de la majoration des revenus exonérés d'impôt au cours du trimestre à l'étude.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établie à 219 millions de dollars, contre 246 millions de dollars au cours de l'exercice précédent, ou un bénéfice net de 32 millions de dollars après ajustement pour exclure la charge de restructuration de 278 millions de dollars (378 millions de dollars avant impôt). La diminution des profits nets sur les titres de placement, la diminution des profits sur la vente de biens immobiliers, la hausse des charges autres que d'intérêts et l'incidence défavorable de la conversion des devises (y compris les couvertures) ont été contrebalancées en partie par la croissance des comptes de correction de valeur collectifs sur les prêts productifs au cours de l'exercice précédent. La diminution des revenus autres que d'intérêts et la hausse des économies d'impôt sur le résultat découlent en partie de l'élimination plus importante de la majoration des revenus exonérés d'impôt au cours de l'exercice à l'étude.

Faits saillants par secteurs géographiques

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
<i>(non audité)</i>					
Bénéfice net par secteurs géographiques (en millions de dollars)					
Canada	1 162 \$	1 267 \$	1 131 \$	3 573 \$	3 315 \$
États-Unis	193	111	148	403	311
Mexique	125	115	93	337	257
Pérou	141	154	132	448	432
Chili	92	93	84	277	224
Colombie	26	40	52	115	87
Autres pays	397	381	338	1 198	1 078
Ajustements du siège social	(33)	(100)	(19)	(178)	(347)
Bénéfice net	2 103 \$	2 061 \$	1 959 \$	6 173 \$	5 357 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)					
Canada	542 \$	538 \$	530 \$	539 \$	528 \$
États-Unis	113	105	127	110	126
Mexique	30	28	25	27	27
Pérou	24	24	22	24	23
Chili	24	23	20	23	20
Colombie	11	11	10	11	10
Autres pays	164	163	160	165	164
Ajustements du siège social	14	15	14	15	14
Total	922 \$	907 \$	908 \$	914 \$	912 \$

Faits saillants financiers trimestriels

	Pour les trimestres clos les							
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015
<i>(non audité)</i> (en millions de dollars)								
Revenus d'intérêts nets	3 833 \$	3 728 \$	3 643 \$	3 653 \$	3 602 \$	3 518 \$	3 519 \$	3 371 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 061	2 853	3 225	3 098	3 038	3 076	2 846	2 754
Total des revenus	6 894 \$	6 581 \$	6 868 \$	6 751 \$	6 640 \$	6 594 \$	6 365 \$	6 125 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	573	587	553	550	571	752	539	551
Charges autres que d'intérêts	3 672	3 601	3 689	3 650	3 505	3 817	3 568	3 286
Charge d'impôt sur le résultat	546	332	617	540	605	441	444	445
Bénéfice net	2 103 \$	2 061 \$	2 009 \$	2 011 \$	1 959 \$	1 584 \$	1 814 \$	1 843 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,68	1,63	1,58	1,58	1,55	1,24	1,44	1,46
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,66	1,62	1,57	1,57	1,54	1,23	1,43	1,45

Analyse des tendances

Bénéfice net

La Banque a enregistré un solide bénéfice net au cours des huit trimestres les plus récents, le bénéfice ayant affiché une hausse pour la plupart des périodes. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 ont été touchés par une charge de restructuration de 278 millions de dollars (378 millions de dollars avant impôt).

Revenus d'intérêts nets

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté pour la période, ce qui est attribuable à la hausse soutenue des prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien et des Opérations internationales de même que des prêts aux entreprises des Services bancaires et marchés mondiaux. En outre, les soldes moyens des dépôts dont les écarts sont peu élevés auprès d'autres banques ont fléchi au cours de la période. La marge est demeurée stable, affichant des hausses modestes au cours de la période, sauf au deuxième trimestre de 2017, où elle s'est accrue de 14 points de base pour s'établir à 2,54 %, essentiellement en raison des augmentations dans les Opérations internationales. La marge s'est fixée à 2,46 % pour le trimestre, soit une baisse de huit points de base par rapport au trimestre précédent qui s'explique d'abord et avant tout par des changements touchant la composition des actifs des Opérations internationales.

Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une croissance pour presque tous les trimestres de la période. Au deuxième trimestre de 2017, les revenus autres que d'intérêts ont fléchi, essentiellement en raison de la diminution des revenus provenant des activités de transaction liées aux titres de capitaux propres et aux titres à revenu fixe. Les revenus provenant des activités de transaction de la période ont été excellents, et ceux tirés des services bancaires ont affiché une tendance à la hausse attribuable à la forte croissance des revenus sur cartes du Réseau canadien et des Opérations internationales. Les honoraires de gestion de patrimoine ont également été solides.

La diminution des profits nets sur les titres de placement en 2017 par rapport à l'exercice précédent a été contrebalancée en partie par la hausse des profits sur la vente de biens immobiliers. Au deuxième trimestre de 2016, la Banque a comptabilisé un profit sur la vente d'une entreprise de crédit-bail non essentielle dans le Réseau canadien.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances est demeurée relativement stable pour la période, mais a affiché un sommet au deuxième trimestre de 2016 essentiellement du fait des dotations au titre des prêts aux entreprises du secteur de l'énergie et de l'augmentation de 50 millions de dollars du compte de correction de valeur collectif à l'égard des prêts productifs.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté en raison des initiatives stratégiques de la Banque et de l'investissement dans la technologie. La rémunération liée à la performance et les avantages du personnel se sont également accrues pour la période. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 reflètent une charge de restructuration de 378 millions de dollars.

Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 20,6 % pour le trimestre, affichant une moyenne de 20,5 % pour la période et variant de 13,9 % à 23,6 %. Au deuxième trimestre de 2017, le taux d'impôt s'est fixé à 13,9 %, ce qui reflète l'accroissement des dividendes exonérés d'impôt attribuable à l'intensification des activités de transaction sur actions pour le compte de clients. Le taux d'impôt effectif des autres trimestres a varié en fonction des fluctuations des revenus gagnés à l'étranger et des dividendes exonérés d'impôt.

Situation financière

Au 31 juillet 2017, le total des actifs de la Banque s'élevait à 906 milliards de dollars, en hausse de 10 milliards de dollars ou de 1 % par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des actifs s'est accru de 37 milliards de dollars.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres institutions financières ont augmenté de 11 milliards de dollars alors que les titres pris en pension et titres empruntés se sont repliés de 6 milliards de dollars et que les actifs détenus à des fins de transaction ont diminué de 3 milliards de dollars par rapport à ceux au 31 octobre 2016.

Les titres de placement ont diminué de 4 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2016, essentiellement en raison de la baisse des titres détenus jusqu'à leur échéance. Au 31 juillet 2017, le profit latent sur les titres disponibles à la vente, compte tenu de l'incidence des couvertures admissibles, avait reculé de 44 millions de dollars pour s'établir à une perte latente de 18 millions de dollars, ce qui s'explique en grande partie par le repli de la juste valeur des obligations des gouvernements des États-Unis et du Canada.

Les prêts ont progressé de 18 milliards de dollars ou de 4 % depuis le 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, les prêts ont augmenté de 28 milliards de dollars. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 10 milliards de dollars tandis que les prêts personnels et sur cartes de crédit ont progressé de 4 milliards de dollars, essentiellement au Canada et en Amérique latine. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 14 milliards de dollars, surtout au Canada, en Amérique latine et aux États-Unis.

Les actifs dérivés ont fléchi de 4 milliards de dollars, d'abord et avant tout du fait de la baisse des montants liés aux contrats sur taux d'intérêt.

Les passifs totalisaient 848 milliards de dollars au 31 juillet 2017, en hausse de 10 milliards de dollars ou de 1 % par rapport à ceux au 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des passifs a augmenté de 37 milliards de dollars.

Le total des dépôts a affiché une augmentation de 6 milliards de dollars. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des dépôts a progressé de 25 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers se sont accrus de 1 milliard de dollars, essentiellement en Amérique latine, alors que les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ont augmenté de 20 milliards de dollars, principalement au Canada et en Amérique latine. Les dépôts d'autres institutions financières ont progressé de 4 milliards de dollars.

Les obligations relatives aux titres vendus à découvert ont monté de 9 milliards de dollars. Les obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés ont diminué de 5 milliards de dollars, baisse qui est, dans l'ensemble, comparable à la diminution des titres pris en pension détenus. Les passifs dérivés ont fléchi de 2 milliards de dollars, ce qui est semblable à la baisse enregistrée par les actifs dérivés.

Le total des capitaux propres a progressé de 97 millions de dollars depuis le 31 octobre 2016. Cette augmentation traduit essentiellement le bénéfice de 6 173 millions de dollars enregistré pour l'exercice en cours, facteur neutralisé en partie par la diminution de 1 772 millions de dollars du résultat global, essentiellement attribuable à la baisse des profits de change latents sur les placements de la Banque dans ses établissements à l'étranger, aux dividendes versés de 2 821 millions de dollars, au rachat et à l'annulation d'environ 14 millions d'actions ordinaires pour 1 009 millions de dollars et au rachat d'actions privilégiées de 575 millions de dollars.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé de façon importante par rapport à ce qui est énoncé dans son rapport annuel 2016. Pour une analyse complète des politiques et pratiques de gestion du risque et un complément d'information sur les facteurs de risque, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion du risque » du rapport annuel 2016.

Risque de crédit

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'établissait à 4 078 millions de dollars au 31 juillet 2017 (compte non tenu d'un montant de 212 millions de dollars ayant trait aux prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC dans le cadre de l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico), comparativement à 4 342 millions de dollars (compte non tenu d'un montant de 249 millions de dollars au titre de R-G Premier Bank) au 30 avril 2017.

Le compte de correction de valeur lié aux prêts douteux totalisait 2 640 millions de dollars, par rapport à 2 916 millions de dollars au 30 avril 2017. Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs s'établissait à 1 438 millions de dollars, en regard de 1 426 millions de dollars au 30 avril 2017.

Le compte de correction de valeur du Réseau canadien a été ramené à 785 millions de dollars par rapport à 801 millions de dollars au 30 avril 2017, en raison de la baisse des nouvelles dotations à l'égard des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises.

Le compte de correction de valeur des Opérations internationales a été ramené à 1 742 millions de dollars en regard de 1 975 millions de dollars au 30 avril 2017, essentiellement en raison de l'incidence de la conversion des devises et de la diminution des nouvelles dotations.

Le compte de correction de valeur des Services bancaires et marchés mondiaux a été ramené à 113 millions de dollars par rapport à 140 millions de dollars au 30 avril 2017, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'incidence de la conversion des devises et les radiations en Asie.

Prêts douteux

Le montant total brut des prêts douteux était de 4 913 millions de dollars au 31 juillet 2017, en baisse de 513 millions de dollars par rapport au 30 avril 2017, dont une tranche de 323 millions de dollars est liée à l'incidence de la conversion des devises. Le montant restant est attribuable aux baisses enregistrées dans tous les portefeuilles.

Le montant total net des prêts douteux s'établissait à 2 273 millions de dollars au 31 juillet 2017, en baisse de 237 millions de dollars par rapport à 2 510 millions de dollars au 30 avril 2017. Le montant net des prêts douteux du Réseau canadien était de 341 millions de dollars au 31 juillet 2017, ce qui représente une baisse de 52 millions de dollars par rapport au 30 avril 2017 qui s'est surtout fait sentir dans les portefeuilles de prêts aux particuliers. Le montant net des prêts douteux des Opérations internationales totalisait 1 651 millions de dollars au 31 juillet 2017, en baisse par rapport à celui de 1 747 millions de dollars au 30 avril 2017, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence de la conversion des devises et par la baisse enregistrée dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. Le montant net des prêts douteux des Services bancaires et marchés mondiaux a été ramené à 281 millions de dollars au 31 juillet 2017, alors qu'il s'établissait à 370 millions de dollars au 30 avril 2017.

Prêts acquis dans le cadre d'acquisitions

Tous les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur à la date de l'acquisition, aucun compte de correction de valeur pour pertes sur créances n'étant comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière à cette date. En conséquence, on ne considère pas que les prêts acquis aient subi une dépréciation à la date de l'acquisition. Dans son évaluation de la juste valeur, la Banque tient compte des taux d'intérêt et des ajustements au titre des pertes sur créances.

L'ajustement au titre des taux d'intérêt à la date de l'acquisition est principalement lié aux prêts à taux fixe, et il reflète l'incidence de l'écart entre le taux d'intérêt contractuel du prêt et le taux d'intérêt s'appliquant au prêt à la date de l'acquisition pour sa durée résiduelle. L'ajustement au titre des taux d'intérêt est amorti intégralement par imputation aux revenus d'intérêts dans l'état consolidé du résultat net sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'ajustement au titre des pertes sur créances représente la meilleure estimation de la direction quant à l'insuffisance des flux de trésorerie au titre des prêts sur leur durée entière, établie à la date de l'acquisition. Les variations des flux de trésorerie attendus de ces prêts donnent lieu à une dotation supplémentaire au compte de correction de valeur pour pertes sur créances dans l'état consolidé du résultat net ou à une reprise sur ce compte, selon le cas.

Au 31 juillet 2017, l'ajustement total au titre des pertes sur créances résiduel à l'égard de tous les prêts acquis du Réseau et des Opérations internationales s'établissait à 117 millions de dollars (172 millions de dollars au 30 avril 2017; 259 millions de dollars au 31 octobre 2016). Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, un ajustement pour pertes sur créances subies et prévues de 41 millions de dollars (51 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2017; 69 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2016) a été comptabilisé pour le trimestre écoulé. L'apport net au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de l'ajustement au titre des pertes sur créances sur les prêts acquis au cours du trimestre s'est élevé à 25 millions de dollars (26 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2017; 31 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2016).

Aperçu du portefeuille de prêts

La Banque possède un portefeuille diversifié par produits, par activités commerciales et par régions géographiques. Des détails concernant certains portefeuilles sur lesquels l'accent est mis actuellement sont présentés ci-dessous.

Prêts garantis par des biens immobiliers

Une partie importante du portefeuille de prêts de la Banque est constituée de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation, lesquels sont bien diversifiés sur le plan des emprunteurs. Au 31 juillet 2017, ces prêts s'élevaient à 334 milliards de dollars ou à 65 % de l'encours total des prêts et des acceptations de la Banque (330 milliards de dollars ou 65 % au 30 avril 2017; 322 milliards de dollars ou 65 % au 31 octobre 2016). De ces prêts, une tranche de 252 milliards de dollars ou de 75 % est composée de prêts hypothécaires garantis (248 milliards de dollars ou 75 % au 30 avril 2017; 242 milliards de dollars ou 75 % au 31 octobre 2016). Les tableaux qui suivent présentent des détails par portefeuilles.

Prêts hypothécaires et marges de crédit hypothécaires à l'habitation assurés et non assurés

Le tableau qui suit présente les montants des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaires à l'habitation assurés et non assurés, par régions géographiques.

	Au 31 juillet 2017											
	Prêts hypothécaires à l'habitation						Marges de crédit hypothécaires à l'habitation					
	Assurés ¹⁾		Non assurés		Total		Assurées ¹⁾		Non assurées		Total	
(en millions de dollars)	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Canada : ²⁾												
Provinces de l'Atlantique	6 847 \$	3,4 %	4 942 \$	2,4 %	11 789 \$	5,8 %	1 \$	– %	1 234 \$	6,1 %	1 235 \$	6,1 %
Québec	8 253	4,1	7 621	3,8	15 874	7,9	–	–	997	5,0	997	5,0
Ontario	48 178	23,8	51 010	25,3	99 188	49,1	–	–	10 359	51,5	10 359	51,5
Manitoba et Saskatchewan	5 761	2,9	3 523	1,7	9 284	4,6	2	0,1	827	4,1	829	4,2
Alberta	19 112	9,5	11 684	5,8	30 796	15,3	1	–	3 068	15,2	3 069	15,2
Colombie-Britannique et territoires	15 806	7,8	19 092	9,5	34 898	17,3	–	–	3 610	18,0	3 610	18,0
Canada ³⁾	103 957 \$	51,5 %	97 872 \$	48,5 %	201 829 \$	100 %	4 \$	0,1 %	20 095 \$	99,9 %	20 099 \$	100 %
Étranger	–	–	29 908	100	29 908	100	–	–	–	–	–	–
Total	103 957 \$	44,9 %	127 780 \$	55,1 %	231 737 \$	100 %	4 \$	0,1 %	20 095 \$	99,9 %	20 099 \$	100 %
	Au 30 avril 2017											
Canada ³⁾	106 330 \$	54,0 %	90 445 \$	46,0 %	196 775 \$	100 %	6 \$	0,1 %	19 497 \$	99,9 %	19 503 \$	100 %
Étranger	–	–	31 538	100	31 538	100	–	–	–	–	–	–
Total	106 330 \$	46,6 %	121 983 \$	53,4 %	228 313 \$	100 %	6 \$	0,1 %	19 497 \$	99,9 %	19 503 \$	100 %
	Au 31 octobre 2016											
Canada ³⁾	109 947 \$	56,9 %	83 356 \$	43,1 %	193 303 \$	100 %	8 \$	0,1 %	19 065 \$	99,9 %	19 073 \$	100 %
Étranger	–	–	29 585	100	29 585	100	–	–	–	–	–	–
Total	109 947 \$	49,3 %	112 941 \$	50,7 %	222 888 \$	100 %	8 \$	0,1 %	19 065 \$	99,9 %	19 073 \$	100 %

1) Une assurance prêt hypothécaire s'entend d'une couverture contractuelle sur la durée des prêts admissibles, en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée contre les manques à gagner pouvant découler de la défaillance de l'emprunteur. Cette assurance est fournie soit par des organismes bénéficiant du soutien du gouvernement, soit par des assureurs hypothécaires privés.

2) La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.

3) Comprend des immeubles d'habitation (quatre unités ou plus) de 2 519 \$ (2 503 \$ au 30 avril 2017; 2 376 \$ au 31 octobre 2016), dont une tranche de 1 601 \$ est assurée (1 539 \$ au 30 avril 2017; 1 392 \$ au 31 octobre 2016).

Périodes d'amortissement des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau qui suit présente la distribution des prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement restantes et par régions géographiques.

	Au 31 juillet 2017						
	Prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement						
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans ou plus	Total des prêts hypothécaires à l'habitation	
Canada	34,3 %	37,6 %	26,4 %	1,7 %	0,0 %	100 %	
Étranger	69,2 %	17,6 %	11,2 %	1,9 %	0,1 %	100 %	
	Au 30 avril 2017						
Canada	35,2 %	36,9 %	26,4 %	1,4 %	0,1 %	100 %	
Étranger	69,3 %	17,9 %	11,2 %	1,5 %	0,1 %	100 %	
	Au 31 octobre 2016						
Canada	35,2 %	36,3 %	26,7 %	1,7 %	0,1 %	100 %	
Étranger	67,7 %	19,0 %	11,5 %	1,7 %	0,1 %	100 %	

Ratios prêt/valeur

Une tranche de 48 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien n'était pas assurée (46 % au 30 avril 2017; 43 % au 31 octobre 2016). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille s'établissait à 50 % (51 % au 30 avril 2017; 50 % au 31 octobre 2016).

Le tableau suivant présente le ratio prêt/valeur moyen pondéré de l'ensemble des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaires à l'habitation non assurés nouvellement montés, lesquels comprennent les prêts hypothécaires pour financer un achat, refinancés afin d'en augmenter le solde et transférés d'autres institutions financières, par régions géographiques pour le trimestre à l'étude.

	Ratios prêt/valeur des prêts non assurés ¹⁾	
	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires à l'habitation ²⁾
	Ratio prêt/valeur (%)	Ratio prêt/valeur (%)
Canada :		
Provinces de l'Atlantique	69,5 %	57,7 %
Québec	65,1	68,3
Ontario	63,2	61,7
Manitoba et Saskatchewan	68,1	62,9
Alberta	68,5	70,2
Colombie-Britannique et territoires	63,2	61,6
Canada	64,0 %	62,5 %
Étranger	69,9 %	s.o.
	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017	
Canada	63,3 %	62,2 %
Étranger	70,3 %	s.o.
	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2016	
Canada	63,4 %	64,4 %
Étranger	69,6 %	s.o.

1) La province indique l'emplacement de la propriété au Canada.

2) Comprennent uniquement les marges de crédit hypothécaires à l'habitation aux termes du programme Crédit Intégré Scotia. Le ratio prêt/valeur correspond à la somme de chaque prêt hypothécaires à l'habitation et de la limite autorisée des marges de crédit hypothécaires à l'habitation renouvelables connexes, divisée par la valeur du bien immobilier résidentiel connexe, présentée sur une base moyenne pondérée pour les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaires à l'habitation nouvellement montés.

Incidence d'un éventuel ralentissement économique sur les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires à l'habitation

La Banque soumet son portefeuille à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence qu'aurait une hausse du taux de chômage, une augmentation des taux d'intérêt, une baisse de la valeur des biens immobiliers et des variations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. La Banque considère que les pertes potentielles liées au portefeuille de prêts hypothécaires advenant un tel ralentissement économique sont gérables étant donné la diversification du portefeuille, le pourcentage élevé de prêts assurés et le faible ratio prêt-valeur du portefeuille. Cette conclusion est aussi étayée par une saine supervision de la gestion du risque et par des stratégies dynamiques d'atténuation du risque.

Exposition au risque en Europe

En raison de ses diverses activités internationales, la Banque est exposée au risque-pays dans un certain nombre de pays. La Banque gère activement ce risque, notamment à l'aide de limites de risque établies en fonction de la solvabilité des pays en question.

Les expositions actuelles au risque en Europe se détaillent comme suit :

(en millions de dollars)	Aux					Exposition totale au risque en Europe	Exposition totale au risque en Europe	Exposition totale au risque en Europe		
	31 juillet 2017								30 avril 2017	31 octobre 2016
	Prêts et acceptations ¹⁾	Lettres de crédit et de garantie ²⁾	Engagements non prélevés ³⁾	Titres et dépôts auprès d'autres institutions financières ⁴⁾	Transactions de financement sur titres et sur dérivés ⁵⁾					
Expositions brutes	15 670 \$	2 746 \$	14 051 \$	13 003 \$	2 502 \$	47 972 \$	50 588 \$	41 597 \$		
Déduire : engagements non prélevés	–	–	14 051	–	–	14 051	17 480	12 472		
Expositions financées nettes	15 670 \$	2 746 \$	– \$	13 003 \$	2 502 \$	33 921 \$	33 108 \$	29 125 \$		

1) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances évalué individuellement s'établissait à 47 \$.

2) Les lettres de crédit et de garantie sont incluses dans les expositions financées puisqu'elles ont été émises.

3) Les engagements non prélevés représentent l'estimation du montant prévu au contrat qui pourrait être prélevé par un débiteur.

4) L'exposition aux titres est calculée en tenant compte des positions dérivées lorsque le titre est l'actif de référence sous-jacent, ainsi que des positions vendeur.

5) Les transactions de financement sur titres comprennent des titres pris en pension, des obligations relatives aux titres mis en pension et des transactions de prêt ou d'emprunt de titres. Les expositions financées brutes et nettes représentent la totalité des positions nettes positives, compte tenu des garanties. Les garanties au titre des dérivés s'établissaient à 1 633 \$ et celles au titre des transactions de financement sur titres, à 11 357 \$.

RAPPORT DE GESTION

La Banque est d'avis que ses expositions au risque en Europe sont gérables, que leur taille est appropriée au regard de la solvabilité des contreparties (84 % des expositions sont des contreparties de première qualité selon une combinaison de notations internes et externes) et qu'elles sont peu importantes compte tenu du capital de la Banque. L'exposition de la Banque au risque en Europe est comptabilisée au coût amorti ou à la juste valeur calculée au moyen de données observables, des montants négligeables étant évalués selon des modèles assortis de données non observables (niveau 3). Il ne s'est produit aucun événement significatif au cours du trimestre qui a eu une incidence importante sur l'exposition de la Banque.

Le tableau ci-dessous présente les expositions financées à l'égard de tous les pays européens.

	Aux				30 avril 2017	31 octobre 2016
	31 juillet 2017			Total		
(en millions de dollars)	Emprunteurs souverains ¹⁾	Banques	Sociétés ²⁾	Total	Total	Total
Grèce	– \$	– \$	213 \$	213 \$	298 \$	311 \$
Irlande	312	33	381	726	680	350
Italie	5	44	46	95	107	191
Portugal	–	–	–	–	33	–
Espagne	104	196	320	620	560	599
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	421 \$	273 \$	960 \$	1 654 \$	1 678 \$	1 451 \$
Royaume-Uni	3 601 \$	2 638 \$	9 133 \$	15 372 \$	14 575 \$	11 028 \$
Allemagne	1 442	230	1 614	3 286	4 516	4 080
France	1 670	828	689	3 187	2 635	3 742
Pays-Bas	569	745	2 482	3 796	2 404	2 105
Suisse	86	101	682	869	1 405	1 599
Autres	2 240	154	3 363	5 757	5 895	5 120
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	9 608 \$	4 696 \$	17 963 \$	32 267 \$	31 430 \$	27 674 \$
Total – Europe	10 029 \$	4 969 \$	18 923 \$	33 921 \$	33 108 \$	29 125 \$
Total – Europe au 30 avril 2017	9 898 \$	6 421 \$	16 789 \$	33 108 \$		
Total – Europe au 31 octobre 2016	7 336 \$	5 158 \$	16 631 \$	29 125 \$		

1) Compte tenu de 1 496 \$ d'expositions liées à des agences supranationales (1 538 \$ au 30 avril 2017; 1 959 \$ au 31 octobre 2016).

2) Les sociétés comprennent les institutions financières autres que les banques.

Le risque de la Banque lié à certains pays européens qui ont fait récemment les manchettes, à savoir la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne (le « groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne »), est négligeable. Au 31 juillet 2017, les expositions financées de la Banque à ces États souverains ainsi qu'aux banques, institutions financières autres que les banques et sociétés domiciliées dans ces pays totalisaient quelque 1,7 milliard de dollars, ce qui est inchangé par rapport au trimestre précédent. Une tranche de 1,2 milliard de dollars de ce montant total de 1,7 milliard de dollars est liée à des prêts et à des équivalents de prêts.

En ce qui a trait au risque-pays propre aux pays du groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, l'exposition de la Banque à l'Irlande comprenait des dépôts de 312 millions de dollars auprès de la banque centrale. L'exposition de la Banque à l'Espagne et à l'Italie comprenait des titres des portefeuilles de transaction de 104 millions de dollars et de 5 millions de dollars, respectivement. La Banque n'avait aucun titre d'États souverains de la Grèce ou du Portugal.

La Banque était exposée aux banques italiennes à hauteur de 44 millions de dollars au 31 juillet 2017 (51 millions de dollars au 30 avril 2017; 181 millions de dollars au 31 octobre 2016), surtout au titre de lettres de crédit. L'exposition en Grèce de 213 millions de dollars (298 millions de dollars au 30 avril 2017; 311 millions de dollars au 31 octobre 2016) était principalement liée à des prêts garantis à des sociétés de transport maritime.

Les expositions de la Banque sont distribuées comme suit :

	Aux				30 avril 2017	31 octobre 2016
	31 juillet 2017			Total		
(en millions de dollars)	Prêts et équivalents de prêts	Dépôts auprès d'autres institutions financières	Titres	Transactions de financement sur titres et sur dérivés	Total	Total
Grèce	213 \$	– \$	– \$	– \$	213 \$	298 \$
Irlande	357	313	15	41	726	350
Italie	100	–	(6)	1	95	191
Portugal	–	–	–	–	–	33
Espagne	500	1	99	20	620	599
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	1 170 \$	314 \$	108 \$	62 \$	1 654 \$	1 451 \$
Royaume-Uni	8 931 \$	3 073 \$	2 042 \$	1 326 \$	15 372 \$	11 028 \$
Allemagne	1 159	184	1 884	59	3 286	4 080
France	770	232	2 084	101	3 187	2 635
Pays-Bas	2 501	97	697	501	3 796	2 404
Suisse	657	1	166	45	869	1 405
Autres	3 228	24	2 097	408	5 757	5 120
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	17 246 \$	3 611 \$	8 970 \$	2 440 \$	32 267 \$	27 674 \$
Total – Europe	18 416 \$	3 925 \$	9 078 \$	2 502 \$	33 921 \$	29 125 \$

Au 31 juillet 2017, la Banque détenait des titres au montant de 7,2 milliards de dollars dans des États souverains et banques d'Europe autres que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne (8,1 milliards de dollars au 30 avril 2017; 6,0 milliards de dollars au 31 octobre 2016), surtout en regard d'émetteurs de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et du Luxembourg. Les titres sont comptabilisés à la juste valeur, et la quasi-totalité des placements présente une forte liquidité de marché.

La plus grande partie des expositions financées au risque de crédit se compose actuellement de prêts financés comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. En outre, l'exposition au risque de crédit de clients découle de transactions sur dérivés et de transactions de financement de titres générées par les clients (prises en pension, mises en pension ainsi que prêts et emprunts de titres). Les expositions au risque de contrepartie au titre des dérivés négociés hors Bourse se calculent sur la base de la juste valeur, alors que celles au titre des transactions de financement sur titres sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Au 31 juillet 2017, l'exposition au risque de crédit des banques sous forme de lettres de crédit émises totalisait 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 30 avril 2017; 1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2016).

Les engagements non prélevés de 14,1 milliards de dollars au 31 juillet 2017; 12,5 milliards de dollars au 30 avril 2017; 12,5 milliards de dollars au 31 octobre 2016) sont composés d'engagements de prêts non financés et d'engagements d'émission de lettres de crédit pour le compte d'autres banques dans le cadre d'une entente relative à un consortium bancaire. Le total des engagements de prêts non financés envers des sociétés en Europe (autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne) s'établissait à 10,0 milliards de dollars au 31 juillet 2017 (12,1 milliards de dollars au 30 avril 2017; 9,1 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Au 31 juillet 2017, les engagements liés aux lettres de crédit pour le compte d'autres banques s'établissaient à 2,8 milliards de dollars (4,5 milliards de dollars au 30 avril 2017; 2,7 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Les engagements non financés sont détaillés par pays dans le tableau ci-après.

L'exposition indirecte de la Banque est aussi détaillée dans le tableau ci-après, et s'entend de ce qui suit :

- des titres exposés à des entités non européennes dont la société mère est domiciliée en Europe;
- des lettres de crédit ou de garanties (prises en compte dans les équivalents de prêts dans le tableau ci-dessus).

Sont inclus dans cette exposition indirecte une exposition à des titres d'un montant de 808 millions de dollars liée au groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, d'un montant de 171 millions de dollars liée à l'Allemagne et d'un montant de 164 millions de dollars liée à la Suisse. L'exposition indirecte sous la forme de lettres de crédit totalisait 2 746 millions de dollars au 31 juillet 2017 (2 914 millions de dollars au 30 avril 2017; 2 890 millions de dollars au 31 octobre 2016), dont une tranche de 245 millions de dollars (267 millions de dollars au 30 avril 2017; 184 millions de dollars au 31 octobre 2016) représentait une exposition indirecte liée au groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne. La Banque gère l'exposition indirecte par l'intermédiaire de son cadre de gestion du risque de crédit et d'une évaluation poussée de la contrepartie.

Outre les expositions indirectes totales détaillées ci-après, la Banque détenait des garanties libellées en euros de 1 488 millions de dollars (402 millions de dollars au 30 avril 2017; 295 millions de dollars au 31 octobre 2016) fournies par des contreparties non européennes et liées à des mises en pension, prises en pension de titres ainsi qu'à des transactions de financement sur titres sous forme de prêts et emprunts de titres.

(en millions de dollars)	Engagements non prélevés			Exposition indirecte ¹⁾		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Irlande	864	638	421	(31)	(34)	35
Italie	49	63	49	56	63	73
Portugal	–	–	–	–	–	–
Espagne	159	168	172	1 028	748	561
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	1 072 \$	869 \$	642 \$	1 053 \$	777 \$	669 \$
Royaume-Uni	5 634 \$	8 109 \$	4 958 \$	1 155 \$	1 178 \$	1 270 \$
Allemagne	969	1 216	798	237	78	154
France	1 574	1 877	1 583	391	459	459
Pays-Bas	1 587	2 159	1 364	303	315	291
Suisse	925	750	701	256	100	146
Autres	2 290	2 500	2 426	522	569	463
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	12 979 \$	16 611 \$	11 830 \$	2 864 \$	2 699 \$	2 783 \$
Total – Europe	14 051 \$	17 480 \$	12 472 \$	3 917 \$	3 476 \$	3 452 \$

1) Les chiffres entre parenthèses représentent le montant net des positions vendeur découlant des activités de transaction.

La Banque peut parfois avoir recours à des swaps sur défaillance pour compenser en partie son exposition à l'égard des portefeuilles bancaires. Au titre de son portefeuille de transaction, la Banque peut acheter ou vendre des swaps sur défaillance. Pour ce qui est du groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, la Banque ne bénéficiait d'aucune protection par voie de swap sur défaillance quant aux prêts financés au 31 juillet 2017. Toutes les expositions, y compris celles liées aux swaps sur défaillance, sont soumises à des limites de risque et font l'objet d'une surveillance continue de la part du service indépendant de gestion des risques.

Comme d'autres banques, la Banque fournit aussi des services de règlement et de compensation à une clientèle variée dans ces pays et elle suit et gère activement les expositions intrajournalières découlant de ces services. Cependant, la Banque n'a aucune exposition financée dans ces pays à l'égard des particuliers ou des petites entreprises.

Risque de marché

La valeur à risque (« VaR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La VaR comprend tant le risque de marché général que le risque spécifique à la dette. En outre, la Banque calcule une VaR ayant subi une simulation de crise.

Facteurs de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016
Écart de crédit plus taux d'intérêt	10,9 \$	10,5 \$	9,6 \$
Écart de crédit	5,6	5,7	7,7
Taux d'intérêt	8,9	7,6	7,0
Actions	2,1	1,9	2,5
Change	2,3	1,7	1,2
Marchandises	1,1	1,5	2,7
Spécifique à la dette	3,3	3,8	5,1
Effet de la diversification	(8,7)	(8,3)	(10,1)
VaR totale	11,0 \$	11,1 \$	11,0 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	27,5 \$	26,0 \$	29,3 \$

Au troisième trimestre de 2017, la VaR totale quotidienne moyenne s'est établie à 11,0 millions de dollars, comparativement à 11,1 millions de dollars au trimestre précédent.

Pour le trimestre à l'étude, la VaR totale quotidienne moyenne ayant subi une simulation de crise a augmenté pour s'établir à 27,5 millions de dollars par rapport à 26,0 millions.

Le calcul de la VaR ayant subi une simulation de crise est fondé sur la volatilité de marché sur une période de un an considérée comme ayant subi une crise selon le profil de risque du portefeuille de transaction. La période actuelle englobe la crise du crédit de 2008-2009.

RAPPORT DE GESTION

Aucune perte journalière n'a été subie au cours du troisième trimestre ou du trimestre précédent. La qualité et l'exactitude des modèles de VaR sont validées par des évaluations rétrospectives, au cours desquelles les profits et pertes quotidiens hypothétiques et réels sont comparés avec les résultats quotidiens du modèle de VaR.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués quotidiennement à la valeur de marché et pris en compte dans les mesures du risque lié aux activités de transaction comme la VaR. Les risques sur dérivés liés aux activités des Services bancaires et marchés mondiaux sont reflétés dans les mesures du risque lié aux activités de transaction, tandis que les dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif sont pris en compte dans le risque lié aux activités autres que de transaction. Le tableau ci-dessous présente une comparaison des éléments de l'état consolidé de la situation financière qui sont couverts par les mesures du risque lié aux activités de transaction et du risque lié aux activités autres que de transaction.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière de la Banque

Au 31 juillet 2017	Mesure du risque de marché				
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
<i>(en millions de dollars)</i>					
Métaux précieux	7 621 \$	7 621 \$	– \$	– \$	s.o.
Actifs détenus à des fins de transaction	105 148	105 148	–	–	s.o.
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	231	–	231	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	37 255	33 062	4 193	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	68 501	–	68 501	–	Taux d'intérêt, actions
Prêts	498 559	–	498 559	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché ¹⁾	189 017	–	–	189 017	s.o.
Total des actifs	906 332 \$	145 831 \$	571 484 \$	189 017 \$	
Dépôts	618 143 \$	– \$	584 833 \$	33 310 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	3 373	–	3 373	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	32 740	32 740	–	–	s.o.
Instruments financiers dérivés	39 919	36 106	3 813	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction ²⁾	9 706	9 706	–	–	s.o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	2 165	–	2 165	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché ³⁾	142 368	–	–	142 368	s.o.
Total des passifs	848 414 \$	78 552 \$	594 184 \$	175 678 \$	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Au 31 octobre 2016

Au 31 octobre 2016	Mesure du risque de marché				
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
<i>(en millions de dollars)</i>					
Métaux précieux	8 442 \$	8 442 \$	– \$	– \$	s.o.
Actifs détenus à des fins de transaction	108 561	108 561	–	–	s.o.
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	221	–	221	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	41 657	36 401	5 256	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	72 919	–	72 919	–	Taux d'intérêt, actions
Prêts	480 164	–	480 164	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché ¹⁾	184 302	–	–	184 302	s.o.
Total des actifs	896 266 \$	153 404 \$	558 560 \$	184 302 \$	
Dépôts	611 877 \$	– \$	580 814 \$	31 063 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 459	–	1 459	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	23 312	23 312	–	–	s.o.
Instruments financiers dérivés	42 387	38 213	4 174	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction ²⁾	8 430	8 430	–	–	s.o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	3 011	–	3 011	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché ³⁾	147 969	–	–	147 969	s.o.
Total des passifs	838 445 \$	69 955 \$	589 458 \$	179 032 \$	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Risque de liquidité

Une gestion efficace du risque de liquidité est essentielle pour maintenir la confiance des déposants et des contreparties, pour gérer le coût du financement et pour soutenir les principales unités commerciales de la Banque, même dans les circonstances les plus difficiles.

Le risque de liquidité est géré dans le cadre des politiques et des limites approuvées par le conseil d'administration, comme l'expliquent la note 18 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés et la note 35 afférente aux états financiers consolidés audités figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque. Les actifs liquides sont un élément clé de ce cadre.

La détermination des niveaux appropriés des portefeuilles d'actifs liquides est fondée sur le montant des liquidités qui pourraient être nécessaires à la Banque pour financer les flux de trésorerie prévus dans le cours normal des activités, ainsi que les liquidités qui pourraient être nécessaires pour compenser les sorties de fonds en situation de crise. Les situations de crise comprennent des périodes de dérèglement des marchés des capitaux ou des événements qui peuvent nuire à la capacité de la Banque d'accéder aux marchés du financement et à des liquidités. La Banque fait appel à des simulations de crise pour évaluer l'incidence des crises et pour évaluer le montant des actifs liquides qui seraient nécessaires dans diverses situations de crise.

Actifs liquides

Les actifs liquides sont une composante clé de la gestion de la liquidité, et la Banque détient ce type d'actifs en quantité suffisante pour répondre à ses besoins éventuels de gestion de la liquidité.

Les actifs liquides peuvent servir à générer des rentrées de trésorerie, que ce soit au moyen de leur vente, de transactions de rachat ou d'autres transactions dans le cadre desquelles les actifs peuvent être donnés en garantie en vue de générer des rentrées de trésorerie ou on peut les laisser arriver à échéance. Les actifs liquides comprennent les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les prêts à vue et autres prêts à court terme, les titres négociables, les métaux précieux et les titres reçus en garantie dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés. Les actifs liquides ne comprennent pas les liquidités pouvant être obtenues de banques centrales.

Les titres négociables sont des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et qui peuvent être convertis en trésorerie dans un délai donné qui est conforme au cadre de gestion de la liquidité de la Banque. Les actifs sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont le délai qui devrait être nécessaire pour les convertir en trésorerie.

Les titres négociables pris en compte dans les actifs liquides sont composés de titres spécifiquement détenus en tant que volant de capital ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif, de titres détenus à des fins de transaction, lesquels sont pour l'essentiel détenus par les Services bancaires et marchés mondiaux, ainsi que des garanties reçues dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés.

La Banque maintient des avoirs considérables en actifs liquides non grevés afin de soutenir ses activités. De manière générale, elle peut vendre ou donner en nantissement ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2017, les actifs liquides non grevés s'élevaient à 178 milliards de dollars (183 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Les actifs liquides étaient composés de titres, y compris des titres hypothécaires émis aux termes de la LNH, à hauteur de 67 % (74 % au 31 octobre 2016). Les autres actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les métaux précieux, les prêts à vue et les prêts à court terme, représentaient une tranche de 33 % des actifs liquides (26 % au 31 octobre 2016). La diminution des actifs liquides s'explique d'abord et avant tout par la baisse des titres liquides non grevés et des dépôts auprès d'autres institutions financières, neutralisée en partie par l'accroissement des dépôts auprès de banques centrales.

Les valeurs comptables présentées dans le tableau des actifs liquides sont cohérentes avec celles figurant à l'état consolidé de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2017. La valeur liquide du portefeuille fluctuera en fonction de diverses conditions critiques, différentes hypothèses étant utilisées dans les scénarios de conditions critiques.

Les groupes d'actifs liquides de la Banque sont résumés dans le tableau qui suit :

	Au 31 juillet 2017						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	52 142 \$	– \$	52 142 \$	– \$	7 254 \$	44 888 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	5 608	–	5 608	–	71	5 537	–
Métaux précieux	7 621	–	7 621	–	127	7 494	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	45 466	7 108	52 574	29 419	–	23 155	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	48 939	41 675	90 614	65 258	–	25 356	–
Autres titres	57 552	62 103	119 655	79 049	–	40 606	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH ²⁾	31 990	–	31 990	2 565	–	29 425	–
Prêts à vue et à court terme	1 529	–	1 529	–	–	1 529	–
Total	250 847 \$	110 886 \$	361 733 \$	176 291 \$	7 452 \$	177 990 \$	– \$

	Au 31 octobre 2016						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	35 396 \$	– \$	35 396 \$	– \$	7 917 \$	27 479 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	10 948	–	10 948	–	196	10 752	–
Métaux précieux	8 442	–	8 442	–	115	8 327	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	45 825	12 482	58 307	27 187	–	31 120	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	50 761	36 822	87 583	58 680	–	28 903	–
Autres titres	58 833	60 745	119 578	76 394	–	43 184	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH ²⁾	33 072	–	33 072	1 993	–	31 079	–
Prêts à vue et à court terme	1 673	–	1 673	–	–	1 673	–
Total	244 950 \$	110 049 \$	354 999 \$	164 254 \$	8 228 \$	182 517 \$	– \$

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons légales ou autres.

2) Ces titres hypothécaires, lesquels sont disponibles à la vente, sont pris en compte dans les prêts hypothécaires à l'habitation dans l'état de la situation financière.

RAPPORT DE GESTION

Le sommaire du total des actifs liquides non grevés détenus par la banque société mère et ses succursales ainsi que par ses filiales au Canada et à l'étranger est présenté ci-dessous :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 juillet 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse (société mère)	136 538 \$	135 335 \$
Filiales de la Banque au Canada	9 427	13 871
Filiales de la Banque à l'étranger	32 025	33 311
Total	177 990 \$	182 517 \$

Le bassin de liquidités de la Banque est détenu dans diverses grandes monnaies, soit surtout le dollar canadien et le dollar américain. Comme il est expliqué ci-dessus, la grande majorité (82 %) des actifs liquides sont détenus par le siège social, les succursales et les filiales canadiennes de la Banque. Dans la mesure où une réserve de liquidités détenue dans une filiale de la Banque à l'étranger est exigée aux fins de la réglementation, on présume qu'elle n'est pas disponible pour le reste du groupe. On présume que les autres actifs liquides détenus par une filiale à l'étranger ne sont disponibles que dans de rares circonstances. La Banque surveille les niveaux minimaux de liquidités requis et d'actifs détenus par chaque entité ou dans chaque territoire, et elle veille au respect de ces exigences.

Actifs grevés

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Des titres sont également mis en pension. Le tableau qui suit présente le sommaire des actifs grevés et non grevés.

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2017						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie ²⁾	Autres ³⁾
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	52 142 \$	– \$	52 142 \$	– \$	7 254 \$	44 888 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	5 608	–	5 608	–	71	5 537	–
Métaux précieux	7 621	–	7 621	–	127	7 494	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	45 466	7 108	52 574	29 419	–	23 155	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	48 939	41 675	90 614	65 258	–	25 356	–
Autres titres liquides	57 552	62 103	119 655	79 049	–	40 606	–
Autres titres	2 865	4 478	7 343	3 020	–	–	4 323
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	31 990	–	31 990	2 565	–	29 425	–
Prêts à vue et à court terme	1 529	–	1 529	–	–	1 529	–
Autres prêts	482 005	–	482 005	6 033	55 319	11 874	408 779
Autres actifs financiers ⁴⁾	141 441	(78 595)	62 846	5 847	–	–	56 999
Actifs non financiers	29 174	–	29 174	–	–	–	29 174
Total	906 332 \$	36 769 \$	943 101 \$	191 191 \$	62 771 \$	189 864 \$	499 275 \$

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres ¹⁾	Pouvant être donnés en garantie ²⁾	Autres ³⁾
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	35 396 \$	– \$	35 396 \$	– \$	7 917 \$	27 479 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	10 948	–	10 948	–	196	10 752	–
Métaux précieux	8 442	–	8 442	–	115	8 327	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	45 825	12 482	58 307	27 187	–	31 120	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	50 761	36 822	87 583	58 680	–	28 903	–
Autres titres liquides	58 833	60 745	119 578	76 394	–	43 184	–
Autres titres	5 007	4 149	9 156	3 615	–	–	5 541
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	33 072	–	33 072	1 993	–	31 079	–
Prêts à vue et à court terme	1 673	–	1 673	–	–	1 673	–
Autres prêts	464 840	–	464 840	5 934	60 311	11 596	386 999
Autres actifs financiers ⁴⁾	151 916	(84 399)	67 517	5 316	–	–	62 201
Actifs non financiers	29 553	–	29 553	–	–	–	29 553
Total	896 266 \$	29 799 \$	926 065 \$	179 119 \$	68 539 \$	194 113 \$	484 294 \$

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons légales ou autres.

2) Actifs qui sont immédiatement disponibles comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités, y compris les emprunts de banques centrales immédiatement disponibles.

3) Autres actifs non grevés qui peuvent être utilisés comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement, mais que la Banque ne considère pas comme étant immédiatement disponibles. Ces autres actifs incluent les prêts, dont une partie peut être utilisée afin d'avoir accès aux facilités de banques centrales à l'extérieur du cours normal des activités ou pour s'assurer d'un financement garanti au moyen des programmes de financement garanti de la Banque.

4) Les titres reçus en garantie d'autres actifs financiers sont compris dans les titres liquides et autres titres.

Au 31 juillet 2017, les actifs grevés de la Banque totalisaient 254 milliards de dollars (248 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Des actifs non grevés restants de 689 milliards de dollars (678 milliards de dollars au 31 octobre 2016), une tranche de 190 milliards de dollars (194 milliards de dollars au 31 octobre 2016) était considérée comme étant immédiatement disponible comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités comme il est détaillé plus haut.

Aux termes de certains contrats dérivés négociés de gré à gré, la Banque devra fournir des garanties supplémentaires ou recevoir des garanties moindres si jamais ses cotes de crédit sont abaissées. La Banque détient suffisamment de biens pouvant être donnés en garantie pour s'acquitter de telles obligations si sa cote de crédit était abaissée par une ou plusieurs agences de notation. Au 31 juillet 2017, l'incidence défavorable potentielle qu'aurait une révision à la baisse d'un cran ou de deux crans de la cote de crédit de la Banque sur les garanties liées à ses dérivés, celle-ci devrait donner des garanties supplémentaires de 49 millions de dollars ou de 222 millions de dollars, respectivement.

Les actifs liquides grevés ne sont pas considérés comme étant disponibles pour la gestion de la liquidité. On considère que les actifs liquides utilisés pour couvrir les positions dérivées des portefeuilles de transaction ou aux fins de couverture sont disponibles pour la gestion de la liquidité s'ils réunissent les critères dont il est fait mention plus haut sous « Actifs liquides ».

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est fondé sur une grave crise de liquidité hypothétique qui durerait 30 jours, selon les hypothèses définies dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Le ratio de liquidité à court terme s'entend du ratio des actifs liquides de haute qualité par rapport aux sorties nettes de trésorerie. La Banque doit maintenir un ratio de liquidité à court terme d'au moins 100 %.

Les actifs liquides de haute qualité sont définis dans la ligne directrice *Normes de liquidité* et sont regroupés en trois grandes catégories, une décote différente étant appliquée à chacune pour parvenir aux montants inclus dans la valeur pondérée totale figurant dans le tableau suivant.

Les valeurs pondérées totales aux fins des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours suivants sont obtenues en appliquant des hypothèses précisées dans la ligne directrice *Normes de liquidité* à des éléments particuliers, notamment les prêts, les dépôts, les dettes arrivant à échéance, les transactions sur dérivés et les engagements de crédit.

Le tableau suivant présente le ratio de liquidité à court terme de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2017, en fonction des positions quotidiennes moyennes du trimestre.

	Valeur non pondérée totale (moyenne) ²⁾	Valeur pondérée totale (moyenne) ³⁾
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 (en millions de dollars)¹⁾		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	128 158 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :		
Dépôts stables	167 526 \$	11 354 \$
Dépôts moins stables	79 620	2 563
Dépôts moins stables	87 906	8 791
Financement de gros non garanti :	160 814	82 327
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans des réseaux de coopératives	44 221	10 680
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	97 047	52 101
Dettes non garantie	19 546	19 546
Financement de gros garanti	*	30 641
Exigences supplémentaires :	183 694	38 162
Sorties de trésorerie associées aux dérivés et aux autres sûretés exigées	26 443	14 547
Sorties de trésorerie associées aux pertes de financements sur les produits de crédit	4 370	4 370
Facilités de crédit et de liquidité	152 881	19 245
Autres obligations de financement contractuelles	3 220	1 751
Autres obligations de financement conditionnelles ⁴⁾	436 025	7 091
Total des sorties de trésorerie	*	171 326 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (ex. : prises en pension)	134 628 \$	26 555 \$
Entrées associées aux expositions parfaitement productives	21 219	13 528
Autres entrées de trésorerie	28 328	28 328
Total des entrées de trésorerie	184 175 \$	68 411 \$
		Valeur ajustée totale ⁵⁾
Total des actifs liquides de haute qualité	*	128 158 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	102 915 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	125 %
Pour le trimestre clos le 30 avril 2017 (en millions de dollars)		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	122 915 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	97 859 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	126 %

* La présentation de cette information n'est pas exigée aux termes de la ligne directrice.

1) En fonction des positions quotidiennes moyennes pour les 64 jours ouvrables du trimestre.

2) Les valeurs non pondérées correspondent aux soldes impayés arrivant à échéance ou remboursables au gré de la Banque dans les 30 prochains jours.

3) Les valeurs pondérées correspondent aux soldes calculés après l'application de décotes aux actifs liquides de haute qualité ou de taux d'encaissement et de décaissement, conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

4) Les valeurs non pondérées totales comprennent les facilités de liquidité et de crédit sans engagement, les garanties et lettres de crédit, les titres de créance en cours dont l'échéance est à plus de 30 jours et les autres sorties de trésorerie contractuelles.

5) La valeur ajustée totale correspond aux soldes calculés après l'application de décotes et de taux d'encaissement et de décaissement, ainsi que de tout plafond applicable.

Les actifs liquides de haute qualité sont principalement composés d'actifs de niveau 1 (selon la ligne directrice Normes de liquidité) soit de trésorerie, de dépôts auprès de banques centrales, de réserves de banques centrales à la disposition de la Banque en période de tensions et de titres de capitaux propres ayant une pondération en fonction des risques de 0 %, selon la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.

Le ratio de liquidité à court terme moyen de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. Les monnaies fonctionnelles importantes de la Banque sont le dollar canadien et le dollar américain. La Banque suit ses expositions importantes conformément à son cadre de gestion du risque de liquidité et à sa tolérance au risque.

Financement

La Banque s'assure que ses sources de financement sont bien diversifiées, que les concentrations dans le financement sont régulièrement surveillées et analysées par types. Les sources de financement de la Banque sont le capital, les dépôts provenant des particuliers et des entreprises par l'intermédiaire de son réseau national et international de succursales, les dépôts d'autres institutions financières ainsi que les émissions de créances de gros.

Le capital et les dépôts de particuliers constituent des composantes clés du financement de base de la Banque, et ils s'établissaient à 265 milliards de dollars au 31 juillet 2017, ce qui est essentiellement inchangé par rapport au montant de 266 milliards de dollars enregistré au 31 octobre 2016. Une partie des dépôts d'entreprises, particulièrement ceux dont la nature a trait aux opérations ou aux relations, sont considérés comme faisant partie du financement de base de la Banque. Aussi, le financement de base est accru par des émissions de créances de gros à plus long terme (échéance originale de plus de un an) de 137 milliards de dollars (141 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Les émissions de créances de gros à plus long terme comprennent des billets à moyen terme, des billets de dépôt, des titrisations de prêts hypothécaires, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées.

La Banque exerce des activités dans bon nombre de monnaies et de pays. Les monnaies les plus importantes pour le financement sont le dollar canadien et le dollar américain. En ce qui a trait aux activités de la Banque à l'extérieur du Canada, différentes stratégies de financement sont en place, en fonction de la nature des activités du pays en question. Dans les pays où la Banque exploite une filiale de succursales bancaires, la stratégie prévoit que cette filiale sera essentiellement autofinancée sur son marché local. Pour les autres filiales ou succursales à l'extérieur du Canada dont la capacité de collecte de dépôts locaux est insuffisante, le financement est assuré par l'intermédiaire des activités de financement de gros de la Banque.

L'objectif de financement global de la Banque consiste à atteindre un équilibre approprié entre le coût et la stabilité du financement. La diversification des sources de financement est un élément clé de cette stratégie.

La stratégie de diversification des créances de gros de la Banque passe en grande partie par les principaux centres de financement de gros de la Banque à Toronto, à New York, à Londres et à Singapour. Ces fonds sont pour l'essentiel libellés en dollars canadiens et en dollars américains. Au besoin, ces fonds font l'objet de swaps en vue de financer des actifs libellés dans différentes monnaies. La gestion de la stratégie de financement des centres de financement de gros et des risques connexes, comme le risque géographique et le risque de change, est centralisée dans le cadre de politiques et de limites qui sont approuvées par le conseil d'administration.

Dans le cadre normal de ses activités, la Banque se sert d'une combinaison d'instruments de financement de gros garantis et non garantis dans divers marchés. Le choix des instruments et du marché est fondé sur un certain nombre de facteurs, y compris les coûts relatifs et la capacité du marché ainsi que l'objectif de maintenir un éventail diversifié de sources de financement. Les conditions du marché peuvent évoluer au fil du temps, ce qui a une influence sur les coûts et la capacité pour certains marchés ou instruments. L'évolution des conditions du marché peut comprendre les périodes de crise pendant lesquelles la disponibilité du financement dans certains marchés ou instruments est limitée. Dans ces circonstances, la Banque se concentrerait davantage sur les sources de financement dans les marchés qui fonctionnent bien et sur les instruments de financement garantis. Pour faire face à une période de crise majeure au cours de laquelle toutes les sources de financement de gros seraient limitées, la Banque maintient une réserve d'actifs liquides afin de réduire son risque de liquidité. Cette réserve comprend de la trésorerie, des dépôts auprès de banques centrales et des titres.

Au Canada, la Banque obtient des créances de gros à court terme et à long terme au moyen d'émissions de billets de dépôt de premier rang non garantis. Des créances de gros à long terme additionnelles peuvent être générées par le programme préalable de titres de créance et de capitaux propres canadien de la Banque et par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation assurés canadiens par l'intermédiaire des programmes de titrisation de la SCHL (comme les Obligations hypothécaires du Canada), de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées de la Banque, de marges de crédit personnelles non garanties par l'intermédiaire du programme préalable de la Fiducie à terme de créances Hollis II, de créances sur cartes de crédit par l'intermédiaire du programme préalable de Trillium Credit Card Trust II et de créances sur prêts automobiles indirects par l'intermédiaire du programme de la Securitized Term Auto Receivables Trust. Bien que la Banque tienne compte des programmes de titrisation de la SCHL dans son analyse des émissions de créances de gros, cette source de financement n'est pas assujettie au risque de remboursement pouvant découler du financement obtenu sur les marchés des capitaux.

Ailleurs dans le monde, du financement de gros à court terme est obtenu au moyen de l'émission de certificats de dépôt négociables aux États-Unis, à Hong Kong et en Australie ainsi que de l'émission de papier commercial aux États-Unis. La Banque exploite des programmes de financement de gros à long terme inscrits aux États-Unis, comme son programme préalable de titres de créance et de capitaux propres inscrit auprès de la SEC, et des programmes non inscrits, notamment la titrisation de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust et la titrisation de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II. Le programme d'obligations sécurisées de la Banque est inscrit auprès du U.K. Listing Authority, et la Banque peut émettre des titres aux termes du programme en Europe, aux États-Unis, en Australie et en Suisse. La Banque obtient également du financement à long terme libellé en diverses monnaies par l'intermédiaire de son programme de billets à moyen terme australien, de son programme de billets à moyen terme européen et de son programme de billets à moyen terme singapourien. Le programme de billets à moyen terme européen de la Banque est inscrit auprès du U.K. Listing Authority, de la Bourse de Suisse et du marché obligataire de Tokyo à l'intention des opérateurs de marché, et son programme de billets à moyen terme singapourien est inscrit auprès de la Bourse de Singapour et de la Bourse de Taïwan.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles restantes du financement obtenu au moyen de sources de financement de gros. Dans l'état consolidé de la situation financière, ces passifs sont pour l'essentiel pris en compte au poste « Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ».

Financement de gros¹⁾

Au 31 juillet 2017										
(en millions dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques ²⁾	2 531 \$	338 \$	324 \$	248 \$	206 \$	3 647 \$	130 \$	232 \$	– \$	4 009 \$
Billets de dépôt au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	7 393	16 865	15 914	15 109	7 182	62 463	4 943	592	12	68 010
Papier commercial adossé à des actifs ³⁾	2 243	5 073	962	–	–	8 278	–	–	–	8 278
Billets à moyen terme et billets de dépôt	136	3 648	3 677	8 408	5 522	21 391	15 691	32 042	11 680	80 804
Titres adossés à des actifs	–	8	3	5	1 123	1 139	966	1 200	354	3 659
Obligations sécurisées	–	–	2 750	–	–	2 750	5 018	16 032	1 384	25 184
Titrisations de prêts hypothécaires ⁴⁾	–	910	570	666	556	2 702	1 904	8 331	3 474	16 411
Emprunts subordonnés ⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	180	8 447	8 627
Total des sources de financement de gros	12 303 \$	26 842 \$	24 200 \$	24 436 \$	14 589 \$	102 370 \$	28 652 \$	58 609 \$	25 351 \$	214 982 \$
Ventilation :										
Financement non garanti	10 060 \$	20 851 \$	19 915 \$	23 765 \$	12 910 \$	87 501 \$	20 764 \$	33 046 \$	20 139 \$	161 450 \$
Financement garanti	2 243	5 991	4 285	671	1 679	14 869	7 888	25 563	5 212	53 532

Au 31 octobre 2016

(en millions dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques ²⁾	2 958 \$	571 \$	187 \$	148 \$	31 \$	3 895 \$	103 \$	149 \$	– \$	4 147 \$
Billets de dépôt au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	11 434	16 838	25 324	8 181	7 357	69 134	3 151	333	–	72 618
Papier commercial adossé à des actifs ³⁾	2 625	3 978	1 906	–	–	8 509	–	–	–	8 509
Billets à moyen terme et billets de dépôt	1 573	5 700	4 576	3 681	3 962	19 492	21 935	31 195	7 576	80 198
Titres adossés à des actifs	–	451	25	26	189	691	1 218	1 555	417	3 881
Obligations sécurisées	–	3 353	2 707	–	–	6 060	3 413	19 160	1 381	30 014
Titrisations de prêts hypothécaires ⁴⁾	–	1 376	663	950	1 063	4 052	2 102	7 834	3 782	17 770
Emprunts subordonnés ⁵⁾	22	30	62	1	3	118	–	109	8 767	8 994
Total des sources de financement de gros	18 612 \$	32 297 \$	35 450 \$	12 987 \$	12 605 \$	111 951 \$	31 922 \$	60 335 \$	21 923 \$	226 131 \$
Ventilation :										
Financement non garanti	15 987 \$	23 139 \$	30 149 \$	12 011 \$	11 353 \$	92 639 \$	25 189 \$	31 786 \$	16 343 \$	165 957 \$
Financement garanti	2 625	9 158	5 301	976	1 252	19 312	6 733	28 549	5 580	60 174

1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de pension sur titres et des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans les tableaux sur les échéances contractuelles plus loin. Les montants sont fondés sur la durée à courir jusqu'à l'échéance.

2) Ne comprend que des dépôts de banques commerciales obtenus par la division Trésorerie du Groupe.

3) Les sources de financement de gros excluent aussi le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») émis par certains fonds multicédants de PCAA qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

4) Correspond aux prêts hypothécaires à l'habitation financés aux termes de programmes parrainés par un organisme gouvernemental fédéral canadien. Le financement disponible aux termes de ces programmes n'a aucune incidence sur la capacité de financement de la Banque en son propre nom.

5) Bien que les débentures subordonnées soient une composante des fonds propres réglementaires, elles sont incluses dans ce tableau conformément aux recommandations en matière de présentation du GTDAR.

En règle générale, le financement de gros est assujéti à un risque de remboursement plus élevé dans une situation critique que d'autres sources de financement. La Banque atténue ce risque au moyen de la diversification du financement, d'un engagement continu auprès des investisseurs et du maintien d'un important bassin d'actifs liquides non grevés. Au 31 juillet 2017, les actifs liquides non grevés de 178 milliards de dollars (183 milliards de dollars au 31 octobre 2016) étaient largement supérieurs au financement de gros venant à échéance dans les 12 prochains mois.

Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances des actifs et des passifs ainsi que les engagements hors bilan au 31 juillet 2017, en fonction des dates d'échéance contractuelle. Du point de vue du risque de liquidité, la Banque tient compte de facteurs autres que les échéances contractuelles lorsqu'elle évalue les actifs liquides ou les flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, pour les titres ayant une échéance déterminée, la capacité de générer des liquidités au moyen de ces titres et le délai connexe sont des facteurs plus importants que l'échéance contractuelle au regard de la gestion des liquidités. Pour les autres actifs et dépôts, la Banque pose des hypothèses quant aux taux de refinancement lorsqu'elle évalue le risque de liquidité normal et le risque de liquidité ayant subi une simulation de crise. Dans un même ordre d'idées, la Banque a recours à des hypothèses lorsqu'elle évalue les prélèvements potentiels au titre des engagements de crédit selon divers scénarios.

Au 31 juillet 2017

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	50 658 \$	1 065 \$	428 \$	266 \$	247 \$	355 \$	459 \$	4 \$	11 889 \$	65 371 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	6 039	4 705	4 566	3 484	3 813	6 195	14 706	19 969	41 671	105 148
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	216	–	–	–	–	15	–	–	231
Titres pris en pension et titres empruntés	65 455	15 882	2 906	901	757	–	–	–	–	85 901
Instruments financiers dérivés	2 953	4 085	3 306	1 626	1 279	4 425	9 547	10 034	–	37 255
Titres de placement – disponibles à la vente	3 238	5 824	3 766	1 951	2 017	6 603	17 962	6 378	1 934	49 673
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	87	560	1 581	1 051	1 154	4 365	9 949	81	–	18 828
Prêts	27 414	22 186	27 129	28 206	31 005	76 296	205 186	28 585	52 552	498 559
Prêts hypothécaires à l'habitation	3 613	4 938	7 743	10 515	16 068	42 920	126 965	17 458	1 517 ¹⁾	231 737
Prêts personnels et sur cartes de crédit	4 054	2 239	3 113	2 885	2 975	11 122	20 523	5 241	50 015	102 167
Prêt aux entreprises et aux administrations publiques	19 747	15 009	16 273	14 806	11 962	22 254	57 698	5 886	5 310 ²⁾	168 945
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 290)	(4 290)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 643	1 891	162	94	20	–	–	–	–	11 810
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	33 556	33 556
Total des actifs	165 487 \$	56 414 \$	43 844 \$	37 579 \$	40 292 \$	98 239 \$	257 824 \$	65 051 \$	141 602 \$	906 332 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts	53 725 \$	49 735 \$	41 921 \$	35 855 \$	25 941 \$	46 935 \$	71 116 \$	16 290 \$	276 625 \$	618 143 \$
Particuliers	6 145	6 125	9 155	7 503	7 927	14 637	13 700	454	132 268	197 914
Autres que de particuliers	47 580	43 610	32 766	28 352	18 014	32 298	57 416	15 836	144 357	420 229
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	2	2	80	99	399	2 078	713	–	3 373
Acceptations	9 643	1 891	162	94	20	–	–	–	–	11 810
Obligations liées aux titres vendus à découvert	1 196	70	261	333	694	3 321	10 684	10 595	5 586	32 740
Instruments financiers dérivés	3 668	5 111	3 990	1 606	1 581	4 772	7 497	11 694	–	39 919
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	85 006	6 285	521	6	190	–	–	–	–	92 008
Débentures subordonnées	1 500	–	–	–	–	–	–	5 876	–	7 376
Autres passifs	1 126	760	398	338	786	1 138	2 568	4 123	31 808	43 045
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	57 918	57 918
Total des passifs et des capitaux propres	155 864 \$	63 854 \$	47 255 \$	38 312 \$	29 311 \$	56 565 \$	93 943 \$	49 291 \$	371 937 \$	906 332 \$
Engagements hors bilan										
Contrats de location simple	30 \$	60 \$	87 \$	83 \$	81 \$	305 \$	643 \$	579 \$	– \$	1 868 \$
Engagements de crédit ³⁾	2 082	10 797	12 469	12 091	20 656	20 732	91 005	8 028	–	177 860
Garanties financières ⁴⁾	–	–	–	–	–	–	–	–	33 798	33 798
Obligations d'impartition	17	34	51	50	51	92	80	–	1	376

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent le montant en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

Au 31 octobre 2016

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	37 703 \$	1 071 \$	320 \$	237 \$	1 198 \$	932 \$	537 \$	38 \$	12 750 \$	54 786 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	8 579	7 984	2 485	2 754	2 762	4 683	17 149	20 109	42 056	108 561
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	–	205	–	16	–	–	221
Titres pris en pension et titres empruntés	70 343	13 250	6 156	1 541	839	–	–	–	–	92 129
Instruments financiers dérivés	2 311	3 041	1 210	1 218	900	3 694	9 986	19 297	–	41 657
Titres de placement – disponibles à la vente	1 933	4 088	3 265	2 641	1 301	5 666	23 587	5 945	2 083	50 509
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	207	439	1 162	522	1 003	4 347	14 434	296	–	22 410
Prêts	23 431	24 057	26 091	25 375	26 331	81 473	190 391	31 851	51 164	480 164
Prêts hypothécaires à l'habitation	3 382	5 485	8 771	12 693	10 796	48 038	112 675	19 265	1 783 ¹⁾	222 888
Prêts personnels et sur cartes de crédit	2 790	2 484	2 902	3 154	2 777	10 277	20 914	5 813	48 391	99 502
Prêt aux entreprises et aux administrations publiques	17 259	16 088	14 418	9 528	12 758	23 158	56 802	6 773	5 616 ²⁾	162 400
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 626)	(4 626)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 899	1 816	248	9	6	–	–	–	–	11 978
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	33 851	33 851
Total des actifs	154 406 \$	55 746 \$	40 937 \$	34 297 \$	34 545 \$	100 795 \$	256 100 \$	77 536 \$	141 904 \$	896 266 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts	55 066 \$	59 091 \$	55 977 \$	24 792 \$	22 794 \$	50 504 \$	75 096 \$	13 125 \$	255 432 \$	611 877 \$
Particuliers	6 944	8 892	9 131	7 392	6 501	15 206	16 317	549	128 370	199 302
Autres que de particuliers	48 122	50 199	46 846	17 400	16 293	35 298	58 779	12 576	127 062	412 575
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	4	–	–	3	110	1 038	304	–	1 459
Acceptations	9 899	1 816	248	9	6	–	–	–	–	11 978
Obligations liées aux titres vendus à découvert	80	200	388	897	22	2 755	4 544	9 039	5 387	23 312
Instruments financiers dérivés	1 711	2 237	1 399	1 399	1 035	4 267	10 473	19 866	–	42 387
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	87 130	7 050	215	335	2 352	1	–	–	–	97 083
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 633	–	7 633
Autres passifs	568	819	591	316	550	1 434	2 432	4 094	31 912	42 716
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	57 821	57 821
Total des passifs et des capitaux propres	154 454 \$	71 217 \$	58 818 \$	27 748 \$	26 762 \$	59 071 \$	93 583 \$	54 061 \$	350 552 \$	896 266 \$
Engagements hors bilan										
Contrats de location simple	28 \$	60 \$	88 \$	85 \$	83 \$	291 \$	631 \$	536 \$	– \$	1 802 \$
Engagements de crédit ³⁾	5 081	5 170	12 498	15 381	20 870	15 723	93 842	5 680	–	174 245
Garanties financières ⁴⁾	–	–	–	–	–	–	–	–	35 297	35 297
Obligations d'impartition	17	35	50	49	49	197	114	–	1	512

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent le montant en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

Notations de crédit

Les notations de crédit sont l'un des facteurs qui ont une incidence sur la capacité de la Banque d'accéder aux marchés financiers et sur les coûts d'emprunt, ainsi que sur les modalités selon lesquelles la Banque peut conclure des opérations sur des instruments dérivés ou des opérations de couverture et obtenir des emprunts connexes. Les notations de crédit et la perspective qu'attribuent les agences de notation à la Banque sont fondées sur leurs propres opinions et méthodes.

Le 10 mai 2017, Moody's a revu à la baisse les notations à long terme de toutes les banques canadiennes, se disant préoccupée par l'accroissement de la dette dans le secteur privé, qui pourrait accroître la probabilité d'une baisse de la qualité des actifs dans l'avenir. Moody's a abaissé d'un cran, soit de Aa3 à A1, les notations à long terme de la Banque, tout en maintenant la notation de P-1 accordée à ses dépôts à court terme.

La Banque bénéficie toujours de notations de crédit élevées. Ses notations de crédit sont les suivantes : AA par DBRS, A1 par Moody's, AA- par Fitch et A+ par Standard & Poor's (S&P). Fitch et S&P attribuent une perspective « stable » à la Banque, alors que DBRS et Moody's maintiennent leur perspective « négative » à l'égard de toutes les banques canadiennes, citant l'incertitude entourant le projet de régime de recapitalisation interne des créances non garanties de premier rang mis de l'avant par le gouvernement fédéral, afin de refléter la probabilité accrue que ces créances donnent lieu à des pertes dans le cas improbable d'un scénario de crise.

Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément au cadre de gestion du capital présenté aux pages 31 à 42 du rapport annuel 2016 de la Banque.

Exigences de fonds propres réglementaires aux termes de Bâle III

Nous suivons l'évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires et nous nous préparons en conséquence afin d'assurer notre conformité avec celles-ci. Il n'y a eu aucune nouvelle exigence du BSIF au cours du trimestre à l'étude.

Ratios de fonds propres

Les diverses mesures des fonds propres réglementaires de la Banque se composaient de ce qui suit :

	Aux		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016
(en millions de dollars)	Adoption tout compris	Adoption tout compris	Adoption tout compris
Actions ordinaires et assimilées de T1	41 369 \$	42 474 \$	39 989 \$
Fonds propres de T1	45 913	47 048	45 066
Fonds propres réglementaires totaux	53 929	55 310	53 330
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 ¹⁾²⁾	365 411 \$	374 876 \$	364 048 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 ¹⁾²⁾	365 411	375 148	364 504
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres ¹⁾²⁾	365 411	375 366	364 894
Ratios de fonds propres (en %)			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,3	11,3	11,0
Ratio de T1	12,6	12,5	12,4
Ratio total des fonds propres	14,8	14,7	14,6
Levier			
Exposition du ratio de levier	1 032 443 \$	1 061 939 \$	1 010 987 \$
Ratio de levier (en %)	4,4	4,4	4,5

- 1) Les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio des fonds propres de T1 et le ratio total des fonds propres, respectivement, aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit s'établissaient à 0,72, à 0,77 et à 0,81, respectivement, en 2017 (0,64, 0,71 et 0,77, respectivement, au 31 octobre 2016).
- 2) Depuis l'introduction de Bâle II en 2008, le BSIF a prescrit un niveau plancher de fonds propres fixé à l'intention des institutions qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes aux fins du traitement du risque de crédit. La majoration liée au niveau plancher de fonds propres aux termes de Bâle I est déterminée par comparaison d'une exigence de fonds propres calculée conformément à Bâle I avec le calcul effectué conformément à Bâle III, comme le prévoient les exigences du BSIF. Toute insuffisance de l'exigence de fonds propres aux termes de Bâle III par rapport au niveau plancher de fonds propres aux termes de Bâle I est ajoutée aux actifs pondérés en fonction des risques. Au 31 juillet 2017, la majoration liée au niveau plancher de fonds propres aux termes de Bâle I ajoutée aux actions ordinaires et assimilées de T1, aux fonds propres de T1 et au total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques s'établissait respectivement à 5,6 milliards de dollars, à 5,3 milliards de dollars et à 5,1 milliards de dollars.

Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'est encore une fois établi à 11,3 % pour le trimestre, la forte autogénération de capital ayant été neutralisée par la croissance des actifs pondérés en fonction des risques, compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. En outre, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres de la Banque ont légèrement augmenté pour atteindre 12,6 % et 14,8 %, respectivement.

Au 31 juillet 2017, le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1, le ratio total des fonds propres et le ratio de levier aux termes des dispositions d'adoption tout compris de Bâle III dépassaient amplement les exigences minimales.

Variation des fonds propres réglementaires

Au 31 juillet 2017, les actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissaient à 41,4 milliards de dollars, en baisse de quelque 1,1 milliard de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la diminution du cumul des autres éléments du résultat global de 2,6 milliards de dollars et par les rachats d'actions ordinaires de 0,3 milliard de dollars, déduction faite des émissions d'actions, effectués par la Banque au cours du trimestre, facteurs annulés en partie par l'autogénération de capital de 1,1 milliard de dollars et par la baisse de 0,8 milliard de dollars des déductions de fonds propres.

Actifs pondérés en fonction des risques

Les actifs pondérés en fonction des risques au titre des actions ordinaires et assimilées de T1 ont diminué de 9,5 milliards de dollars ou de 2,5 % au cours du trimestre pour s'établir à 365,4 milliards de dollars, essentiellement du fait de l'affermissement du dollar canadien, neutralisé en partie par la croissance interne des actifs pondérés en fonction des risques au titre des prêts personnels et aux entreprises. En outre, les avantages découlant des réductions des actifs pondérés en fonction des risques du fait des changements apportés aux modèles et aux paramètres au cours du trimestre ont été entièrement annulés par les actifs pondérés en fonction des risques additionnels attribuables au niveau plancher de fonds propres réglementaire aux termes de Bâle I.

Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 mai 2017, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2017 ») aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre de 2017 prendront fin à la plus rapprochée des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre; ii) lorsque la Banque fournira un avis de résiliation; ou iii) le 1^{er} juin 2018. La Banque avisera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, la Banque a racheté et annulé 4 millions d'actions ordinaires au prix moyen pondéré d'environ 74,83 \$ l'action dans le cadre de l'offre.

Le 31 mai 2016, la Banque a annoncé que le BSIF et la TSX avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2016 »), aux termes de laquelle elle pouvait racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de ses actions ordinaires. L'offre de 2016 a pris fin le 1^{er} juin 2017. Le 4 janvier 2017 et le 17 mars 2017, la TSX a approuvé des modifications à l'offre de 2016, permettant notamment à la Banque d'acheter des actions ordinaires aux termes d'un accord privé ou d'un programme de rachat d'actions particulier, respectivement. La Banque a racheté et annulé 10 millions d'actions ordinaires au prix moyen pondéré d'environ 71,00 \$ l'action dans le cadre de l'offre de 2016.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, la Banque a racheté et annulé 14 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 72,09 \$ l'action dans le cadre de ses offres de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant total de 1 009 millions de dollars. Sept millions d'actions ordinaires ont été rachetées aux termes d'accords privés et 5,5 millions d'actions ordinaires, aux termes d'un programme de rachat d'actions particulier. Dans les deux cas, ces achats ont été négociés avec des vendeurs tiers sans lien de dépendance et les actions ont été achetées à escompte par rapport au cours de l'action ordinaire de la Banque à la TSX en vigueur à la date de rachat.

Dividende sur les actions ordinaires

Lors de sa réunion du 28 août 2017, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,79 \$ par action. Ce dividende trimestriel sera versé le 27 octobre 2017 aux actionnaires inscrits le 3 octobre 2017.

Instruments financiers

En raison de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent une part importante de l'état de la situation financière de la Banque et ils font partie intégrante de ses activités. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures du risque sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque », à la page 17. Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont décrites à la page 153 du rapport annuel 2016 de la Banque.

La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données servant à l'évaluation lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation appropriés. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements peut avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers qui sont comptabilisés. Pendant le trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont, en règle générale, découlé d'une conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Bon nombre d'instruments financiers sont des produits négociés comme les dérivés, et ils le sont généralement aux termes d'accords généraux de compensation standards de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») avec les contreparties, lesquels prévoient le règlement net unique de l'ensemble des opérations couvertes par l'accord en cas de défaut ou de résiliation anticipée d'une opération. Les accords de l'ISDA sont fréquemment assortis d'une annexe sur le soutien du crédit (« ASC ») de l'ISDA, dont les modalités peuvent varier en fonction de l'opinion qu'a chaque partie de la solvabilité de l'autre. Les ASC peuvent exiger qu'une partie nantisse une marge initiale au début de chaque opération. Elles prévoient aussi la possibilité de faire un appel de marge de variation si le risque total lié à l'évaluation à la valeur de marché et non garanti dépasse un seuil préétabli. Une marge de variation peut être unilatérale (ce qui signifie que seule une partie est appelée à fournir une garantie) ou bilatérale (ce qui signifie que l'une ou l'autre des parties peut fournir une garantie, selon celle qui est dans le cours). L'ASC détaillera également les types de garanties que chaque partie juge acceptables et les quotités qui s'appliqueront à chaque type de garanties. Les modalités de l'accord général de compensation de l'ISDA et des ASC sont prises en compte dans le calcul du risque de crédit de contrepartie (se reporter également à la page 73 du rapport annuel 2016 de la Banque).

Au 31 juillet 2017, les montants notionnels des instruments dérivés totalisaient 4 244 milliards de dollars, contre 4 059 milliards de dollars au 30 avril 2017 et 3 895 milliards de dollars au 31 octobre 2016. La variation trimestrielle traduit en grande partie la hausse du volume de contrats de taux d'intérêt, neutralisée en partie par l'incidence de la conversion des devises. Le montant notionnel total des dérivés négociés de gré à gré s'établissait à 3 996 milliards de dollars (3 768 milliards de dollars au 30 avril 2017; 3 666 milliards de dollars au 31 octobre 2016), dont une tranche de 2 496 milliards de dollars avait été réglée par l'intermédiaire de contreparties centrales au 31 juillet 2017 (2 185 milliards de dollars au 30 avril 2017; 2 110 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Le risque de crédit équivalent, compte tenu des accords généraux de compensation, se chiffrait à 32,5 milliards de dollars, contre 37,1 milliards de dollars au 30 avril 2017. La baisse est largement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à la diminution généralisée du volume.

Principaux instruments de crédit

Une analyse complète des principaux instruments de crédit que les marchés considéraient, durant la crise financière, comme présentant des risques plus élevés est présentée à la page 46 du rapport annuel 2016 de la Banque. Les expositions nettes de la Banque sont demeurées essentiellement les mêmes qu'à la clôture de l'exercice précédent.

Titrisations

En février 2017, la Banque a titrisé pour 1 129 millions de dollars de ses créances sur prêts automobiles canadiens au moyen de la Securitized Term Auto Receivables Trust 2017-1 (« START 2017-1 »), entité structurée consolidée que parraine la Banque. START 2017-1 a émis plusieurs séries de billets de catégorie A en faveur d'investisseurs tiers et des billets subordonnés en faveur de la Banque, et le produit de telles émissions a été affecté à l'acquisition d'un groupe choisi de créances sur prêts automobiles canadiens auprès de la Banque sur une base entièrement administrée. Comme la vente de ces groupes de créances n'était pas admissible à la décomptabilisation, les créances demeurent comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière. Le recours des porteurs de billets se limite aux créances titrisées. Les billets subordonnés de 69 millions de dollars émis par START 2017-1 et détenus par la Banque sont éliminés lors de la consolidation.

Arrangements ne figurant pas à l'état de la situation financière

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle consolide ou qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur sa performance financière ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent aux catégories suivantes : les entités structurées, les titrisations et les garanties et autres engagements.

Pendant le trimestre à l'étude, la Banque n'a contracté aucune obligation contractuelle importante avec les entités structurées autrement que dans le cours normal de ses activités. Les processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels sont demeurés inchangés depuis l'exercice précédent.

Pour une analyse complète de ces types d'arrangements, il y a lieu de se reporter aux pages 42 à 44 du rapport annuel 2016 de la Banque.

Entités structurées

La Banque parraine deux fonds multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces fonds multicédants achètent des actifs financiers de première qualité et financent l'achat de ces actifs au moyen de l'émission de papier commercial bénéficiant d'une cote élevée.

Bien que la Banque détienne le pouvoir sur les activités pertinentes de ces fonds, son exposition à la variabilité des rendements est limitée; par conséquent, elle ne consolide pas les deux fonds multicédants établis au Canada.

Une tranche importante des actifs des fonds multicédants a été structurée de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par les fonds multicédants est financé par une facilité de trésorerie de sûreté fournie par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs liquides (« CAAL »). L'objet premier des facilités de trésorerie de sûreté consiste à fournir une source de financement de rechange dans l'éventualité où les fonds multicédants se trouveraient dans l'incapacité d'émettre du papier commercial sur le marché. Aux termes de la CAAL, la Banque n'est habituellement pas tenue d'acheter des actifs en situation de défaut.

La principale exposition de la Banque aux fonds multicédants établis au Canada découle du concours de trésorerie fourni, le total des facilités de trésorerie s'étant établi à 5,3 milliards de dollars au 31 juillet 2017 (5,8 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Au 31 juillet 2017, le total du papier commercial en circulation relativement à ces fonds multicédants se chiffrait à 3,9 milliards de dollars (4,4 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Au 31 juillet 2017, les actifs financés achetés et détenus par ces fonds multicédants présentés à leur coût initial s'élevaient à 3,9 milliards de dollars (4,4 milliards de dollars au 31 octobre 2016). La juste valeur de ces actifs se rapproche de leur coût initial. Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition ou le profil de risque de ces fonds multicédants depuis le 31 octobre 2016.

Autres arrangements ne figurant pas à l'état de la situation financière

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 3 % par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2016. La hausse s'explique par la croissance des volumes d'engagements non prélevés et par les engagements à l'égard des activités de prêts garantis. Les commissions tirées des garanties et des engagements de prêts inscrites sous forme de commissions de crédit sous « Revenus autres que d'intérêts – Services bancaires » se sont établies à 144 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2017, comparativement à 142 millions de dollars pour le trimestre précédent et à 146 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque continue de réagir aux faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale, comme les exigences en matière de fonds propres et de liquidités aux termes des normes mondiales établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« Bâle III »), les réformes des dérivés négociés hors Bourse, les mesures de protection des consommateurs et les réformes financières ciblées. La Banque continue de surveiller activement l'évolution de ces sujets et d'autres questions, et elle s'efforce de minimiser leur incidence sur ses activités, s'il en est.

Régime de recapitalisation des banques – Projet de mesures de recapitalisation interne

Le 22 juin 2016, le gouvernement a promulgué une loi modifiant la *Loi sur les banques* du Canada (la « Loi sur les banques »), la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC ») et certaines autres lois fédérales régissant les banques de manière à mettre en place un régime de capitalisation interne visant les banques d'importance systémique intérieure canadiennes, y compris la Banque. Le 17 juin 2017, le gouvernement du Canada a publié pour consultation un projet de lignes directrices aux termes de la Loi sur la SADC et de la Loi sur les banques, lequel énonce les derniers détails des régimes de conversion, d'émission et d'indemnisation visant les instruments de recapitalisation interne émis par les banques d'importance systémique intérieure canadiennes, y compris la Banque (collectivement, les « mesures de recapitalisation interne »). Aux termes de la Loi sur la SADC, si le BSIF détermine que la Banque est devenue non viable ou est sur le point de le devenir, le gouverneur en conseil peut, si le ministre des Finances juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner à la SADC de convertir la totalité ou une partie de certaines actions et de certains passifs de la Banque en actions ordinaires de cette dernière (une « conversion aux fins de recapitalisation interne »).

Les mesures de recapitalisation interne précisent quels types d'actions et de passifs seront visés par la conversion aux fins de recapitalisation interne. En règle générale, les titres de créance de premier rang (y compris les options explicites ou incorporées) d'une durée initiale ou modifiée de plus de 400 jours, qui ne sont pas garantis ou ne le sont qu'en partie et qui portent un numéro d'immatriculation des valeurs mobilières (CUSIP), un numéro international d'identification des valeurs mobilières (ISIN) ou une désignation semblable seront visés par la conversion aux fins de recapitalisation interne. Les actions qui ne sont pas des actions ordinaires et les dettes subordonnées seront également visées par la conversion aux fins de recapitalisation interne, sauf s'il s'agit de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité. Indépendamment de ce qui précède, si le projet de mesures de recapitalisation interne entre en vigueur sous sa forme actuelle, les actions et les passifs émis avant la date d'entrée en vigueur des mesures ne seront pas visés par la conversion aux fins de recapitalisation interne, sauf pour les passifs dont, à cette date ou après, les modalités sont modifiées pour en augmenter le capital ou en proroger l'échéance et dont la forme modifiée satisfait aux exigences d'admissibilité à la conversion aux fins de recapitalisation interne.

Le projet de règlement sur la conversion aux fins de recapitalisation interne des banques et le règlement sur la recapitalisation interne des banques (émission) prévoient que les mesures entreront en vigueur 180 jours après leur finalisation.

Réforme des dérivés négociés hors Bourse

Les organismes de réglementation internationaux étudient la pertinence d'adopter des exigences de fonds propres pour les courtiers en dérivés, et de nombreux territoires, dont le Canada, l'Europe et les États-Unis, ont adopté des exigences de marge pour les dérivés non compensés centralement. En mars 2015, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et l'Organisation internationale des commissions de valeurs ont publié un cadre établissant des normes minimales en matière d'exigences de marge pour les dérivés non compensés centralement à l'intention des entités financières et des entités non financières d'importance systémique (le « cadre du CBCB »). Le 29 février 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») a publié la version définitive de la ligne directrice E-22, mettant en œuvre le cadre du CBCB à l'intention des institutions financières fédérales. La ligne directrice entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016, la conformité devant être introduite progressivement sur une période de quatre ans, conformément au cadre du CBCB, et les exigences de marge sont conçues de manière à être coordonnées avec les règles sur les activités transfrontalières établies aux États-Unis, dans l'Union européenne et dans d'autres territoires pertinents. Les règles de marge exigent l'échange de marges de variation et de marges initiales, ces deux mesures étant conçues pour assurer la bonne exécution des opérations sur dérivés non compensés centralement entre entités visées. La Banque est assujettie aux règles de marge de variation depuis le 1^{er} mars 2017 et elle deviendra assujettie aux règles de marge initiale au plus tôt le 1^{er} septembre 2018 et au plus tard le 1^{er} septembre 2019. En février 2017, différents organismes de réglementation dont le conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve, la CFTC, les Autorités européennes de surveillance et le BSIF ont publié des directives concernant la mise en œuvre de leurs règles de marge de variation et ont souligné l'importance de leur entrée en vigueur en temps opportun, tout en reconnaissant les défis sur le plan de l'exploitation que représente la participation dans l'ensemble du marché, particulièrement dans le cas des relations de contrepartie moins importantes. Le 4 avril 2017, les ACVM ont publié une version préliminaire du *Règlement 93-101 sur la conduite commerciale en dérivés*. Le projet de règlement instaure un code de conduite commerciale à l'intention des courtiers et conseillers en dérivés qui réalisent des opérations hors bourse sur dérivés avec des parties à un dérivé. La Banque poursuit ses efforts dans le but de répondre à toutes les obligations imposées par les règles de marge de variation conformément aux directives reçues du BSIF et d'autres autorités de surveillance pertinentes.

Échange automatique de renseignements – Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »)

Dans le cadre de l'initiative de l'OCDE, bon nombre de pays se sont engagés à échanger automatiquement des renseignements ayant trait aux comptes détenus par des personnes dont la résidence fiscale se trouve dans un pays signataire par l'entremise d'une norme commune de déclaration. Au Canada, les engagements d'échange automatique de renseignements avec les pays signataires, sauf les États-Unis, ont été appliqués conformément à la norme commune de déclaration, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017 au Canada. La Banque respectera toutes les obligations aux termes de la norme commune de déclaration conformément aux réglementations au Canada et dans tous les territoires applicables où elle exerce des activités.

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et dans l'Union européenne

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a tenu un référendum visant à décider de son appartenance à l'Union européenne, vote qui s'est soldé par la décision de quitter celle-ci. Un avis officiel signifiant l'intention du gouvernement du Royaume-Uni de procéder au retrait a été fourni au Conseil européen le 29 mars 2017, ce qui a déclenché une période de négociation de deux ans durant laquelle les modalités de retrait du Royaume-Uni seront déterminées. Jusqu'à la fin de ces négociations ou jusqu'à l'échéance de la période de négociations, le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne, soumis à toutes ses lois. L'avenir du Royaume-Uni et de sa relation avec l'Union européenne est entaché d'incertitudes. Tant que les modalités et le calendrier de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ne sont pas déterminés, il est difficile de déterminer son incidence à long terme potentielle sur la Banque. Le départ du Royaume-Uni pourrait donner lieu à des changements considérables aux lois, ce qui pourrait se répercuter sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque et nuire au coût du financement de la Banque en Europe. La Banque continue de suivre l'évolution de la situation afin de se préparer aux changements qui pourraient se répercuter sur ses activités au Royaume-Uni et ailleurs en Europe.

La directive MiFID II et le règlement MiFIR sur les marchés d'instruments financiers entrent en vigueur en janvier 2018 et ils auront une incidence importante sur le plan des technologies et des procédures en ce qui a trait à certaines de nos activités dans l'Union européenne, puisqu'ils ont trait à des changements à la transparence antérieure et postérieure aux opérations, à la structure du marché, à la négociation algorithmique et aux règles de conduite des activités. Contrairement au régime MiFID en vigueur à l'heure actuelle, qui s'applique uniquement aux titres de participation, la directive MiFID II et le règlement MiFIR s'appliqueront également aux instruments à revenu fixe et aux instruments s'apparentant à des titres de participation.

Faits nouveaux en matière de réglementation sur la liquidité

Le ratio structurel de liquidité à long terme, qui vise à réduire le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles financent leurs activités au moyen de sources de financement stables suffisantes, devrait devenir une norme minimale du cadre de liquidité du BSIF. Le BSIF a prorogé le délai de mise en œuvre jusqu'en janvier 2019.

Méthodes comptables et contrôles

Méthodes et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées aux fins des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 de la Banque. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements sur ses principales méthodes comptables.

Prises de position futures en comptabilité

Aucune mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité par rapport à celles présentées à la note 4 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans le rapport annuel 2016, outre la publication de l'IFRS 17.

IFRS 17, *Contrats d'assurance*

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui établit un cadre d'évaluation et de présentation exhaustif et fondé sur des principes s'appliquant à tous les contrats d'assurance. La nouvelle norme remplacera l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et exigera que les contrats d'assurance soient évalués au moyen des flux de trésorerie nécessaires à l'exécution actualisés et que les produits soient comptabilisés à mesure les services seront rendus sur la période de couverture. Pour la Banque, la norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2021. La Banque évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette nouvelle norme.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En mars 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« CBCB ») a publié le document intitulé *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif consolidé et renforcé*, qui fait suite au document intitulé *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – version révisée* qu'avait publié le CBCB en janvier 2015.

En mars 2017, le CBCB a également publié sa norme à l'égard de l'approche intermédiaire et des dispositions transitoires relatives au traitement réglementaire des provisions comptables. Dans cette norme, le CBCB confirme qu'il maintient le traitement actuel à l'égard des provisions selon l'approche standard et l'approche avancée fondée sur les notations internes durant une période intermédiaire. De plus, le CBCB permet aux autorités locales de choisir si elles appliquent une disposition transitoire à l'égard de l'incidence de l'IFRS 9 sur les fonds propres réglementaires. Le BSIF a publié une ébauche de sa ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres aux fins de consultation, qui prendront effet le 1^{er} novembre 2017. La Banque et d'autres représentants du secteur prépareront une réponse aux modifications proposées par le BSIF.

En avril 2017, le BSIF a publié une ligne directrice indiquant que toutes les banques d'importance systémique nationale devaient mettre en place les *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – version révisée* au cours de la période qui sera close le 31 octobre 2018. La Banque attend la ligne directrice portant sur la mise en place des *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif consolidé et renforcé*.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Aucune modification n'a été apportée aux procédures et aux politiques que la Banque applique à l'égard des transactions avec des parties liées par rapport à celles qui sont présentées dans le rapport annuel 2016 de la Banque. Toutes les transactions avec des parties liées ont lieu à des modalités et conditions du marché.

Perspectives économiques

On constate un renforcement et une diversification des sources de croissance mondiale, tant à l'intérieur des pays que dans des régions entières. Cette situation entraîne une réévaluation des perspectives en matière de politique monétaire dans bon nombre de pays, de même qu'une évolution du ton et du comportement de plusieurs grandes banques centrales qui se préparent à emboîter le pas à la Réserve fédérale des États-Unis et à amorcer le retrait des mesures de relance exceptionnelles. Pour la première fois en près de sept ans, la Banque du Canada a haussé son taux à un jour en juillet 2017, et la Banque centrale européenne (la « BCE ») suivra vraisemblablement son exemple et resserrera sa politique monétaire. La Réserve fédérale devrait annoncer en septembre un changement dans sa politique de gestion bilancielle de manière à resserrer de nouveau les conditions. Bien que la volatilité puisse évidemment s'intensifier lorsque les marchés prendront toute la mesure de la baisse du soutien des banques centrales, ce changement de position par les banquiers centraux est en fait une très bonne nouvelle, qui montre que la reprise économique est enfin autosuffisante et qu'elle est beaucoup moins tributaire de mesures politiques exceptionnelles.

Les autres menaces aux perspectives sont mitigées. Il semble maintenant clair que les États-Unis tenteront de moderniser l'ALÉNA plutôt que de le remplacer. Les États-Unis envisagent toutefois d'entreprendre d'autres mesures qui pourraient provoquer des guerres commerciales. Quant à eux, les risques économiques sont en baisse, la croissance dépendant moins des ménages et des politiques accommodantes du fait de la nature de plus en plus inclusive de l'activité dans la plupart des économies avancées.

Au Canada, la croissance du PIB se dirige maintenant vers un taux de 2,9 % pour 2017, soit près du double du potentiel estimé par la Banque du Canada. Si ces prévisions se concrétisent, il s'agira du taux de croissance annuelle le plus élevé depuis celui de 3,1 % enregistré en 2011 et fera du Canada l'un des pays affichant la croissance la plus rapide dans le monde industrialisé. Une partie de cette demande sera vraisemblablement tirée des périodes futures, et nous anticipons que la croissance sera ramenée à 1,9 % l'an prochain.

Alors que l'économie américaine entame la huitième année de la troisième plus longue expansion de son histoire, les bases d'une solide croissance demeurent en place, quoique la capacité excédentaire s'amenuise rapidement. Aucune réforme fiscale importante ou hausse des dépenses en infrastructure ne sont attendues au cours des 18 prochains mois, mais un éventail de risques importants pour l'économie américaine se sont toutefois atténués. En effet, le dollar américain s'est affaibli, les rendements obligataires sont inférieurs aux attentes, le contexte économique s'est considérablement assoupli, les prix du pétrole n'atteignent pas les niveaux prévus et les risques liés à la politique commerciale semblent s'être repliés, ce qui signifie que le frein attendu sur les investissements ne s'est pas entièrement concrétisé.

En Amérique latine, bien que l'on s'attende à une meilleure croissance économique l'an prochain, la performance économique devrait se ressentir de l'incertitude politique entourant les élections présidentielles imminentes au Mexique, au Chili, en Colombie et au Pérou, qui pèseront vraisemblablement sur la croissance, alors qu'au Brésil, le soutien des investisseurs sera étroitement lié au sort du programme de réformes du gouvernement en place.

Dans la zone euro, les indicateurs ressortant d'enquêtes sont extrêmement favorables et laissent entrevoir l'accélération continue du rythme de croissance du PIB tout au long de 2017, lequel devrait afficher une croissance moyenne annuelle de 2,2 %, soit deux fois la croissance de la production potentielle. En revanche, les perspectives au Royaume-Uni se sont assombries depuis le début de l'année, et la croissance devrait être de plus en plus turbulente à mesure que l'année 2017 avancera.

En Chine, le gouvernement maintiendra vraisemblablement ses injections considérables de capitaux de manière à assurer une trajectoire de croissance économique conforme à la cible officielle pour 2017, qui est « d'environ 6,5 % ». Nous anticipons une croissance de 6,7 % cette année et de 6,3 % en 2018.

Données sur les actions

	Montant (en millions de dollars)	Dividendes déclarés par action ¹⁾	Nombre de titres en circulation (en milliers)	Caractéristique de conversion
Au 31 juillet 2017				
Actions ordinaires²⁾	15 583 \$	0,79 \$	1 198 209	s.o.
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de série 18 ^{3),4)}	187	0,209375	7 498	Série 19
Actions privilégiées de série 19 ^{3),4)}	158	0,161625	6 302	Série 18
Actions privilégiées de série 20 ^{3),4)}	201	0,225625	8 039	Série 21
Actions privilégiées de série 21 ^{3),4)}	149	0,139750	5 961	Série 20
Actions privilégiées de série 22 ^{3),4)}	234	0,239375	9 377	Série 23
Actions privilégiées de série 23 ^{3),4)}	66	0,151000	2 623	Série 22
Actions privilégiées de série 30 ^{3),4)}	154	0,113750	6 143	Série 31
Actions privilégiées de série 31 ^{3),4)}	111	0,096000	4 457	Série 30
Actions privilégiées de série 32 ^{3),4)}	279	0,128938	11 162	Série 33
Actions privilégiées de série 33 ^{3),4)}	130	0,118214	5 184	Série 32
Actions privilégiées de série 34 ^{3),4),5)}	350	0,343750	14 000	Série 35
Actions privilégiées de série 36 ^{3),4),5)}	500	0,343750	20 000	Série 37
Actions privilégiées de série 38 ^{3),4),5)}	500	0,303125	20 000	Série 39
Titres fiduciaires				
Titres fiduciaires – Série 2006-1 émis par la Fiducie de Capital Banque Scotia ^{6 a,c,d)}	750 \$	28,25	5,650	750
Titres fiduciaires de catégorie 1 – Série 2009-1 émis par la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia ^{6 b,c,d)}	650	39,01	7,802	650
Débiteures subordonnées FPUNV				
Débiteures subordonnées échéant en mars 2027			1 250 \$	2,58
Débiteures subordonnées échéant en décembre 2025			750	3,37
Débiteures subordonnées échéant en décembre 2025			1 250 \$ US	4,50
Options				
Options en circulation attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires ^{2),7)}				16 610

- 1) Dividendes déclarés en date du 29 août 2017.
- 2) Les dividendes sur les actions ordinaires sont versés sur une base trimestrielle, lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant. Au 18 août 2017, le nombre d'actions ordinaires et d'options en circulation se chiffrait respectivement à 1 198 259 milliers et à 16 546 milliers. Lors de sa réunion du 28 août 2017, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,79 \$ par action payable le 27 octobre 2017 aux actionnaires inscrits le 3 octobre 2017.
- 3) Ces actions privilégiées donnent droit à un dividende trimestriel en trésorerie privilégié non cumulatif. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- 4) Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion, sous réserve de certaines conditions. Les porteurs qui ont converti leurs actions ont la possibilité de reconverter leurs actions en actions privilégiées d'origine, sous réserve de certaines conditions à des dates de rachat ultérieures. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- 5) Ces actions privilégiées sont assorties des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant qu'instruments de fonds propres réglementaires de T1 conformément à Bâle III. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque et aux notes ci-dessous pour obtenir de plus amples renseignements.
- 6a) Le 28 septembre 2006, la Fiducie de Capital Banque Scotia a émis 750 000 titres fiduciaires de la Banque Scotia de série 2006-1 (« TFB Scotia II de série 2006-1 »). Les TFB Scotia II de série 2006-1 donnent droit à une distribution semestrielle en trésorerie fixe et non cumulative de 28,25 \$ par titre. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, ces titres pouvaient être rachetés en totalité si certains changements sont apportés à l'impôt ou aux fonds propres réglementaires, ou en totalité ou en partie le 30 décembre 2011, ou à toute date de distribution par la suite, au gré de la Fiducie de Capital Banque Scotia. Les titres pourront être échangés en tout temps, au gré du porteur, contre des actions privilégiées de série S à dividende non cumulatif de la Banque. Les actions de série S donneront droit à un dividende semestriel en trésorerie de 0,4875 \$ par tranche d'action de 25,00 \$. Se reporter à la note 23 du rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements. Dans certaines circonstances décrites au paragraphe 6c) ci-dessous, les TFB Scotia II de série 2006-1 seraient échangés d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série T à dividende non cumulatif de la Banque. Les actions de série T donneront droit à un dividende semestriel en trésorerie non cumulatif de 0,625 \$ par tranche d'action de 25,00 \$. Si les TFB Scotia II de série 2006-1 sont échangés d'office contre des actions privilégiées de série T de la Banque, cette dernière deviendra le seul bénéficiaire de la Fiducie.
- 6b) Le 7 mai 2009, la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia a émis 650 000 titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia de série 2009-1 (« TFB Scotia III de série 2009-1 »). Les intérêts sont payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre jusqu'au 30 juin 2019 et s'élèvent à 39,01 \$ par TFB Scotia III de série 2009-1. À compter du 30 juin 2019 et chaque cinquième anniversaire par la suite jusqu'au 30 juin 2104, le taux d'intérêt sur les TFB Scotia III de série 2009-1 sera rajusté à un taux d'intérêt annuel correspondant au rendement des obligations du Canada sur cinq ans à ce moment, majoré de 7,05 %. À compter du 30 juin 2014, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les TFB Scotia III de série 2009-1 pourront être rachetés en totalité ou en partie. Dans les circonstances décrites au paragraphe 6c) ci-dessous, les TFB Scotia III de série 2009-1, y compris l'intérêt couru et impayé sur ceux-ci, seraient échangés d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série R à dividende non cumulatif nouvellement émises de la Banque. En outre, dans certaines circonstances, les porteurs de TFB Scotia III de série 2009-1 pourraient être tenus d'investir l'intérêt payé sur ceux-ci dans une nouvelle série d'actions privilégiées à dividende non cumulatif émises par la Banque (chacune de ces séries est désignée par la Banque sous le nom « actions privilégiées dans un cas de report »). Si les actions TFB Scotia III de série 2009-1 sont échangés d'office contre des actions privilégiées de série R de la Banque, cette dernière deviendra le seul bénéficiaire de la Fiducie.
- 6c) Les TFB Scotia II de série 2006-1 et les TFB Scotia III de série 2009-1 peuvent être échangés d'office, sans le consentement de leurs porteurs, contre des actions privilégiées à dividende non cumulatif de la Banque lorsque : i) des procédures sont entamées en vue de la liquidation de la Banque; ii) le Surintendant prend le contrôle de la Banque ou de ses actifs; iii) le ratio de T1 de la Banque est inférieur à 5 % ou le ratio total des fonds propres est inférieur à 8 %; ou iv) le Surintendant ordonne à la Banque d'augmenter ses fonds propres ou de fournir des liquidités supplémentaires, et la Banque choisit de procéder à cet échange automatique ou la Banque ne se conforme pas à cette ordonnance.
- 6d) Aucune distribution en trésorerie ne sera versée sur les TFB Scotia II de série 2006-1 et les TFB Scotia III de série 2009-1 si la Banque ne déclare pas de dividendes réguliers sur ses actions privilégiées ou, si aucune action privilégiée n'est en circulation, sur ses actions ordinaires. Dans un tel cas, le montant net des fonds distribuables de la Fiducie sera payable à la Banque à titre de détenteur de la participation résiduelle dans la Fiducie. Si la Fiducie ne verse pas en totalité les distributions semestrielles sur les TFB Scotia II de série 2006-1 et les TFB Scotia III de série 2009-1, la Banque ne déclarera aucun dividende sur ses actions privilégiées ou ses actions ordinaires pour une période donnée. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque.
- 7) Comprend 9 152 options d'achat d'actions assorties de droits à l'appréciation des actions (« composante DAA »).

Les provisions relatives aux FPUNV exigent la conversion d'instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce publiquement que la Banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, ou que l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part de l'administration fédérale ou d'une administration provinciale ou d'une subdivision politique ou d'un agent de celle-ci, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la Banque non viable. Si une telle conversion devait avoir lieu, les actions privilégiées FPUNV de séries 34, 35, 36, 37, 38 et 39 en circulation seraient alors converties en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique correspondant à 100 % multiplié par la valeur de l'action de 25,00 \$, majoré des dividendes déclarés et impayés, divisé par le prix de conversion. Les débetures subordonnées FPUNV échéant le 30 mars 2027, le 8 décembre 2025 et le 16 décembre 2025 seraient alors converties en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique correspondant à 150 % de la valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés, divisée par le prix de conversion. Le prix de conversion correspond i) au prix plancher de 5,00 \$ ou, s'il y a lieu, l'équivalent en dollars américains de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements à la survenance de certains événements décrits dans les suppléments de prospectus respectifs) ou, s'il est supérieur, ii) au cours actuel des actions ordinaires de la Banque au moment de l'événement déclencheur (moyenne pondérée sur 10 jours). Selon l'hypothèse d'un prix plancher compte non tenu de l'incidence des intérêts courus et impayés (le cas échéant) et des dividendes déclarés mais non payés (le cas échéant), le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des débetures subordonnées et des actions privilégiées serait de 1 338 millions d'actions ordinaires.

On trouvera plus de renseignements sur les titres en circulation de la Banque, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 20, 23 et 25 des états financiers consolidés de la Banque figurant dans son rapport annuel 2016.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

TABLE DES MATIÈRES

36 États financiers consolidés intermédiaires résumés

41 Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

- 41 Note 1. Entité présentant l'information financière
- 41 Note 2. Base d'établissement
- 41 Note 3. Principales méthodes comptables
- 41 Note 4. Prises de position futures en comptabilité
- 42 Note 5. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières
- 42 Note 6. Titres de placement
- 43 Note 7. Décomptabilisation d'actifs financiers
- 44 Note 8. Prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances
- 47 Note 9. Participations dans des sociétés associées

- 48 Note 10. Dépôts
- 48 Note 11. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement
- 49 Note 12. Gestion du capital
- 49 Note 13. Paiements fondés sur des actions
- 49 Note 14. Avantages du personnel
- 50 Note 15. Secteurs d'exploitation
- 52 Note 16. Revenus autres que d'intérêts
- 52 Note 17. Résultat par action
- 52 Note 18. Instruments financiers
- 60 Note 19. Impôt sur le résultat
- 60 Note 20. Regroupements d'entreprises
- 60 Note 21. Événements postérieurs à la date de l'état consolidé de la situation financière

État consolidé de la situation financière

(non audité) (en millions de dollars)	Note	Aux		
		31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016
Actifs				
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	5	57 750 \$	50 877 \$	46 344 \$
Métaux précieux		7 621	8 534	8 442
Actifs détenus à des fins de transaction				
Titres		86 090	90 505	87 287
Prêts		16 965	18 895	19 421
Autres		2 093	2 431	1 853
		105 148	111 831	108 561
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net		231	251	221
Titres pris en pension et titres empruntés		85 901	101 643	92 129
Instruments financiers dérivés		37 255	37 641	41 657
Titres de placement	6	68 501	69 792	72 919
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation		231 737	228 313	222 888
Prêts personnels et sur cartes de crédit		102 167	101 291	99 502
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		168 945	171 242	162 400
		502 849	500 846	484 790
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	8b)	4 290	4 591	4 626
		498 559	496 255	480 164
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		11 810	10 378	11 978
Immobilisations corporelles		2 228	2 355	2 520
Participations dans des sociétés associées	9	4 382	4 523	4 299
Goodwill et autres immobilisations incorporelles		11 931	12 285	12 141
Actifs d'impôt différé		1 728	1 933	2 021
Autres actifs		13 287	13 348	12 870
		45 366	44 822	45 829
Total des actifs		906 332 \$	921 646 \$	896 266 \$
Passifs				
Dépôts				
Dépôts de particuliers	10	197 914 \$	202 004 \$	199 302 \$
Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques	10	377 883	379 015	372 303
Dépôts d'institutions financières	10	42 346	47 190	40 272
		618 143	628 209	611 877
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net		3 373	2 545	1 459
Autres				
Acceptations		11 810	10 378	11 978
Obligations relatives aux titres vendus à découvert		32 740	30 078	23 312
Instruments financiers dérivés		39 919	40 336	42 387
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés		92 008	95 664	97 083
Débitures subordonnées		7 376	7 621	7 633
Autres passifs		43 045	47 016	42 716
		226 898	231 093	225 109
Total des passifs		848 414	861 847	838 445
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires				
Actions ordinaires	11	15 584	15 614	15 513
Résultats non distribués		37 092	36 234	34 752
Cumul des autres éléments du résultat global		566	3 141	2 240
Autres réserves		123	126	152
		53 365	55 115	52 657
Actions privilégiées	11	3 019	3 019	3 594
Total des capitaux propres attribuables aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		56 384	58 134	56 251
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		1 534	1 665	1 570
Total des capitaux propres		57 918	59 799	57 821
Total des passifs et des capitaux propres		906 332 \$	921 646 \$	896 266 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

État consolidé du résultat net

	Note	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
		31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>						
Revenus						
Revenus d'intérêts						
Prêts		5 545 \$	5 300 \$	5 146 \$	16 091 \$	15 199 \$
Titres		350	357	333	1 040	903
Titres pris en pension et titres empruntés		70	72	35	197	112
Dépôts auprès d'autres institutions financières		153	105	106	352	295
		6 118	5 834	5 620	17 680	16 509
Charges d'intérêts						
Dépôts		2 005	1 851	1 750	5 705	5 007
Débitures subordonnées		59	58	57	175	175
Autres		221	197	211	596	688
		2 285	2 106	2 018	6 476	5 870
Revenus d'intérêts nets		3 833	3 728	3 602	11 204	10 639
Revenus autres que d'intérêts						
Services bancaires	16	982	943	918	2 898	2 712
Gestion de patrimoine	16	847	853	818	2 543	2 445
Commissions de placement et autres honoraires de services-conseils		150	140	202	433	424
Opérations de change à des fins autres que de transaction		131	148	131	421	404
Revenus provenant des activités de transaction		356	181	381	1 040	1 026
Profit net sur la vente de titres de placement		84	87	143	251	438
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées		113	98	97	310	297
Revenus d'assurance déduction faite des sinistres		163	151	153	476	453
Autres		235	252	195	767	761
		3 061	2 853	3 038	9 139	8 960
Total des revenus		6 894	6 581	6 640	20 343	19 599
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances		573	587	571	1 713	1 862
		6 321	5 994	6 069	18 630	17 737
Charges autres que d'intérêts						
Salaires et avantages du personnel		1 849	1 838	1 754	5 566	5 278
Locaux et technologie		618	603	548	1 815	1 638
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		191	188	173	566	501
Communications		104	112	106	329	331
Publicité et prospection		144	133	152	405	433
Honoraires		192	173	169	523	479
Taxe d'affaires et taxe sur le capital		107	107	96	325	306
Autres		467	447	507	1 433	1 924
		3 672	3 601	3 505	10 962	10 890
Bénéfice avant impôt sur le résultat		2 649	2 393	2 564	7 668	6 847
Charge d'impôt sur le résultat		546	332	605	1 495	1 490
Bénéfice net		2 103 \$	2 061 \$	1 959 \$	6 173 \$	5 357 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		58	64	62	183	179
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		2 045	1 997	1 897	5 990	5 178
Actionnaires privilégiés		29	32	37	100	99
Actionnaires ordinaires		2 016 \$	1 965 \$	1 860 \$	5 890 \$	5 079 \$
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)						
De base	17	1,68 \$	1,63 \$	1,55 \$	4,89 \$	4,22 \$
Dilué	17	1,66 \$	1,62 \$	1,54 \$	4,85 \$	4,20 \$
Dividendes versés par action ordinaire (en dollars)		0,76 \$	0,76 \$	0,72 \$	2,26 \$	2,14 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars)	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Bénéfice net	2 103 \$	2 061 \$	1 959 \$	6 173 \$	5 357 \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net					
Variation nette des profits (pertes) de change latents :					
Profits (pertes) de change latents, montant net	(4 011)	2 622	1 324	(2 966)	(562)
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	1 278	(932)	(475)	866	134
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) de change latents, montant net	(27)	18	10	(23)	(9)
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	336	(234)	(125)	229	36
	(3 042)	1 906	964	(2 306)	(455)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente :					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente, montant net	(238)	327	385	(300)	419
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net ¹⁾	119	(185)	(339)	256	(598)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente, montant net	(65)	84	101	(77)	114
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	35	(47)	(87)	66	(164)
	(89)	105	32	(33)	(129)
Variation nette des profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	294	1 608	360	991	272
Reclassement du montant net des (profits) pertes ²⁾	(72)	(1 687)	(252)	(1 007)	328
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	79	422	101	260	82
Reclassement du montant net des (profits) pertes	(22)	(442)	(72)	(266)	76
	165	(59)	79	(10)	442
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	16	20	(7)	37	23
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net					
Variation nette à la réévaluation de l'actif et du passif au titre des régimes d'avantages du personnel :					
Gains (pertes) actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	302	(456)	(528)	756	(1 162)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	80	(120)	(141)	204	(307)
	222	(336)	(387)	552	(855)
Variation nette de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur :					
Variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	(4)	(11)	(4)	(18)	(19)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(2)	(2)	(1)	(5)	(6)
	(2)	(9)	(3)	(13)	(13)
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	-	-	-	1	(10)
Autres éléments du résultat global	(2 730)	1 627	678	(1 772)	(997)
Résultat global	(627) \$	3 688 \$	2 637 \$	4 401 \$	4 360 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(97)	139	34	85	106
Résultat global attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	(530)	3 549	2 603	4 316	4 254
Actionnaires privilégiés	29	32	37	100	99
Actionnaires ordinaires	(559) \$	3 517 \$	2 566 \$	4 216 \$	4 155 \$

1) Comprend des montants ayant trait aux couvertures admissibles.

2) Les montants pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 comprennent le reclassement d'un montant de 22 \$ avant impôt dans le goodwill relativement aux couvertures de flux de trésorerie découlant des acquisitions.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars)	Cumul des autres éléments du résultat global										Participations de dominant pas le contrôle dans des filiales	Total
	Actions ordinaires	Résultats non distribués ¹⁾	Écarts de conversion	Titres disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Autres ²⁾	Autres réserves ³⁾	Total des actions ordinaires	Actions privilégiées	Total des actions ordinaires et privilégiées		
Solde au 1^{er} novembre 2016	15 513 \$	34 752 \$	3 055 \$	14 \$	264 \$	(1 093) \$	152 \$	52 657 \$	3 594 \$	56 251 \$	1 570 \$	57 821 \$
Bénéfice net	—	5 890	(2 201)	(38)	(11)	576	—	5 890	100	5 990	183	6 173
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	—	(1 674)	—	(1 674)	(98)	(1 772)
Total du résultat global	— \$	5 890 \$	(2 201) \$	(38) \$	(11) \$	576 \$	— \$	4 216 \$	100 \$	4 316 \$	85 \$	4 401 \$
Actions émises	252	—	—	—	—	—	(35)	217	—	217	—	217
Actions rachetées	(181)	(828)	—	—	—	—	—	(1 009)	(575)	(1 584)	—	(1 584)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	(2 721)	—	—	—	—	—	(2 721)	—	(2 721)	—	(2 721)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	—	(100)	(100)	—	(100)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(121)	(121)
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	6	6	—	6	—	6
Autres	—	(1)	—	—	—	—	—	(1)	—	(1)	—	(1)
Solde au 31 juillet 2017	15 584 \$	37 092 \$	854 \$	(24) \$	253 \$	(517) \$	123 \$	53 365 \$	3 019 \$	56 384 \$	1 534 \$	57 918 \$
Solde au 1^{er} novembre 2015	15 141 \$	31 316 \$	2 633 \$	194 \$	7 \$	(379) \$	173 \$	49 085 \$	2 934 \$	52 019 \$	1 460 \$	53 479 \$
Bénéfice net	—	5 079	—	—	—	—	—	5 079	99	5 178	179	5 357
Autres éléments du résultat global	—	—	(380)	(131)	442	(855)	—	(924)	—	(924)	(73)	(997)
Total du résultat global	— \$	5 079 \$	(380) \$	(131) \$	442 \$	(855) \$	— \$	4 155 \$	99 \$	4 254 \$	106 \$	4 360 \$
Actions émises	192	—	—	—	—	—	(14)	178	850	1 028	—	1 028
Actions rachetées	(19)	(61)	—	—	—	—	—	(80)	(690)	(770)	—	(770)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	(2 575)	—	—	—	—	—	(2 575)	—	(2 575)	—	(2 575)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	—	(99)	(99)	—	(99)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(105)	(105)
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	7	7	—	7	—	7
Autres	—	(9)	—	—	—	—	—	(9)	—	(9)	(12) ⁴⁾	(21)
Solde au 31 juillet 2016	15 314 \$	33 750 \$	2 253 \$	63 \$	449 \$	(1 234) \$	166 \$	50 761 \$	3 094 \$	53 855 \$	1 449 \$	55 304 \$

1) Comprend des résultats non distribués de 58 \$ (62 \$ au 31 juillet 2016) liés à une société associée à l'étranger soumise à des restrictions réglementaires locales.

2) Comprend la quote-part des sociétés associées, les avantages du personnel et le risque de crédit propre à l'entité.

3) Représente des montants liés aux paiements fondés sur des actions (se reporter à la note 13).

4) Comprend les variations des participations ne donnant pas le contrôle découlant des regroupements d'entreprises et autres.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
<i>Rentrées (sorties) nettes de trésorerie</i>				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	2 103 \$	1 959 \$	6 173 \$	5 357 \$
Ajustements pour :				
Revenus d'intérêts nets	(3 833)	(3 602)	(11 204)	(10 639)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	191	173	566	501
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	573	571	1 713	1 862
Charges dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres	–	1	6	7
Profit net sur la vente de titres de placement	(84)	(143)	(251)	(438)
Profit net sur la sortie d'entreprises	–	–	–	(116)
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées	(113)	(97)	(310)	(297)
Charge d'impôt sur le résultat	546	605	1 495	1 490
Charge de restructuration	–	–	–	378
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :				
Actifs détenus à des fins de transaction	794	(1 054)	(406)	(6 214)
Titres pris en pension et titres empruntés	10 515	13 442	2 724	(6 602)
Prêts	(17 030)	(2 284)	(30 644)	(16 740)
Dépôts	15 847	12 527	27 630	33 211
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	3 968	(1 445)	10 065	1 479
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	2 551	(10 222)	(598)	19 021
Instruments financiers dérivés, montant net	1 181	(2 777)	3 233	(1 475)
Autres, montant net ¹⁾	(5 985)	(43)	(4 291)	(2 983)
Dividendes perçus	278	151	1 370	738
Intérêts perçus	6 149	5 547	17 571	15 619
Intérêts versés	(2 383)	(2 111)	(6 550)	(5 912)
Impôt sur le résultat payé	(648)	(642)	(1 617)	(1 518)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	14 620	10 556	16 675	26 729
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	(12 750)	(6 537)	(14 561)	4 788
Achat de titres de placement	(17 025)	(20 062)	(47 774)	(78 135)
Produit de la vente et de la venue à échéance de titres de placement	14 516	18 561	49 033	50 764
Acquisition/vente de filiales, de sociétés associées ou d'unités d'exploitation, déduction faite de la trésorerie acquise	–	–	–	(1 050)
Immobilisations corporelles déduction faite des sorties	10	(170)	190	(294)
Autres, montant net	160	(269)	(98)	(125)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(15 089)	(8 477)	(13 210)	(24 052)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Produit tiré de l'émission de débentures subordonnées	–	–	–	2 465
Remboursement de débentures subordonnées	–	(16)	–	(1 035)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	21	120	252	192
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	–	–	850
Rachat d'actions privilégiées	–	(345)	(575)	(690)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(299)	–	(1 009)	(80)
Dividendes versés en trésorerie	(940)	(904)	(2 821)	(2 674)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(34)	(24)	(121)	(105)
Autres, montant net ¹⁾	249	(568)	1 108	(730)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 003)	(1 737)	(3 166)	(1 807)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(475)	96	(296)	(139)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 947)	438	3	731
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période ²⁾	8 805	7 017	6 855	6 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période ²⁾	6 858 \$	7 455 \$	6 858 \$	7 455 \$

1) Certains montants comparatifs ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières (se reporter à la note 5).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

1. Entité présentant l'information financière

La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque ») est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi sur les banques* »). La Banque est une banque inscrite à l'annexe I de la *Loi sur les banques* et elle est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). La Banque est un fournisseur international de services financiers qui offre une vaste gamme de produits et de services, dont des services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés, ainsi que des services bancaires d'investissement. Le siège social de la Banque est situé au 1709 Hollis Street, Halifax (Nouvelle-Écosse), au Canada, et les bureaux de la direction sont situés au Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Banque ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB »), et aux exigences comptables du BSIF, selon l'article 308 de la *Loi sur les Banques*. L'article 308 stipule que, à moins d'indication contraire par le BSIF, les états financiers doivent être établis selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2016.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 a été autorisée par le conseil d'administration le 29 août 2017.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments significatifs ci-après, lesquels sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière :

- Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction
- Actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net
- Instruments financiers dérivés
- Titres de placement disponibles à la vente

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Banque. Sauf indication contraire, toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au million de dollars près.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations, établisse des jugements et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés ainsi que sur la valeur comptable des revenus et des charges de la période. Les estimations établies par la direction sont fondées sur l'expérience passée et sur d'autres hypothèses qui sont jugées raisonnables. Parmi les principaux domaines où la direction a porté des jugements difficiles, complexes ou subjectifs, souvent sur des enjeux foncièrement incertains, mentionnons le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers (y compris les dérivés), l'impôt sur le résultat des sociétés, les avantages du personnel, la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiables découlant des regroupements d'entreprises, la dépréciation de titres de placement, la dépréciation d'actifs non financiers, ainsi que la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers. Bien qu'il s'agisse des meilleures estimations et hypothèses de la direction, les résultats réels pourraient différer de celles-ci.

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les principales méthodes comptables de la Banque sont décrites à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel 2016.

4. Prises de position futures en comptabilité

Aucune autre mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité présentées à la note 4 afférente aux états financiers consolidés audités contenus dans le rapport annuel 2016 de la Banque, outre la publication de l'IFRS 17.

IFRS 17, *Contrats d'assurance*

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui établit un cadre d'évaluation et de présentation exhaustif et fondé sur des principes s'appliquant à tous les contrats d'assurance. La nouvelle norme remplacera l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et exigera que les contrats d'assurance soient évalués au moyen des flux de trésorerie nécessaires à l'exécution actualisés et que les produits soient comptabilisés à mesure que les services seront rendus sur la période de couverture. Pour la Banque, la norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2021. La Banque évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette nouvelle norme.

5. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières	6 858 \$	8 805 \$	6 855 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	50 892	42 072	39 489
Total	57 750 \$	50 877 \$	46 344 \$

Le montant des soldes que la Banque doit maintenir auprès des banques centrales, d'autres organismes de réglementation et de certaines contreparties totalisait 7 218 millions de dollars (8 390 millions de dollars au 30 avril 2017; 7 616 millions de dollars au 31 octobre 2016).

6. Titres de placement

Les titres de placement comprennent des titres disponibles à la vente de 49 673 millions de dollars (48 496 millions de dollars au 30 avril 2017; 50 509 millions de dollars au 31 octobre 2016) et des titres détenus jusqu'à leur échéance de 18 828 millions de dollars (21 296 millions de dollars au 30 avril 2017; 22 410 millions de dollars au 31 octobre 2016).

a) Les tableaux qui suivent présentent une analyse des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2017			
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	12 455 \$	82 \$	120 \$	12 417 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	4 517	13	30	4 500
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	6 158	1	68	6 091
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	18 817	51	25	18 843
Autres titres de créance	5 877	36	25	5 888
Actions privilégiées	402	2	100	304
Actions ordinaires	1 458	264	92	1 630
Total des titres disponibles à la vente	49 684 \$	449 \$	460 \$	49 673 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 30 avril 2017			
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	11 958 \$	176 \$	28 \$	12 106 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	4 122	22	13	4 131
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	6 146	–	75	6 071
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	17 976	48	33	17 991
Autres titres de créance	5 791	42	8	5 825
Actions privilégiées	408	1	116	293
Actions ordinaires	1 774	353	48	2 079
Total des titres disponibles à la vente	48 175 \$	642 \$	321 \$	48 496 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2016			
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 347 \$	280 \$	6 \$	13 621 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	3 469	33	10	3 492
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	10 050	53	26	10 077
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	15 490	62	21	15 531
Autres titres de créance	5 650	59	4	5 705
Actions privilégiées	414	10	160	264
Actions ordinaires	1 634	243	58	1 819
Total des titres disponibles à la vente	50 054 \$	740 \$	285 \$	50 509 \$

La perte nette latente sur les titres disponibles à la vente de 11 millions de dollars (profit de 321 millions de dollars au 30 avril 2017; profit de 455 millions de dollars au 31 octobre 2016) est portée à une perte nette latente de 18 millions de dollars (profit de 101 millions de dollars au 30 avril 2017; profit de 26 millions de dollars au 31 octobre 2016) si l'on tient compte de l'incidence des couvertures qualifiées. La perte nette latente sur les titres disponibles à la vente est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

b) Le tableau qui suit présente une analyse de la juste valeur et de la valeur comptable des titres détenus jusqu'à l'échéance :

<i>(en millions de dollars)</i>	Juste valeur aux			Valeur comptable aux		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne	5 596 \$	6 181 \$	6 207 \$	5 619 \$	6 186 \$	6 171 \$
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	3 869	4 715	4 672	3 858	4 700	4 616
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	2 790	3 115	2 901	2 798	3 131	2 898
Titres de créance de sociétés	6 561	7 299	8 787	6 553	7 279	8 725
Total des titres détenus jusqu'à l'échéance	18 816 \$	21 310 \$	22 567 \$	18 828 \$	21 296 \$	22 410 \$

7. Décomptabilisation d'actifs financiers

Titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation entièrement assurés, qu'ils soient montés par la Banque ou par des tiers, en créant des titres hypothécaires (des « TH ») aux termes du Programme des TH de la *Loi nationale sur l'habitation* (le « Programme des TH LNH ») cautionné par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (la « SCHL »). Les TH créés aux termes de ce programme sont vendus à la Fiducie du Canada pour l'habitation (la « FCH »), organisme gouvernemental, dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC »), ou encore à des tiers investisseurs. La FCH émet des titres en faveur de tiers investisseurs.

La vente de prêts hypothécaires dans le cadre du programme susmentionné ne satisfait pas aux exigences de décomptabilisation, la Banque conservant le risque de remboursement par anticipation et le risque de taux d'intérêt associés à ces prêts, lesquels risques constituent la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés.

Les prêts hypothécaires transférés demeurent pris en compte sous « Prêts hypothécaires à l'habitation » dans l'état consolidé de la situation financière. Le produit en trésorerie tiré du transfert est traité comme un emprunt garanti et est comptabilisé sous « Dépôts – Entreprises et administrations publiques » dans l'état consolidé de la situation financière.

La valeur comptable des actifs transférés qui ne réunissent pas les critères de décomptabilisation et des passifs connexes est présentée ci-après :

(en millions de dollars)	Aux		
	31 juillet 2017 ¹⁾	30 avril 2017 ¹⁾	31 octobre 2016 ¹⁾
Actifs			
Valeur comptable des prêts hypothécaires à l'habitation	17 573 \$	17 614 \$	17 570 \$
Autres actifs associés ²⁾	2 304	2 497	3 102
Passifs			
Valeur comptable des passifs connexes	19 217 \$	19 345 \$	19 836 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 20 038 \$ (19 772 \$ au 30 avril 2017; 20 776 \$ au 31 octobre 2016) et la juste valeur des passifs connexes, à 19 633 \$ (20 011 \$ au 30 avril 2017; 20 493 \$ au 31 octobre 2016), ce qui correspond à une position nette de 405 \$ [(239 \$) au 30 avril 2017; 283 \$ au 31 octobre 2016].

2) Ces montants comprennent les fonds détenus en fiducie ainsi que les actifs de placement autorisés par la FCH acquis aux termes du compte de réinvestissement du capital que la Banque doit maintenir afin de pouvoir participer aux programmes.

Titrisation de marges de crédit personnelles, de prêts sur cartes de crédit et de prêts automobiles

La Banque titrise une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles, cartes de crédit et prêts automobiles non garantis au moyen d'entités structurées consolidées. Ces créances demeurent prises en compte dans les « Prêts personnels et sur cartes de crédit » à l'état consolidé de la situation financière.

En février 2017, la Banque a titrisé pour 1 129 millions de dollars de ses créances sur prêts automobiles canadiens au moyen de la Securitized Term Auto Receivables Trust 2017-1 (« START 2017-1 »), entité structurée consolidée que parraine la Banque. Au 31 juillet 2017, des billets de catégorie A de START 2017-1 de 588 millions de dollars américains (734 millions de dollars canadiens) étaient en circulation et inclus dans les « Dépôts – Dépôts d'entreprises et administrations publiques » à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 juillet 2017, les actifs donnés en nantissement à l'égard de ces billets étaient des créances sur prêts automobiles canadiens libellées en dollars canadiens s'élevant à 907 millions de dollars.

Titres mis en pension et titres prêtés

La Banque conclut des transactions de mise en pension et de prêt de titres dans le cadre desquelles elle transfère des actifs en s'engageant à les racheter à une date ultérieure et conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété des actifs transférés. Les titres transférés demeurent inscrits à l'état consolidé de la situation financière avec les garanties en trésorerie reçues de la contrepartie, qui sont classées dans les passifs dépôts.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs transférés et des passifs connexes :

(en millions de dollars)	Aux		
	31 juillet 2017 ¹⁾	30 avril 2017 ¹⁾	31 octobre 2016 ¹⁾
Valeur comptable des titres liés à ce qui suit :			
Mises en pension ²⁾	82 433 \$	87 151 \$	87 402 \$
Prêts de titres	41 182	42 504	38 668
Total	123 615	129 655	126 070
Valeur comptable des passifs connexes ³⁾	92 008 \$	95 664 \$	97 033 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 123 615 \$ (129 655 \$ au 30 avril 2017; 126 070 \$ au 31 octobre 2016) et la juste valeur des passifs connexes, à 92 008 \$ (95 664 \$ au 30 avril 2017; 97 033 \$ au 31 octobre 2016), ce qui correspond à une position nette de 31 607 \$ (33 991 \$ au 30 avril 2017; 29 037 \$ au 31 octobre 2016).

2) Compte non tenu du surnantissement des actifs.

3) Les passifs relatifs aux ententes de prêts de titres ne comprennent que les montants liés aux garanties en trésorerie reçues. Dans la plupart des cas, les garanties sont obtenues sous forme de titres.

8. Prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances

a) Prêts douteux^{1),2),3)}

	Au 31 juillet 2017		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 430 \$	324 ⁴⁾ \$	1 106 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	1 606	1 591 ⁴⁾	15
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 877	725 ⁵⁾	1 152
Total	4 913 \$	2 640 \$	2 273 \$
Par secteurs géographiques			
Canada			334 \$
États-Unis			123
Mexique			102
Pérou			285
Chili			292
Colombie			195
Autres pays			942
Total			2 273 \$

	Aux					
	30 avril 2017			31 octobre 2016		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 528 \$	389 ⁴⁾ \$	1 139 \$	1 608 \$	458 ⁴⁾ \$	1 150 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	1 720	1 658 ⁴⁾	62	1 622	1 596 ⁴⁾	26
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 178	869 ⁵⁾	1 309	2 164	894 ⁵⁾	1 270
Total	5 426 \$	2 916 \$	2 510 \$	5 394 \$	2 948 \$	2 446 \$
Par secteurs géographiques						
Canada			385 \$			435 \$
États-Unis			162			163
Mexique			100			86
Pérou			297			263
Chili			297			262
Colombie			219			142
Autres pays			1 050			1 095
Total			2 510 \$			2 446 \$

- 1) Les revenus d'intérêts comptabilisés à l'égard des prêts douteux au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017 ont totalisé 5 \$ (5 \$ au 30 avril 2017; 4 \$ au 31 octobre 2016).
- 2) Des revenus d'intérêts supplémentaires d'environ 89 \$ auraient été comptabilisés si les prêts susmentionnés n'avaient pas été classés dans les prêts douteux (97 \$ au 30 avril 2017; 93 \$ au 31 octobre 2016).
- 3) Exclut les prêts acquis aux termes de la garantie de la Federal Deposit Insurance Corporation (la « FDIC ») relativement à l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico. Le montant total des prêts dont la garantie a expiré et qui sont considérés comme étant douteux totalisait 61 \$ (74 \$ au 30 avril 2017; 94 \$ au 31 octobre 2016).
- 4) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances en ce qui a trait aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux prêts personnels et sur cartes de crédit est évalué sur une base collective.
- 5) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances en ce qui a trait aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques est évalué individuellement.

b) Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

	Au 31 juillet 2017 et pour la période de neuf mois close à cette date					
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Radiations	Recouvrements	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde à la clôture de la période
<i>(en millions de dollars)</i>						
Individuel	894 \$	(413)\$	44 \$	245 \$	(45)\$	725 \$
Collectif	3 498	(1 995)	428	1 477	(55)	3 353
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	4 392	(2 408)	472	1 722	(100)	4 078
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC ¹⁾	234	(14)	17	(9)	(16)	212
Total des comptes de correction de valeur	4 626 \$	(2 422)\$	489 \$	1 713 \$	(116)\$	4 290 \$

	Au 30 avril 2017 et pour le semestre clos à cette date					
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Radiations	Recouvrements	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde à la clôture de la période
<i>(en millions de dollars)</i>						
Individuel	894 \$	(246)\$	37 \$	166 \$	18 \$	869 \$
Collectif	3 498	(1 340)	298	974	43	3 473
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	4 392	(1 586)	335	1 140	61	4 342
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC ¹⁾	234	(2)	12	–	5	249
Total des comptes de correction de valeur	4 626 \$	(1 588)\$	347 \$	1 140 \$	66 \$	4 591 \$

	Au 31 octobre 2016 et pour l'exercice clos à cette date					
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Radiations	Recouvrements	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde à la clôture de l'exercice
<i>(en millions de dollars)</i>						
Individuel	717 \$	(428)\$	40 \$	585 \$	(20)\$	894 \$
Collectif	3 260	(2 151)	542	1 827	20	3 498
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	3 977	(2 579)	582	2 412	–	4 392
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC ¹⁾	220	(9)	18	–	5	234
Total des comptes de correction de valeur	4 197 \$	(2 588)\$	600 \$	2 412 \$	5 \$	4 626 \$

Représenté par :

	31 juillet 2017	Aux	
		30 avril 2017	31 octobre 2016
<i>(en millions de dollars)</i>			
Compte de correction de valeur à l'égard des prêts douteux	2 640 \$	2 916 \$	2 948 \$
Compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs ²⁾	1 438	1 426	1 444
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	4 078	4 342	4 392
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC ¹⁾	212	249	234
	4 290 \$	4 591 \$	4 626 \$

1) Il s'agit du montant brut du compte de correction de valeur pour pertes sur créances, puisque le montant à recevoir de la FDIC est inscrit distinctement dans les autres actifs.

2) Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs est attribuable aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques de 606 \$ (632 \$ au 30 avril 2017; 662 \$ au 31 octobre 2016), la tranche restante étant répartie entre des prêts personnels et sur cartes de crédit de 740 \$ (703 \$ au 30 avril 2017; 662 \$ au 31 octobre 2016) et des prêts hypothécaires à l'habitation de 92 \$ (91 \$ au 30 avril 2017; 120 \$ au 31 octobre 2016).

c) Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2017		
	Prêts non unifamiliaux	Prêts unifamiliaux	Total
R-G Premier Bank			
Encours du principal	286 \$	1 648 \$	1 934 \$
Ajustements à la juste valeur	117	(142)	(25)
Valeur comptable nette	403	1 506	1 909
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(131)	(81)	(212)
	272 \$	1 425 \$	1 697 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 30 avril 2017		
	Prêts non unifamiliaux	Prêts unifamiliaux	Total
R-G Premier Bank			
Encours du principal	325 \$	1 855 \$	2 180 \$
Ajustements à la juste valeur	141	(175)	(34)
Valeur comptable nette	466	1 680	2 146
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(153)	(96)	(249)
	313 \$	1 584 \$	1 897 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2016		
	Prêts non unifamiliaux	Prêts unifamiliaux	Total
R-G Premier Bank			
Encours du principal	353 \$	1 939 \$	2 292 \$
Ajustements à la juste valeur	135	(211)	(76)
Valeur comptable nette	488	1 728	2 216
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(157)	(77)	(234)
	331 \$	1 651 \$	1 982 \$

Les prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico sont couverts par des ententes de partage des pertes conclues avec la FDIC. Aux termes de ces ententes, la FDIC garantit 80 % des pertes sur prêts. La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances liée à ces prêts est présentée dans l'état consolidé du résultat net déduction faite du montant qui devrait être remboursé par la FDIC. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances est présenté à son montant brut à l'état consolidé de la situation financière. La garantie de la FDIC visant les prêts non unifamiliaux a expiré en 2015, alors que les garanties relatives aux prêts unifamiliaux expireront en avril 2020.

Au 31 juillet 2017, la valeur comptable des prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC s'établissait à 1,7 milliard de dollars (1,9 milliard de dollars au 30 avril 2017; 2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2016) et la valeur comptable des prêts dont les réclamations pour pertes avaient expiré s'établissait à 272 millions de dollars (313 millions de dollars au 30 avril 2017; 331 millions de dollars au 31 octobre 2016). Un montant net de 61 millions de dollars (84 millions de dollars au 30 avril 2017; 116 millions de dollars au 31 octobre 2016) à recevoir de la FDIC est pris en compte sous « Autres actifs » dans l'état consolidé de la situation financière.

d) Prêts en souffrance autres que les prêts douteux¹⁾

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2017 ^{2),3)}			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	992 \$	430 \$	102 \$	1 524 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	720	396	71	1 187
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	125	123	174	422
Total	1 837 \$	949 \$	347 \$	3 133 \$

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2017 ^{2),3)}			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 163 \$	423 \$	102 \$	1 688 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	751	398	86	1 235
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	169	112	148	429
Total	2 083 \$	933 \$	336 \$	3 352 \$

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016 ^{2),3)}			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 194 \$	472 \$	123 \$	1 789 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	784	447	94	1 325
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	186	44	189	419
Total	2 164 \$	963 \$	406 \$	3 533 \$

- 1) Les prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins ne sont pas présentés dans cette analyse, étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme en souffrance sur le plan administratif.
- 2) Exclut les prêts acquis aux termes de la garantie de la Federal Deposit Insurance Corporation (la « FDIC ») et liés à l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico.
- 3) Ces prêts seraient pris en compte dans la détermination d'un niveau approprié pour les comptes de correction de valeur collectifs même s'ils ne sont pas individuellement classés dans les prêts douteux.

9. Participations dans des sociétés associées

La Banque a des participations importantes dans les sociétés associées qui suivent :

(en millions de dollars)	Pays de constitution	Nature des activités	Pourcentage de participation	Date des états financiers ¹⁾	Aux		
					31 juillet 2017 Valeur comptable	30 avril 2017 Valeur comptable	31 octobre 2016 Valeur comptable
Thanachart Bank Public Company Limited	Thaïlande	Services bancaires	49,0 %	30 juin 2017	2 677 \$	2 749 \$	2 612 \$
Division des Services Financiers de Canadian Tire ²⁾	Canada	Services financiers	20,0 %	30 juin 2017	540	535	532
Bank of Xi'an Co. Ltd.	Chine	Services bancaires	19,9 %	30 juin 2017	660	690	654
Maduro & Curiel's Bank N.V. ³⁾	Curaçao	Services bancaires	48,1 %	30 juin 2017	267	287	280
Banco del Caribe ⁴⁾	Venezuela	Services bancaires	26,6 %	30 juin 2017	17	47	26

- 1) Reflète la date des plus récents états financiers ayant été publiés. Lorsqu'ils sont disponibles, des états financiers dressés par la direction de la société associée ou d'autres informations publiées sont utilisés pour estimer les variations au chapitre de la participation de la Banque depuis les plus récents états financiers publiés.
- 2) L'entente prévoit une option permettant à Canadian Tire de vendre à la Banque une participation supplémentaire de 29 % d'ici les 10 prochaines années, à la juste valeur alors en vigueur, laquelle pourra être réglée, au gré de la Banque, au moyen de l'émission d'actions ordinaires ou de trésorerie. Après cette période de 10 ans, et ce, pendant six mois, la Banque pourra revendre sa participation à Canadian Tire à la juste valeur alors en vigueur.
- 3) L'organisme de réglementation local oblige les institutions financières à constituer des réserves à l'égard des risques bancaires généraux. Ces réserves, qui ne sont pas requises aux termes des IFRS, représentent des résultats non distribués liés à une société associée à l'étranger, lesquels sont soumis à des restrictions réglementaires locales. Au 31 juillet 2017, ces réserves s'établissaient à 58 \$ (64 \$ au 30 avril 2017; 63 \$ au 31 octobre 2016).
- 4) Au 31 juillet 2017, le montant net total de l'investissement de la Banque dans Banco del Caribe, ainsi que les actifs monétaires composés de la trésorerie et des dividendes à recevoir, ont été convertis au taux DICOM de 1 \$ US pour 2 877 VEF (1 \$ US pour 719 VEF au 30 avril 2017; 1 \$ US pour 660 VEF au 31 octobre 2016).

10. Dépôts

	Aux					30 avril 2017	31 octobre 2016
	31 juillet 2017						
	Payables à vue ¹⁾		Payables sur préavis ²⁾	Payables à date fixe ³⁾	Total		
Portant intérêt	Ne portant pas intérêt	Total				Total	
(en millions de dollars)							
Dépôts de particuliers	8 790 \$	6 465 \$	117 013 \$	65 646 \$	197 914 \$	202 004 \$	199 302 \$
Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques	77 004	23 567	33 032	244 280	377 883	379 015	372 303
Dépôts d'autres institutions financières	5 115	3 135	2 504	31 592	42 346	47 190	40 272
	90 909 \$	33 167 \$	152 549⁴⁾ \$	341 518 \$	618 143 \$	628 209 \$	611 877 \$
Par régions :							
Canada	75 354 \$	18 076 \$	119 393 \$	230 604 \$	443 427 \$	451 333 \$	434 884 \$
États-Unis	8 431	396	6 960	38 517	54 304	49 188	54 997
Royaume-Uni	—	—	138	13 773	13 911	15 423	15 256
Mexique	8	4 367	5 949	9 275	19 599	19 248	16 264
Pérou	2 365	879	3 891	7 828	14 963	16 683	15 547
Chili	350	1 898	69	8 897	11 214	11 921	10 801
Colombie	58	512	2 787	3 908	7 265	7 933	7 272
Autres pays	4 343	7 039	13 362	28 716	53 460	56 480	56 856
Total ⁵⁾	90 909 \$	33 167 \$	152 549 \$	341 518 \$	618 143 \$	628 209 \$	611 877 \$

1) Les dépôts payables à vue s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous ne recevons pas d'avis de retrait, soit généralement des comptes de chèques.

2) Les dépôts payables sur préavis s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous exigeons un avis de retrait, soit généralement des comptes d'épargne.

3) Dépôts venant à échéance à une date déterminée, soit généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et des instruments analogues.

4) Comprend un montant de 143 \$ au titre des dépôts sans intérêt (142 \$ au 30 avril 2017; 135 \$ au 31 octobre 2016).

5) Les dépôts libellés en dollars américains totalisaient 212 448 \$ (213 077 \$ au 30 avril 2017; 217 850 \$ au 31 octobre 2016), les dépôts libellés en pesos mexicains s'élevaient à 17 474 \$ (16 680 \$ au 30 avril 2017; 14 464 \$ au 31 octobre 2016) et les dépôts libellés dans d'autres monnaies se chiffraient à 80 402 \$ (84 320 \$ au 30 avril 2017; 76 777 \$ au 31 octobre 2016).

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des dépôts à terme au Canada de plus de 100 000 \$¹⁾.

(en millions de dollars)	Moins de trois mois	De trois à six mois	De six à douze mois	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Au 31 juillet 2017	36 191 \$	19 211 \$	36 926 \$	93 329 \$	16 092 \$	201 749 \$
Au 30 avril 2017	37 176 \$	20 847 \$	38 352 \$	99 127 \$	14 045 \$	209 547 \$
Au 31 octobre 2016	40 211 \$	24 077 \$	23 690 \$	99 905 \$	12 451 \$	200 334 \$

1) La majeure partie des dépôts à terme provenant de l'étranger dépassent 100 000 \$.

11. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement

Actions ordinaires

Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 mai 2017, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2017 ») aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre de 2017 prendront fin à la plus rapprochée des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre; ii) lorsque la Banque fournira un avis de résiliation; ou iii) le 1^{er} juin 2018. La Banque avisera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, la Banque a racheté et annulé 4 millions d'actions ordinaires au prix moyen pondéré d'environ 74,83 \$ l'action dans le cadre de l'offre.

Le 31 mai 2016, la Banque a annoncé que le BSIF et la TSX avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2016 »), aux termes de laquelle elle pouvait racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de ses actions ordinaires. L'offre de 2016 a pris fin le 1^{er} juin 2017. Le 4 janvier 2017 et le 17 mars 2017, la TSX a approuvé des modifications à l'offre de 2016, permettant notamment à la Banque d'acheter des actions ordinaires aux termes d'un accord privé ou d'un programme de rachat d'actions particulier, respectivement. La Banque a racheté et annulé 10 millions d'actions ordinaires au prix moyen pondéré d'environ 71,00 \$ l'action dans le cadre de l'offre de 2016.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, la Banque a racheté et annulé 14 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 72,09 \$ l'action dans le cadre de ses offres de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant total de 1 009 millions de dollars. Sept millions d'actions ordinaires ont été rachetées aux termes d'accords privés et 5,5 millions d'actions ordinaires, aux termes d'un programme de rachat d'actions particulier. Dans les deux cas, ces achats ont été négociés avec des vendeurs tiers sans lien de dépendance et les actions ont été achetées à escompte par rapport au cours de l'action ordinaire de la Banque à la TSX en vigueur à la date de rachat.

Actions privilégiées

Trimestres précédents

Le 26 avril 2017, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées à dividendes non cumulatifs de série 17 de 230 millions de dollars en circulation à un prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et impayés.

Le 27 janvier 2017, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées à dividendes non cumulatifs de série 16 de 345 millions de dollars en circulation à un prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et impayés.

12. Gestion du capital

Les fonds propres réglementaires et le levier de la Banque s'établissent comme suit :

(en millions de dollars)	Aux					
	31 juillet 2017		30 avril 2017		31 octobre 2016	
	Adoption tout compris	Dispositions transitoires	Adoption tout compris	Dispositions transitoires	Adoption tout compris	Dispositions transitoires
Fonds propres						
Actions ordinaires et assimilées de T1	41 369 \$	44 070 \$	42 474 \$	45 431 \$	39 989 \$	45 816 \$
Fonds propres de T1, montant net	45 913 \$	47 076 \$	47 048 \$	48 357 \$	45 066 \$	47 668 \$
Fonds propres réglementaires totaux	53 929 \$	55 051 \$	55 310 \$	56 554 \$	53 330 \$	55 824 \$
Actifs/expositions pondérés en fonction des risques entrant dans le calcul des ratios de fonds propres						
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 ^{1),2)}	365 411 \$	376 358 \$	374 876 \$	381 977 \$	364 048 \$	368 215 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 ^{1),2)}	365 411 \$	376 358 \$	375 148 \$	381 977 \$	364 504 \$	368 215 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres ^{1),2)}	365 411 \$	376 358 \$	375 366 \$	381 977 \$	364 894 \$	368 215 \$
Risque de levier	1 032 443 \$	1 033 500 \$	1 061 939 \$	1 063 119 \$	1 010 987 \$	1 013 346 \$
Ratios de fonds propres						
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,3 %	11,7 %	11,3 %	11,9 %	11,0 %	12,4 %
Ratio de T1	12,6 %	12,5 %	12,5 %	12,7 %	12,4 %	12,9 %
Ratio total des fonds propres	14,8 %	14,6 %	14,7 %	14,8 %	14,6 %	15,2 %
Ratio de levier	4,4 %	4,6 %	4,4 %	4,5 %	4,5 %	4,7 %

1) Conformément aux exigences du BSIF, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit s'établissent respectivement à 0,72, à 0,77 et à 0,81 (0,72, 0,77 et 0,81, respectivement au 30 avril 2017; 0,64, 0,71 et 0,77, respectivement, au 31 octobre 2016).

2) Depuis l'introduction de Bâle II en 2008, le BSIF a prescrit un niveau plancher de fonds propres fixé à l'intention des institutions qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes aux fins du traitement du risque de crédit. La majoration liée au niveau plancher de fonds propres aux termes de Bâle I est déterminée par comparaison d'une exigence de fonds propres calculée conformément à Bâle I avec le calcul effectué conformément à Bâle III, comme le prévoient les exigences du BSIF. Toute insuffisance de l'exigence de fonds propres aux termes de Bâle III par rapport au niveau plancher de fonds propres aux termes de Bâle I est ajoutée aux actifs pondérés en fonction des risques. Au 31 juillet 2017, la majoration liée au niveau plancher de fonds propres aux termes de Bâle I ajoutée aux actions ordinaires et assimilées de T1, aux fonds propres de T1 et au total des fonds propres selon l'adoption tout inclus aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques s'établissait respectivement à 5,6 milliards de dollars, à 5,3 milliards de dollars et à 5,1 milliards de dollars.

Au 31 juillet 2017, la Banque dépassait largement les cibles en matière de capital établies par le BSIF. Le BSIF a également prescrit un ratio de levier autorisé minimal, que la Banque dépassait au 31 juillet 2017.

13. Paiements fondés sur des actions

Au cours du premier trimestre, la Banque a attribué 1 141 846 options assorties d'un prix d'exercice de 74,14 \$ l'option et d'une juste valeur moyenne pondérée de 6,51 \$ à certains salariés déterminés, dans le cadre du régime d'options sur actions à l'intention des salariés. Ces options sur actions deviennent acquises à 50 % à la fin de la troisième année et l'autre tranche de 50 % devient acquise à la fin de la quatrième année. Les options attribuées avant décembre 2014 sont acquises en tranches égales sur une période de quatre ans.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, la Banque a comptabilisé une hausse respective de néant et de 6 millions de dollars (1 million de dollars et 7 millions de dollars, respectivement, au 31 juillet 2016) sous « Capitaux propres – Autres réserves » en raison de la charge au titre des paiements fondés sur des actions classés dans les capitaux propres.

14. Avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent les prestations de retraite, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les avantages postérieurs à l'emploi. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies	83 \$	83 \$	68 \$	10 \$	7 \$	8 \$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	7	7	2	13	13	12
Autres	3	3	3	–	1	2
Charge au titre des prestations définies	93 \$	93 \$	73 \$	23 \$	21 \$	22 \$
Charge au titre des cotisations définies	8 \$	9 \$	7 \$	s.o.	s.o.	s.o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel ²⁾	288 \$	(395)\$	(472)\$	14 \$	(61)\$	(56)\$

(en millions de dollars)	Pour les périodes de neuf mois closes les			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages	
	31 juillet 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies	248 \$	201 \$	37 \$	(47)\$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	21	6	39	40
Autres	9	9	(2)	4
Charge au titre des prestations définies	278 \$	216 \$	74 \$	(3)\$
Charge au titre des cotisations définies	27 \$	24 \$	s.o.	s.o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel ²⁾	706 \$	(1 027)\$	50 \$	(135)\$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

2) Les changements relatifs aux taux d'actualisation et au rendement des actifs des régimes sont passés en revue et mis à jour trimestriellement. En l'absence de changements aux lois, toutes les autres hypothèses sont mises à jour annuellement.

15. Secteurs d'exploitation

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés dans le monde entier. Les activités de la Banque sont regroupées en trois secteurs : Réseau canadien, Opérations internationales et Services bancaires et marchés mondiaux. Les résultats de ces secteurs se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les méthodes comptables qu'appliquent ces secteurs sont généralement les mêmes que celles suivies dans l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans son rapport annuel 2016. Les différences importantes en matière de mesure comptable sont les suivantes :

- Des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.
- La majoration des revenus d'intérêts nets exonérés d'impôt et des revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt pour les secteurs en cause. Cette différence de mesure permet de comparer les revenus d'intérêts nets et les revenus autres que d'intérêts imposables à ceux qui sont exonérés d'impôt.

Les résultats et les actifs et passifs moyens de la Banque Scotia, par secteurs d'exploitation, sont présentés ci-après :

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Services bancaires et marchés mondiaux				Total
	Réseau canadien	Opérations internationales	Autres ¹⁾		
Revenus d'intérêts nets ²⁾	1 876 \$	1 735 \$	340 \$	(118)\$	3 833 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾	1 390	910	777	(16)	3 061
Total des revenus	3 266	2 645	1 117	(134)	6 894
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	224	325	24	–	573
Charges autres que d'intérêts	1 633	1 442	530	67	3 672
Charge d'impôt sur le résultat	364	206	122	(146)	546
Bénéfice net	1 045 \$	672 \$	441 \$	(55)\$	2 103 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	58 \$	– \$	– \$	58 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 045 \$	614 \$	441 \$	(55)\$	2 045 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	325 \$	152 \$	338 \$	107 \$	922 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	245 \$	117 \$	274 \$	227 \$	863 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 95 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 21 \$ pour le Réseau canadien, de 131 \$ pour les Opérations internationales et de (39) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2017

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Services bancaires et marchés mondiaux				Total
	Réseau canadien	Opérations internationales	Autres ¹⁾		
Revenus d'intérêts nets ²⁾	1 763 \$	1 713 \$	322 \$	(70)\$	3 728 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾	1 371	905	881	(304)	2 853
Total des revenus	3 134	2 618	1 203	(374)	6 581
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	236	349	2	–	587
Charges autres que d'intérêts	1 596	1 397	501	107	3 601
Charge d'impôt sur le résultat	331	213	183	(395)	332
Bénéfice net	971 \$	659 \$	517 \$	(86)\$	2 061 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	64 \$	– \$	– \$	64 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	971 \$	595 \$	517 \$	(86)\$	1 997 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	318 \$	149 \$	340 \$	100 \$	907 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	242 \$	115 \$	263 \$	228 \$	848 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 339 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 16 \$ pour le Réseau canadien, de 117 \$ pour les Opérations internationales et de (35) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾	Total
Revenus d'intérêts nets ²⁾	1 770 \$	1 596 \$	337 \$	(101)\$	3 602 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾	1 273	828	814	123	3 038
Total des revenus	3 043	2 424	1 151	22	6 640
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	217	316	38	–	571
Charges autres que d'intérêts	1 567	1 345	507	86	3 505
Charge d'impôt sur le résultat	329	174	185	(83)	605
Bénéfice net	930 \$	589 \$	421 \$	19 \$	1 959 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	62 \$	– \$	– \$	62 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	930 \$	527 \$	421 \$	19 \$	1 897 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	310 \$	140 \$	341 \$	117 \$	908 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	233 \$	108 \$	264 \$	249 \$	854 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 50 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 20 \$ pour le Réseau canadien, de 110 \$ pour les Opérations internationales et de (33) \$ pour le secteur Autres.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾	Total
Revenus d'intérêts nets ²⁾	5 448 \$	5 059 \$	985 \$	(288)\$	11 204 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾	4 138	2 790	2 550	(339)	9 139
Total des revenus	9 586	7 849	3 535	(627)	20 343
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	695	984	34	–	1 713
Charges autres que d'intérêts	4 858	4 269	1 591	244	10 962
Charge d'impôt sur le résultat	1 036	628	483	(652)	1 495
Bénéfice net	2 997 \$	1 968 \$	1 427 \$	(219)\$	6 173 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	183 \$	– \$	– \$	183 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	2 997 \$	1 785 \$	1 427 \$	(219)\$	5 990 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	320 \$	148 \$	340 \$	106 \$	914 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	243 \$	114 \$	267 \$	231 \$	855 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 481 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 50 \$ pour le Réseau canadien, de 367 \$ pour les Opérations internationales et de (107) \$ pour le secteur Autres.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres ¹⁾	Total
Revenus d'intérêts nets ²⁾	5 226 \$	4 744 \$	948 \$	(279)\$	10 639 \$
Revenus autres que d'intérêts ³⁾	3 850	2 599	2 309	202	8 960
Total des revenus	9 076	7 343	3 257	(77)	19 599
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	615	987	210	50	1 862
Charges autres que d'intérêts ⁴⁾	4 712	4 110	1 507	561	10 890
Charge d'impôt sur le résultat	967	535	430	(442)	1 490
Bénéfice net	2 782 \$	1 711 \$	1 110 \$	(246)\$	5 357 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	179 \$	– \$	– \$	179 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	2 782 \$	1 532 \$	1 110 \$	(246)\$	5 178 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	308 \$	143 \$	351 \$	110 \$	912 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	231 \$	109 \$	269 \$	248 \$	857 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 252 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 53 \$ pour le Réseau canadien, de 343 \$ pour les Opérations internationales et de (99) \$ pour le secteur Autres.
- 4) Les résultats du secteur Autres tiennent compte d'une charge de restructuration de 378 \$.

16. Revenus autres que d'intérêts

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des revenus tirés des services bancaires et des revenus tirés des services de gestion de patrimoine compris dans les revenus autres que d'intérêts.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Services bancaires					
Revenus sur cartes	384 \$	370 \$	345 \$	1 138 \$	1 004 \$
Services de dépôt et de paiement	342	327	318	996	957
Commissions de crédit	301	286	294	874	856
Autres	114	112	106	351	312
	1 141	1 095	1 063	3 359	3 129
Frais liés aux services bancaires	159	152	145	461	417
Total des revenus tirés des services bancaires	982 \$	943 \$	918 \$	2 898 \$	2 712 \$
Services de gestion de patrimoine					
Fonds communs de placement	417 \$	406 \$	406 \$	1 231 \$	1 211 \$
Commissions de courtage	266	278	248	815	748
Frais de gestion de placements et frais de fiducie	164	169	164	497	486
Total des revenus tirés des services de gestion de patrimoine	847 \$	853 \$	818 \$	2 543 \$	2 445 \$

17. Résultat par action

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Bénéfice de base par action ordinaire					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 016 \$	1 965 \$	1 860 \$	5 890 \$	5 079 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation <i>(en millions)</i>	1 200	1 206	1 203	1 205	1 203
Bénéfice de base par action ordinaire ¹⁾ <i>(en dollars)</i>	1,68 \$	1,63 \$	1,55 \$	4,89 \$	4,22 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 016 \$	1 965 \$	1 860 \$	5 890 \$	5 079 \$
Ajustements du bénéfice net attribuables aux options au titre de paiements fondés sur des actions et autres ²⁾	12	15	19	51	66
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	2 028 \$	1 980 \$	1 879 \$	5 941 \$	5 145 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation <i>(en millions)</i>	1 200	1 206	1 203	1 205	1 203
Ajustements du nombre moyen d'actions attribuables aux options au titre de paiements fondés sur des actions et autres ²⁾ <i>(en millions)</i>	19	17	19	20	22
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation <i>(en millions)</i>	1 219	1 223	1 222	1 225	1 225
Bénéfice dilué par action ordinaire ¹⁾ <i>(en dollars)</i>	1,66 \$	1,62 \$	1,54 \$	4,85 \$	4,20 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

2) Certaines composantes alternatives de droits à l'appréciation d'actions et options pouvant être réglées au gré de la Banque au moyen de l'émission d'actions ordinaires étaient antidilutives et, par conséquent, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action.

18. Instruments financiers

a) Gestion des risques

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise des instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de couverture. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2016.

i) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), et il en est de même pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. L'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

Exposition en cas de défaut ¹⁾	31 juillet 2017			Aux	30 avril 2017	31 octobre 2016
	Approche NI avancée	Approche standard	Total	Total	Total	Total
<i>(en millions de dollars)</i>						
Par sous-catégories d'exposition						
Prêts autres qu'aux particuliers ²⁾						
Prélevés ³⁾	341 162 \$	59 154 \$	400 316 \$	397 967 \$	393 080 \$	
Engagements non prélevés	75 097	5 580	80 677	87 824	76 745	
Autres expositions ⁴⁾	95 217	2 990	98 207	104 337	102 061	
Total – prêts autres qu'aux particuliers	511 476 \$	67 724 \$	579 200 \$	590 128 \$	571 886 \$	
Prêts aux particuliers						
Prélevés ⁵⁾	167 469 \$	66 902 \$	234 371 \$	228 236 \$	216 535 \$	
Engagements non prélevés	42 916	–	42 916	41 999	36 494	
Total – prêts aux particuliers	210 385 \$	66 902 \$	277 287 \$	270 235 \$	253 029 \$	
Total	721 861 \$	134 626 \$	856 487 \$	860 363 \$	824 915 \$	

- 1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit et exclusion faite des titres de capitaux propres disponibles à la vente et d'autres actifs.
- 2) Les expositions au titre des montants prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État et assurés par le secteur privé.
- 3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres institutions financières et les titres de placement.
- 4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les instruments dérivés négociés de gré à gré et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.
- 5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts personnels.

Qualité du crédit relative aux expositions – prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteurs. Une proportion considérable du portefeuille de prêts aux entreprises et aux sociétés autorisés était constituée de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part d'agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2016.

Qualité du crédit relative aux expositions – prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. En raison de leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Par ailleurs, une tranche de 52 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien était assurée au 31 juillet 2017 (54 % au 30 avril 2017; 57 % au 31 octobre 2016). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien s'établissait à 50 % (51 % au 30 avril 2017; 50 % au 31 octobre 2016).

Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 juillet 2017, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 67 milliards de dollars (69 milliards de dollars au 30 avril 2017; 65 milliards de dollars au 31 octobre 2016) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consenties à des particuliers, principalement aux Antilles et en Amérique latine. Une tranche de 32 milliards de dollars (33 milliards de dollars au 30 avril 2017; 31 milliards de dollars au 31 octobre 2016) du portefeuille total de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque de liquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier reçoit des rapports sur le risque et sur les résultats obtenus par rapport aux limites approuvées. Le Comité de gestion de l'actif et du passif (« CGAP ») supervise le risque de liquidité pour la haute direction.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque sont les suivants :

- établissement de plafonds pour la mesure et la gestion du risque de liquidité, y compris des plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;
- diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque cela est nécessaire;
- maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités. De façon générale, la Banque peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses obligations;
- essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque et à l'échelle mondiale ainsi qu'une combinaison de scénarios systémiques et spécifiques;
- plan d'urgence en matière de liquidité.

Les établissements de la Banque à l'étranger ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. En ce qui a trait au risque de liquidité, les dépôts locaux sont gérés en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

iii) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les cours de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné.

Sensibilité aux taux d'intérêt des instruments détenus à des fins autres que de transaction

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt, le tableau qui suit indique l'incidence pro forma après impôt sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 et de 200 points de base des taux d'intérêt, pour les principales devises telles qu'elles ont été déterminées par la Banque.

(en millions de dollars)	31 juillet 2017						30 avril 2017		31 juillet 2016	
	Bénéfice net			Valeur économique			Bénéfice net	Valeur économique	Bénéfice net	Valeur économique
	Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total				
+ 100 points de base	(70)\$	152 \$	82 \$	(99)\$	(291)\$	(390)\$	74 \$	(576)\$	(10)\$	(696)\$
- 100 points de base¹⁾	70	(155)	(85)	(100)	320	220	(78)	416	10	512
+ 200 points de base	(140)\$	304 \$	164 \$	(340)\$	(358)\$	(698)\$	148 \$	(1 095)\$	(20)\$	(1 459)\$
- 200 points de base¹⁾	142	(308)	(166)	(599)	588	(11)	(151)	208	20	537

1) La sensibilité du bénéfice annuel à une diminution des taux pour ce qui est du dollar canadien, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling est désormais mesurée à l'aide d'une baisse de 100 points de base et de 200 points de base. Les montants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme.

En l'absence de couverture, au 31 juillet 2017, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les monnaies dans lesquelles la Banque exerce ses activités entraînerait une diminution (augmentation) de son résultat annuel avant impôt d'environ 57 millions de dollars (61 millions de dollars au 30 avril 2017; 63 millions de dollars au 31 juillet 2016), principalement en raison de sa position en dollars américains. La Banque couvre partiellement ce risque de change.

Au 31 juillet 2017, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien donnerait lieu à une diminution (augmentation) d'environ 338 millions de dollars (359 millions de dollars au 30 avril 2017; 319 millions de dollars au 31 juillet 2016) des profits de change latents dans le cumul des autres éléments du résultat global figurant dans les capitaux propres.

Risque sur actions lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des titres de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de titres de capitaux propres disponibles à la vente. La juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente est présentée à la note 6.

Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le tableau ci-dessous présente la VaR de la Banque par facteurs de risque ainsi que la VaR ayant subi une simulation de crise :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le			Au	Aux	
	31 juillet 2017			31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016
	Moyenne	Haut	Bas			
Écart de taux plus taux d'intérêt	10,9 \$	13,7 \$	8,0 \$	10,5 \$	9,2 \$	9,0 \$
Écart de taux	5,6	7,1	4,1	6,3	4,6	7,2
Taux d'intérêt	8,9	12,0	5,9	7,8	6,1	6,9
Titres de capitaux propres	2,1	4,3	1,0	2,1	1,6	1,4
Change	2,3	5,5	0,7	2,0	1,9	1,1
Marchandises	1,1	1,6	0,9	1,0	1,6	3,3
Spécifique à la dette	3,3	3,8	2,9	3,0	3,7	4,5
Effet de la diversification	(8,7)	s.o.	s.o.	(6,2)	(8,8)	(8,8)
VaR totale	11,0 \$	12,9 \$	9,6 \$	12,4 \$	9,2 \$	10,4 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	27,5 \$	34,3 \$	19,4 \$	28,7 \$	22,5 \$	25,3 \$

iv) Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation s'entend du risque de perte directe ou indirecte auquel est exposée la Banque en raison de l'insuffisance ou de l'échec de processus ou systèmes, d'erreurs humaines ou d'événements externes. Le risque d'exploitation comprend le risque juridique et réglementaire, le risque lié aux processus d'affaires et au changement, les manquements aux obligations de fiduciaire ou aux obligations d'information, la défaillance de la technologie, les crimes financiers et les risques environnementaux. Le risque d'exploitation est présent d'une façon ou d'une autre dans chacune des activités commerciales et de soutien de la Banque.

Le risque d'exploitation peut donner lieu à des pertes financières, à des sanctions réglementaires ainsi qu'à des atteintes à la réputation de la Banque. Celle-ci a mis au point des politiques, des procédures et des méthodes d'évaluation pour faire en sorte que le risque d'exploitation soit bien circonscrit et géré au moyen de contrôles efficaces.

b) Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Conformément à sa stratégie de gestion des risques, la Banque a choisi de désigner certains instruments financiers comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments comprennent :

- certains placements et prêts afin de réduire substantiellement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les variations de la juste valeur de ces actifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes;
- certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement et des caractéristiques liées à des capitaux propres qui font l'objet d'une couverture économique au moyen de dérivés et qui sont gérés à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur des actifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées en résultat net. Les variations de la juste valeur des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sans transfert ultérieur au résultat net, sauf si un tel traitement créerait ou accroîtrait une disparité comptable. Toutes les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Dans le cas des passifs au titre des billets de dépôt désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, la présentation des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque dans les autres éléments du résultat global ne crée ni n'accroît une disparité du bénéfice net, puisque la Banque ne couvre actuellement pas le risque de crédit qui lui est propre.

Le cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque est déterminé à un moment donné au moyen d'une comparaison de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de ces passifs actualisée au taux de financement effectif de la Banque, et de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisée à un taux de référence. La variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit est déterminée en fonction de la variation du cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs et des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de leur juste valeur.

(en millions de dollars)	Juste valeur			Variation de la juste valeur			Cumul des variations de la juste valeur ¹⁾		
	Aux			Pour les trimestres clos les			Aux		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016
Actifs									
Titres de placement ²⁾	14 \$	15 \$	16 \$	– \$	– \$	– \$	11 \$	11 \$	11 \$
Prêts ³⁾	217	235	212	(19)	14	17	19	38	15
Passifs									
Passifs au titre de billets de dépôt ⁴⁾	3 373	2 545	1 643	28	(35)	(48)	13	(15)	49

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

2) Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres ».

3) Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus provenant des activités de transaction ».

4) Les variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées sous « Autres éléments du résultat global ». Les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus provenant des activités de transaction ».

Le tableau suivant présente les variations, découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque, de la juste valeur des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que leurs valeurs à l'échéance contractuelle et leurs valeurs comptables.

(en millions de dollars)	Dépôts à terme				
	Valeur à l'échéance contractuelle		Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		Variations de la juste valeur pour le trimestre découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque comptabilisé dans les autres éléments du résultat global
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable			Cumul des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque ¹⁾
Au 31 juillet 2017	3 385 \$	3 373 \$	12 \$	(4) \$	(25) \$
Au 30 avril 2017	2 530	2 545	(15)	(14)	(24)
Au 31 juillet 2016	1 692	1 643	49	(4)	(4)

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

c) Instruments financiers – juste valeur

Juste valeur des instruments financiers

Le calcul de la juste valeur est fondé sur la conjoncture du marché à un moment donné et peut par conséquent ne pas être représentatif des justes valeurs futures. La Banque a mis en place des contrôles et processus en vue d'assurer que l'évaluation des instruments financiers est déterminée de manière appropriée.

Se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour connaître les techniques d'évaluation de la juste valeur de ses principaux actifs et passifs financiers.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau qui suit indique la juste valeur des instruments financiers de la Banque. Les justes valeurs présentées ne tiennent pas compte des actifs non financiers comme les immobilisations corporelles, les participations dans des sociétés associées, les métaux précieux ainsi que le goodwill et autres immobilisations incorporelles.

(en millions de dollars)	Aux								
	31 juillet 2017			30 avril 2017			31 octobre 2016		
	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable (défavorable)	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable (défavorable)	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable (défavorable)
Actifs									
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	57 750 \$	57 750 \$	– \$	50 877 \$	50 877 \$	– \$	46 344 \$	46 344 \$	– \$
Actifs détenus à des fins de transaction	105 148	105 148	–	111 831	111 831	–	108 561	108 561	–
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	231	231	–	251	251	–	221	221	–
Titres pris en pension et titres empruntés	85 901	85 901	–	101 643	101 643	–	92 129	92 129	–
Instruments financiers dérivés	37 255	37 255	–	37 641	37 641	–	41 657	41 657	–
Titres de placement disponibles à la vente	49 673	49 673	–	48 496	48 496	–	50 509	50 509	–
Titres de placement détenus jusqu'à leur échéance	18 816	18 828	(12)	21 310	21 296	14	22 567	22 410	157
Prêts	502 217	498 560	3 657	500 435	496 255	4 180	484 815	480 164	4 651
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 810	11 810	–	10 378	10 378	–	11 978	11 978	–
Autres actifs financiers	9 754	9 754	–	10 011	10 011	–	9 973	9 973	–
Passifs									
Dépôts	618 766	618 143	(623)	629 710	628 209	(1 501)	613 858	611 877	(1 981)
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	3 373	3 373	–	2 545	2 545	–	1 459	1 459	–
Acceptations	11 810	11 810	–	10 378	10 378	–	11 978	11 978	–
Obligations liées aux titres vendus à découvert	32 740	32 740	–	30 078	30 078	–	23 312	23 312	–
Instruments financiers dérivés	39 919	39 919	–	40 336	40 336	–	42 387	42 387	–
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés	92 008	92 008	–	95 664	95 664	–	97 083	97 083	–
Débitures subordonnées	7 545	7 376	(169)	7 952	7 621	(331)	7 804	7 633	(171)
Autres passifs financiers	23 547	23 126	(421)	25 833	25 321	(512)	24 304	23 796	(508)

d) Hiérarchie des justes valeurs

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est fournie par le prix coté sur un marché actif. L'utilisation de prix cotés sur des marchés donne lieu à une évaluation de niveau 1. Dans la mesure du possible, les évaluations sont fondées sur des prix cotés ou des données observables sur des marchés actifs.

Il n'est pas toujours possible d'obtenir un prix coté pour une opération de gré à gré, tout comme lorsque l'opération est effectuée sur un marché qui n'est pas liquide ou actif. Dans de telles circonstances, des modèles internes qui optimisent le recours à des données observables sont utilisés pour estimer la juste valeur. La technique d'évaluation choisie tient compte de tous les facteurs que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de la transaction. Lorsque toutes les données importantes des modèles sont observables, il s'agit alors d'une évaluation de niveau 2. Les instruments financiers négociés sur un marché peu actif sont évalués à l'aide de cours indicatifs, de la valeur actualisée des flux de trésorerie ou d'autres méthodes d'évaluation. Habituellement, les estimations de la juste valeur ne tiennent pas compte des liquidations ou des ventes forcées.

Lorsque les instruments financiers sont négociés sur un marché inactif ou lorsque des modèles sont utilisés dans une situation où il n'existe pas de paramètres observables, la direction doit exercer davantage de jugement dans son évaluation. Les évaluations qui nécessitent l'utilisation de nombreuses données non observables sont considérées comme étant de niveau 3.

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations de la juste valeur et les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

(en millions de dollars)	31 juillet 2017				30 avril 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Aux								
Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente								
Actifs								
Métaux précieux¹⁾	– \$	7 621 \$	– \$	7 621 \$	– \$	8 534 \$	– \$	8 534 \$
Actifs détenus à des fins de transaction								
Prêts	–	16 965	–	16 965	–	18 895	–	18 895
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 268	–	–	13 268	11 255	–	–	11 255
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	7 863	–	7 863	–	9 918	–	9 918
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	8 403	–	–	8 403	7 246	–	–	7 246
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	7 273	1 213	–	8 486	7 146	1 478	–	8 624
Titres de sociétés et autres titres de créance	9	8 665	25	8 699	21	10 360	28	10 409
Fonds de revenu	202	235	–	437	245	276	–	521
Titres de capitaux propres	38 740	191	3	38 934	42 341	188	3	42 532
Autres ²⁾	2 093	–	–	2 093	2 431	–	–	2 431
	69 988 \$	42 753 \$	28 \$	112 769 \$	70 685 \$	49 649 \$	31 \$	120 365 \$
Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres de placement³⁾	15 \$	216 \$	– \$	231 \$	16 \$	235 \$	– \$	251 \$
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	10 179	2 238	–	12 417	9 824	2 282	–	12 106
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	610	3 890	–	4 500	696	3 435	–	4 131
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	5 766	325	–	6 091	5 721	350	–	6 071
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	10 517	8 116	210	18 843	9 516	8 255	220	17 991
Titres de sociétés et autres titres de créance	862	3 771	48	4 681	729	3 821	68	4 618
Titres hypothécaires	380	827	–	1 207	394	813	–	1 207
Titres de capitaux propres	1 198	189	547	1 934	1 607	232	533	2 372
	29 512 \$	19 356 \$	805 \$	49 673 \$	28 487 \$	19 188 \$	821 \$	48 496 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	– \$	11 044 \$	32 \$	11 076 \$	– \$	13 279 \$	52 \$	13 331 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	15	22 554	–	22 569	18	20 156	–	20 174
Contrats sur titres de capitaux propres	407	1 386	2	1 795	437	1 421	75	1 933
Contrats de crédit	–	313	–	313	–	302	–	302
Contrats sur marchandises	87	1 415	–	1 502	206	1 695	–	1 901
	509 \$	36 712 \$	34 \$	37 255 \$	661 \$	36 853 \$	127 \$	37 641 \$
Passifs								
Dépôts⁴⁾	– \$	(121)\$	– \$	(121)\$	– \$	(108)\$	– \$	(108)\$
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	3 373	–	3 373	–	2 545	–	2 545
Obligations liées aux titres vendus à découvert	29 689	3 051	–	32 740	26 580	3 498	–	30 078
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	–	10 946	283	11 229	–	12 632	297	12 929
Contrats de change et contrats sur l'or	1	23 372	–	23 373	2	21 854	–	21 856
Contrats sur titres de capitaux propres	363	2 250	8	2 621	405	2 166	18	2 589
Contrats de crédit	–	641	–	641	–	778	–	778
Contrats sur marchandises	207	1 848	–	2 055	148	2 036	–	2 184
	571 \$	39 057 \$	291 \$	39 919 \$	555 \$	39 466 \$	315 \$	40 336 \$

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Ces montants représentent principalement des positions sur métaux de base. La juste valeur de ces positions est déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs.

3) Exclusion faite de placements détenus jusqu'à l'échéance de 18 828 \$ (21 296 \$ au 30 avril 2017).

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets de dépôt structurés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

	Au 31 octobre 2016			
(en millions de dollars)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente				
Actifs				
Métaux précieux¹⁾	– \$	8 442 \$	– \$	8 442 \$
Actifs détenus à des fins de transaction				
Prêts	–	19 421	–	19 421
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	10 830	–	–	10 830
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	9 608	–	9 608
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	10 182	–	–	10 182
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	4 724	1 783	–	6 507
Titres de sociétés et autres titres de créance	75	9 844	31	9 950
Fonds de revenu	1 424	648	1 186	3 258
Titres de capitaux propres	36 814	133	5	36 952
Autres ²⁾	1 853	–	–	1 853
	65 902 \$	49 879 \$	1 222 \$	117 003 \$
Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de placement³⁾	16 \$	205 \$	– \$	221 \$
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	11 464	2 157	–	13 621
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	934	2 558	–	3 492
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	9 901	176	–	10 077
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	6 703	8 473	355	15 531
Titres de sociétés et autres titres de créance	745	3 852	81	4 678
Titres hypothécaires	276	751	–	1 027
Titres de capitaux propres	1 411	199	473	2 083
	31 434 \$	18 166 \$	909 \$	50 509 \$
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	– \$	15 653 \$	54 \$	15 707 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	17	21 642	–	21 659
Contrats sur titres de capitaux propres	321	1 546	64	1 931
Contrats de crédit	–	148	–	148
Contrats sur marchandises	321	1 891	–	2 212
	659 \$	40 880 \$	118 \$	41 657 \$
Passifs				
Dépôts⁴⁾	– \$	(36) \$	1 163 \$	1 127 \$
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	1 459	–	1 459
Obligations liées aux titres vendus à découvert	19 870	3 442	–	23 312
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	–	14 299	187	14 486
Contrats de change et contrats sur l'or	3	21 640	–	21 643
Contrats sur titres de capitaux propres	327	1 886	167	2 380
Contrats de crédit	–	1 475	–	1 475
Contrats sur marchandises	312	2 091	–	2 403
	642 \$	41 391 \$	354 \$	42 387 \$

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Ces montants représentent principalement des positions sur métaux de base. La juste valeur de ces positions est déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs.

3) Exclusion faite de placements détenus jusqu'à l'échéance de 22 410 \$.

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets de dépôt structurés.

Variations de la juste valeur des instruments de niveau 3

Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs englobent des obligations non liquides de gouvernements, des obligations de sociétés fortement structurées, des placements non liquides dans des titres de capitaux propres d'entités non cotées et des dérivés complexes.

Le tableau qui suit résume les variations se rapportant aux instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 juillet 2017.

Les soldes positifs représentent des actifs alors que les soldes négatifs représentent des passifs. En conséquence, les montants positifs indiquent des achats d'actifs ou des règlements de passifs alors que les montants négatifs indiquent des ventes d'actifs ou des émissions de passifs.

Au 31 juillet 2017

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat ¹⁾	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ²⁾	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre	Variation des profits (pertes) latents comptabilisés en résultat pour les instruments toujours détenus ³⁾
Actifs détenus à des fins de transaction⁴⁾								
Titres de sociétés et autres titres de créance	28 \$	(3)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	25 \$	(3)\$
Titres de capitaux propres	3	–	–	–	–	–	3	–
	31	(3)	–	–	–	–	28	(3)
Titres de placement								
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	220	–	(9)	–	(1)	–	210	s.o.
Titres de sociétés et autres titres de créance	68	–	(5)	–	(15)	–	48	s.o.
Titres de capitaux propres	533	–	(1)	30	(15)	–	547	s.o.
	821	–	(15)	30	(31)	–	805	s.o.
Actifs sous forme d'instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	52	(23)	–	3	–	–	32	(23)
Contrats sur titres de capitaux propres	75	(3)	–	6	(15)	(61)	2	(1) ⁵⁾
Passifs sous forme d'instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	(297)	18	–	(11)	7	–	(283)	14 ⁶⁾
Contrats sur titres de capitaux propres	(18)	–	–	(1)	3	8	(8)	(1) ⁵⁾
	(188)	(8)	–	(3)	(5)	(53)	(257)	(11)
Total	664 \$	(11)\$	(15)\$	27 \$	(36)\$	(53)\$	576 \$	(14)\$

- 1) Les profits et pertes sur les actifs détenus à des fins de transaction ainsi que sur tous les instruments financiers dérivés sont inscrits dans les revenus provenant des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net. Les profits et pertes sur la cession de titres de placement sont inscrits dans le profit net sur la vente de titres de placement à l'état consolidé du résultat net.
- 2) Les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des titres de placement sont présentés dans la variation nette des profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente à l'état consolidé du résultat global.
- 3) Ces montants représentent les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des instruments de niveau 3 toujours détenus à la clôture de la période qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net.
- 4) Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent un montant négligeable d'actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 5) Certains profits latents et certaines pertes latentes sur les actifs et passifs dérivés sont compensés en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché d'autres instruments pris en compte dans les revenus provenant des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net, ces instruments agissant comme couverture économique à l'égard de certains actifs et passifs dérivés.
- 6) Certaines pertes latentes sur les dérivés sur taux d'intérêt sont compensées en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché de dérivés incorporés à certains billets de dépôt à l'état consolidé du résultat net.

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour les trimestres clos le 30 avril 2017 et le 31 octobre 2016.

Au 30 avril 2017

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat ¹⁾	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Actifs détenus à des fins de transaction ²⁾	35 \$	(4)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	31 \$
Titres de placement	792	(1)	65	15	(50)	–	821
Instruments financiers dérivés	(319)	85	–	(6)	(10)	62	(188)

- 1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des profits ou des pertes se rapportant à des couvertures connexes de niveaux 1 ou 2.
- 2) Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent un montant négligeable d'actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Au 31 octobre 2016

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat ¹⁾	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Actifs détenus à des fins de transaction ²⁾	1 202 \$	24 \$	– \$	– \$	(4)\$	– \$	1 222 \$
Titres de placement	984	2	33	178	(288)	–	909
Instruments financiers dérivés	(44)	(27)	–	(20)	(147)	2	(236)
Dépôts ³⁾	(1 141)	(22)	–	–	–	–	(1 163)

- 1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des profits ou des pertes se rapportant à des couvertures connexes de niveaux 1 ou 2.
- 2) Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent un montant négligeable d'actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 3) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés des billets de dépôt structurés.

Transferts importants

Des transferts importants peuvent survenir entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs lorsque de nouvelles informations ou des informations supplémentaires ou plus précises visant les données servant à l'évaluation et le caractère observable de ces dernières deviennent disponibles. La Banque comptabilise les transferts d'un niveau de la hiérarchie des justes valeurs vers un autre à la clôture de la période de communication de l'information au cours de laquelle ils surviennent.

Des instruments financiers dérivés d'un montant net de 53 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 vers le niveau 2 au titre de dérivés sur actions pour le trimestre clos le 31 juillet 2017.

Au deuxième trimestre de 2017, la Banque a examiné et évalué l'importance de la volatilité par rapport à d'autres données lors de la détermination de la juste valeur des dérivés sur actions. Au terme de cette évaluation de certains contrats dérivés sur actions, la volatilité a été considérée comme une donnée négligeable. Par conséquent, des montants nets de 56 millions de dollars et de 118 millions de dollars au titre respectivement des actifs dérivés et des passifs dérivés ont été virés du niveau 3 au niveau 2 relativement aux dérivés sur actions au cours du trimestre clos le 30 avril 2017.

Il n'y a eu aucun transfert important d'un niveau à l'autre au cours du trimestre clos le 31 octobre 2016.

Sensibilité du niveau 3

La Banque exerce son jugement pour déterminer quelles données non observables sont utilisées pour calculer la juste valeur des instruments de niveau 3.

Se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour une description des données non observables importantes des instruments de niveau 3 et de l'incidence potentielle qu'une variation de chaque donnée non observable pourrait avoir sur l'évaluation de la juste valeur. Il n'est survenu aucun changement important aux sensibilités du niveau 3 au cours du trimestre.

19. Impôt sur le résultat

En novembre 2016, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation s'élevant à 179 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts par suite du refus de l'Agence du revenu du Canada de permettre la déduction de certains dividendes canadiens reçus au cours de l'année d'imposition 2011. En août 2017, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation de 185 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts pour l'année d'imposition 2012. Les modalités des dividendes visés par les avis de nouvelle cotisation sont semblables à celles couvertes de façon prospective par des règles promulguées récemment qui avaient été proposées dans le budget fédéral canadien de 2015. Il est possible que les années suivantes fassent aussi l'objet d'une nouvelle cotisation pour des activités similaires. La Banque est convaincue que ses déclarations fiscales étaient appropriées et conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position.

20. Regroupements d'entreprises

Sortie en cours

BNS Berhad (Malaysia)

Le 26 mai 2017, la Banque a conclu une entente visant la vente de sa filiale entièrement détenue BNS Berhad. Les actifs nets et le profit sur la vente sont négligeables pour la Banque. La transaction, qui est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation applicables, devrait être réalisée d'ici la clôture de l'année civile 2017.

21. Événements postérieurs à la date de l'état consolidé de la situation financière

Patrimoine Hollis

Le 4 août 2017, la Banque a conclu la vente annoncée de Patrimoine Hollis, son prestataire indépendant de services-conseils en gestion de patrimoine. Les actifs nets et le profit sur la vente sont négligeables pour la Banque.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'écrire à l'Agent des transferts.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux actionnaires ordinaires et privilégiés d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en trésorerie sans avoir à acquitter de frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent des transferts.

Dates de paiement des dividendes pour 2017

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
3 janvier 2017	27 janvier 2017
4 avril 2017	26 avril 2017
4 juillet 2017	27 juillet 2017
3 octobre 2017	27 octobre 2017

Date de l'assemblée annuelle pour l'exercice 2017

L'assemblée annuelle pour l'exercice 2017 aura lieu le 10 avril 2018 à Toronto (Ontario), Canada.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

Si vos portefeuilles d'actions sont inscrits sous plus d'un nom ou plus d'une adresse, vous recevrez plusieurs exemplaires. Pour éviter l'envoi des documents en plusieurs exemplaires, veuillez écrire à l'agent des transferts afin de regrouper les comptes.

Offre de rachat dans le cours normal des activités

Un exemplaire de l'avis d'intention visant le lancement de l'offre de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le Secrétariat au 416-866-3672.

Site Web

Pour obtenir des renseignements concernant la Banque Scotia et ses services, visitez notre site Web, au www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 29 août 2017, à 8 h (heure normale de l'Est) et devrait durer environ une heure. Les parties intéressées sont invitées à accéder à la conférence directement, en mode écoute seulement, par téléphone, sans frais, en composant le 416-640-5944 ou le 1-800-274-0251 et en inscrivant le code d'accès 6751615, suivi du carré (#) (veuillez téléphoner de 5 à 15 minutes à l'avance). Une diffusion audio sur le Web avec les diaporamas afférents sera accessible par l'intermédiaire de la page Relations avec les investisseurs, au www.banquescotia.com. Une période de questions suivra la présentation des résultats par la haute direction de la Banque Scotia.

Une transmission différée par téléphone de la conférence téléphonique sera disponible du 29 août 2017 au 13 septembre 2017, en composant le 647-436-0148 ou le 1-888-203-1112 (sans frais en Amérique du Nord) et en inscrivant le code d'accès 6751615, suivi du carré (#). La diffusion audio sur le Web sera disponible sur le site Web de la Banque pendant trois mois.

Coordonnées**Investisseurs :**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416-775-0798
 Télécopieur : 416-866-7867
 Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias doivent être adressées au service Communications mondiales, à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-6806
 Télécopieur : 416-866-4988
 Courriel : corporate.communications@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, les dividendes, les transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 8^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-877-982-8767
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company N.A.
250 Royall Street
Canton, MA 02021 U.S.A.
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-4790
Télécopieur : 647-777-1184
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

